



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
28 septembre 2016**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Traditionnellement, nous avons coutume de débiter par un certain nombre d'informations et de décorations. Je vous propose aujourd'hui d'accueillir Monsieur Harold Boisset, cavalier professionnel et membre de l'équipe de France 2016, membre du club hippique de Montpellier.

Je vais demander à sa Présidente, Madame Raymonde Boyer, de bien vouloir nous rejoindre.

Monsieur Harold Boisset, vous êtes né le 10 décembre 1987 à Paris. Votre famille s'est installée quelques années plus tard à Castelnau-le-Lez où vous avez fait vos études au lycée agricole Honoré-de-Balzac, puis vous avez poursuivi votre cursus universitaire avec un diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques et une licence à l'UFR STAPS de Montpellier.

Après avoir pratiqué l'escrime, le judo, la natation, c'est finalement vers l'équitation que vous vous tournez. Vous choisissez à l'âge de huit ans de pratiquer ce sport en compétition au centre équestre municipal de Montpellier Grammont. Moniteur diplômé et cavalier professionnel, votre couple gagnant-gagnant avec votre jument Quolita Z vous a permis d'obtenir un palmarès exceptionnel qui vous propulse en une année, de 2015 à ce jour, de la 350^e place mondiale à la 108^e place.

À 28 ans, vous êtes sixième cavalier au niveau national, premier cavalier régional depuis cinq ans consécutifs. Vous avez intégré l'équipe de France en 2016 et vous avez participé à trois Coupes des nations, en épreuves par équipes à Lisbonne au Portugal, à Samorin en Slovaquie et à Gijón en Espagne. Vous avez terminé quinzième du grand prix F1 du Global Champion Tour pour votre première participation, le plus important circuit au niveau international.

Plus proche de notre territoire, vous avez remporté le Grand prix Montpellier Méditerranée Métropole le 8 mai dernier, où Monsieur Meissonnier, Vice-Président, et Monsieur Abert, Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier, étaient présents, et où j'ai eu également l'honneur d'être à vos côtés et aux côtés de votre Présidente Madame Boyer ici présente. Ce concours existe depuis vingt ans, et plus précisément depuis deux ans les obstacles sont à 1,45 mètre de hauteur, attirant ainsi les meilleurs cavaliers et un public beaucoup plus large.

C'est pourquoi, pour votre parcours et votre palmarès qui contribuent au rayonnement local, national et international de Montpellier et de sa Métropole, et au nom des membres de tout le Conseil ici réuni, j'ai l'immense plaisir de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur de la Métropole.

Harold BOISSET

Bonjour. Je tenais à dire que je suis très honoré de recevoir cette médaille de citoyen d'honneur de la Métropole des mains de Philippe Saurel, Maire de la Ville et Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Je tenais également à remercier le centre équestre Montpellier Grammont représenté ici par Raymonde Boyer, ainsi que toute l'équipe du centre équestre qui n'a pas pu être présente aujourd'hui, et plus particulièrement Sophie de Laval, Directrice du centre équestre qui m'a formé et donné les outils nécessaires pour accéder au haut niveau. Ma famille également, et ma fiancée, qui m'entourent et me soutiennent énormément. Pour finir, je tenais à dire que je suis fier de représenter la Métropole et de la faire briller de par mes résultats. J'espère la faire briller encore. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup.

Nous sommes aujourd'hui dans un hôtel de la Métropole parfumé ; je vais passer la parole à Chantal Marion, Vice-Présidente déléguée au développement économique, qui va nous expliquer la nature de ces parfums.

Chantal MARION

Merci beaucoup, Monsieur le Président, chers collègues.

Monsieur le Président

Madame Marion, si vous voulez passer à la tribune, ce serait mieux – au pupitre, plutôt.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, c'était juste pour vous rappeler – avant de vous présenter une start-up innovante de notre Métropole et Arthur Dupuy qui attend, qui est présent et qui vous parlera mieux de son projet que moi – que Montpellier avant Grasse était une ville à parfums. Monsieur Arthur Dupuy a eu l'idée et l'originalité de créer des parfums – le projet est en cours – pour rendre les tramways reconnaissables à l'odeur, mais en premier lieu il a tenu à créer le parfum de Montpellier.

Le parfum de Montpellier existait déjà puisqu'en 1669 il y avait des gantiers apothicaires parfumeurs. Il existait l'eau de Montpellier, le parfum de Montpellier. Mon ancienne activité était la phytothérapie et l'aromathérapie ; dans le droguier de pharmacie qui a été classé monument historique, nous avons les formules des anciens parfums. Monsieur Arthur Dupuy a tenu à recréer l'eau de Montpellier de façon qu'il y ait une odeur emblématique non seulement pour la Métropole, mais également dans la mairie, pour représenter cela. Ce sera également quelque chose de très important au niveau du tourisme, peut-être quand on élira Miss France. C'est quelque chose qui va signifier l'appartenance de Montpellier et l'odeur de Montpellier.

Il y a la garrigue, évidemment, l'odeur du résinat, l'odeur du lentisque, toutes les plantes qui sont dans notre région, caractéristiques de notre flore. Je remercie Arthur Dupuy de sa participation et je lui laisse la parole.

Arthur DUPUY

Merci beaucoup.

Merci beaucoup à Montpellier Méditerranée Métropole qui nous a donné l'occasion de relancer Montpellier historiquement capitale du parfum. Je tiens à préciser que notre start-up a une double particularité : elle est incubée, rattachée au développement économique, et également tous nos laboratoires sont membres de l'Université de Montpellier. Notre but et notre objectif est de remettre en avant justement le savoir-faire des Universités. Aujourd'hui nous avons tous les avals et toutes les autorisations pour exploiter la valorisation issue de la recherche, pour remettre en avant cette thématique.

Pour créer ce parfum que nous sommes en train de vous faire passer dans les rangs, nous nous sommes inspirés des recettes ancestrales des parfums de la ville de Montpellier, connue pour abriter le centre de botanique, un monde pharmacologique et les premiers extracteurs. Le plus grand maître gantier était basé dans les rues de l'Ecusson, il s'appelait Louis Fargeon et il fournissait l'eau notamment pour Marie-Antoinette.

Ce parfum-là retrace le parcours, la trajectoire de l'hirondelle. L'hirondelle part du pic Saint-Loup avec toutes les espèces végétales sèches, arides du pic Saint-Loup, traverse Montpellier pendant le parcours de sa migration, notamment l'hôtel de Magnol avec des notes de Magnol, et arrive sur la Méditerranée avec des notes calone, beaucoup plus Méditerranée. Ce parfum fait ce parcours-là. L'hirondelle, symbole de la ligne 1 du tramway de Montpellier. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. L'information suivante est la dernière pour ce soir : c'est pour féliciter Madame Dray-Fitoussi Michèle, Présidente de la mission locale des jeunes de l'agglomération de Montpellier, de la Métropole, qui a été élue au Conseil national des missions locales. Pour la première fois de l'histoire, Montpellier est présente au Conseil d'administration national des missions locales d'insertion.

Monsieur le Président

Ensuite, je vais vous proposer de faire l'appel, et je donne la parole à Maud Bodkin.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Mademoiselle Bodkin.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

La première affaire est l'approbation de l'ordre du jour. Il est proposé en séance un ordre du jour modifié avec deux affaires modifiées : l'affaire 86 qui est un vœu de soutien aux agriculteurs sinistrés suite à l'orage de grêle du 17 août de cette année, et l'affaire 87 qui concerne le plan de relance autoroutier et qui est un vœu en faveur du contournement routier de Montpellier et de la liaison autoroutière A750-A9.

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX DU 30 JUIN 2016 ET DU 21 JUILLET 2016

Monsieur le Président

Affaire 2, approbation des procès-verbaux du 30 juin 2016 et du 21 juillet 2016. Avez-vous des observations à formuler ? Madame Bouallaga.

Sabria BOUALLAGA

Mesdames et Messieurs, bonjour. Monsieur le Président, j'ai reçu un courrier en date du 8 septembre, concernant le droit de réponse que je vous avais fait en date du 31 juillet. Il m'est donc indiqué par votre Directeur de la publication qu'il sera donné suite à ma réponse. J'espère aussi que ce droit de réponse sera à la hauteur du nombre de fois où vous m'avez traitée de menteuse et de mensonge incarné. J'espère qu'à l'avenir vous serez un peu plus vigilant et que vous ferez un peu plus confiance à vos élus.

Monsieur le Président

J'adore quand vous me faites la leçon, Madame Bouallaga.

C'est une affaire qui concerne la Ville de Montpellier et je vous rassure, les modifications que vous avez demandées seront intégrées dans le procès-verbal demain soir.

Je mets aux voix l'affaire 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. C'est vrai que maintenant, vous êtes à bâbord et à tribord. Je remets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3 : il s'agit là des extraits de synthèse des décisions. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée.

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION – VŒUX EN FAVEUR DE L'APPUI AUX AGRICULTEURS SINISTRÉS SUITE A L'ORAGE DE GRÊLE DU 17 AOUT 2016

Monsieur le Président

Affaire 86, vœu de soutien aux agriculteurs sinistrés par l'orage de grêle. Vous avez la formulation du vœu sur vos tables. Lorsque cet orage a eu lieu, qui a malheureusement détérioré une série de vignobles et de champs agricoles, de plantations agricoles, il n'y a pas eu que les vignobles. Les orages de grêle se sont abattus sur l'Est de la Métropole, mais également dans tout le vignoble du pic Saint-Loup, rendant la récolte totalement impossible à réaliser puisque les grêlons, qui pour certains étaient gros de 3 à 5 centimètres de diamètre, ont ravagé littéralement les feuilles, les grappes, et même cassé une partie des serments, ce qui rend le paysage incroyablement dénudé dans les vignes, comme si nous étions en hiver.

Immédiatement, je me suis rendu sur les lieux avec un certain nombre d'élus de la Métropole : bien sûr le Maire de Vendargues, mais aussi le Conseiller général et Conseiller métropolitain chargé de la viticulture de Montpellier, avec Isabelle Touzard qui s'occupe de l'agriculture, Jean-Pierre Grand, Sénateur de l'Hérault, Madame Dardé, première Vice-Présidente, et un certain nombre de Maires qui ont bien voulu être présents, Monsieur Moynier qui était là aussi, Monsieur Jaoul, et j'en oublie certainement – qu'ils m'excusent.

En tout cas, nous avons constaté *in situ* l'état des vignes et, de mémoire, je n'avais jamais vu un tel spectacle. Nous avons donc, après concertation, souhaité être présents sur cette catastrophe auprès des agriculteurs et viticulteurs. J'ai proposé à la fois au pic Saint-Loup et aux viticulteurs de l'Est de la Métropole de voter une subvention pour leur venir en aide.

Dans le vœu, vous n'avez pas le montant de cette subvention parce que les critères d'attribution de ces subventions seront fixés par les membres de la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, en particulier son Président Jérôme Despey. C'est comme cela que nous avons voulu nous infiltrer, nous intégrer dans ce processus, parce que nous n'avons pas l'évaluation des dégâts dans les vignes et sur les terres, et nous pourrions créer beaucoup d'injustice. Pour éviter cela, je pense que se référer à la Chambre d'Agriculture est la meilleure solution. J'ai donc annoncé cela et nous reviendrons vers vous pour évaluer le coût de cette aide que nous dispatcherons à l'ensemble des viticulteurs. Nous ne serons bien sûr pas à la hauteur de la subvention du Conseil départemental qui d'ores et déjà a annoncé une subvention voisine de 800 000 euros si mes informations sont exactes, mais la Métropole doit être présente sur ce type de catastrophe. En cinquante ans, je n'en avais jamais vu.

Il faut que vous sachiez un truc : lorsque la récolte est ravagée comme cela, on ne peut plus ramasser ce qui reste. Il fait chaud et les raisins ne sont plus protégés par les feuilles. Les ceps de vigne sont extrêmement abîmés, et pour les cépages comme le pic Saint-Loup, il faut absolument qu'ils aient du volume pour assurer l'exportation. C'est un enjeu très complexe qui met en jeu tous les maillons de la chaîne vini-viticole, et sur lequel la Métropole a souhaité être présente.

Vous avez la parole. Monsieur Yvon Pellet, Maire de Saint Génès des Mourgues et Conseiller général. Je dis « *Conseiller général* », pardonnez-moi, c'est Conseiller départemental mais c'est plus facile Conseiller général.

Yvon PELLET

Simplement, pour reprendre ce que vous venez d'évoquer Monsieur le Président, il est vrai que dès le lendemain nous étions sur le terrain et vous êtes venu au pic Saint-Loup, vous êtes venu à Vendargues. Nous avons eu une réunion lundi à la Chambre d'Agriculture, l'ensemble des collectivités a décidé d'apporter des aides. Ces aides-là sont centralisées autour de la Chambre d'Agriculture parce qu'il y a, comme vous l'avez dit, l'impact sur les récoltes, etc.

La démarche de la Métropole a été très appréciée. Alain Barbe était encore avec nous lundi, et le monde de l'agriculture a vraiment apprécié la démarche.

La démarche pour Vendargues est tout à fait normale puisque la cave de Vendargues est sur le territoire métropolitain, et d'ailleurs Montaud aussi a été impactée. L'aide sur le pic Saint-Loup est très appréciée.

À partir de là, vous avez avancé certains chiffres. Des choses se disent, notamment au niveau de la taille. La récolte 2016, on « n'en parlait plus » ; c'est surtout l'impact sur les récoltes suivantes. Nous l'avons vu ensemble : les sarments sont vraiment lacérés et certaines vignes risquent d'être complètement anéanties.

A cette réunion a participé le DDTM Matthieu Grégory qui nous a rappelé que malgré toute la volonté apportée par les collectivités locales, la notion d'aide est réglementée aussi. Il y a les minimis, qui sont des aides plafonnées à 15 000 euros je crois sur trois ans, pour les vignerons indépendants, et à 200 000 euros pour les coopératives. Tout cela va être bien étudié par la cellule de crise qui a été mise en place par la Chambre d'Agriculture. Je crois que le vœu d'aujourd'hui, comme l'a dit Philippe Saurel, est un vœu d'engagement qui doit suivre les positions prises par le Président. Mais il fallait le voter aujourd'hui parce qu'après, même plafonnées à un certain montant, nous en aurons besoin très rapidement. Le monde agricole remercie bien la Métropole, je tenais à le dire aussi.

Monsieur le Président

Merci Yvon. Qui souhaite prendre la parole sur ce sujet ? Je mets aux voix le vœu en faveur des agriculteurs et viticulteurs touchés par la grêle. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION – PLAN DE RELANCE AUTOROUTIER – VŒUX EN FAVEUR DU CONTOURNEMENT ROUTIER DE MONTPELLIER ET DE LA LIAISON AUTOROUTIÈRE A750-A9

Monsieur le Président

Affaire 87 : il s'agit du plan de relance autoroutier. Vous avez vu tout cela dans la presse mais je reprends quelques éléments.

Lorsque François Hollande est venu à Perpignan, il a annoncé un plan autoroutier sur lequel les collectivités peuvent présenter un certain nombre de dossiers. La Région, la Métropole ont présenté plusieurs dossiers qui sont d'ailleurs des dossiers financés de façon croisée dans le contrat de plan Etat Région : en particulier la RN113 et le contournement Ouest, mais aussi le contournement Est et d'autres artères et réseaux viaires.

Le Ministre Monsieur Vidalies a priorisé la RN113 en disant que le COM était important, le contournement Ouest, mais n'a pas fléchi de crédits sur le contournement Ouest. La position que je tiens et qui est tenue par un certain nombre de Maires et d'élus est la suivante, et chacun pourra s'exprimer. D'abord, il faut que vous sachiez que le contournement Ouest, pour la première fois de l'histoire, est inscrit dans le CPER. Cela fait trente ans que l'on parle du contournement Ouest et pour la première fois, la première phase d'étude de 25 millions d'euros est inscrite dans le CPER, et financée.

C'est une artère de respiration pour tout l'Ouest de la Métropole, qui est largement engorgé. C'est bien normal, puisque l'A750 et l'A9 débouchent carrément dans la ville de Montpellier, dans les villes adjacentes.

L'Etat a reconnu la priorité du dossier et l'a inscrit dans le contrat de plan Etat Région à hauteur, pour la première phase, de 25 millions d'euros : 11 millions de l'Etat et 14 millions des collectivités qui pour la première fois sont d'accord pour financer ensemble – le Département, la Région, la Métropole, même si nous n'avons pas la compétence. Mais le sujet est suffisamment important pour que nous fléchions les crédits sur le contournement Ouest. D'autant que le doublement de l'autoroute A9 est en cours de finition, qu'avec les Maires de la Métropole nous avons fléchi déjà dans le plan pluriannuel d'investissement la restauration complète et la réfection complète avec son ouvrage d'art du rond-point Genevaux. Il nous semble que prioriser l'A113 et ne rien dire du COM n'est pas juste.

Moi, je soutiens l'A113. C'est bien si elle émerge aux fonds de l'Etat, mais il ne faut absolument pas que le COM soit relégué à la dernière place, parce que c'est un projet trop fondamental pour toutes les communes. Nous avons hier soir, commencé à acheter les terrains. En 2006 et 2009, il y a eu déjà eu deux grandes

réunions de concertation, deux phases de concertation. Nous achetons les terrains et nous avons commencé les trois dernières réunions de concertation.

Hier soir, avec Isabelle Guiraud, Jean-Luc Savy et Hussein Bourgi, Conseiller régional, nous avons tenu réunion devant une salle comble à Saint Jean de Védas. La semaine prochaine, nous tiendrons une réunion chez Jean-Luc qui est concerné par le dossier, et jeudi à Montpellier. L'Etat a planifié toutes les concertations et a mis en route le dossier. Je ne voudrais pas que le COM soit rejeté aux calendes grecques. C'est le sens de ce vœu.

Lorsque l'on regarde les courriers faits par la Présidente de Région, on s'aperçoit que dans la priorisation, c'est l'A113 qui arrive en premier, et ensuite le COM. Je dis que l'A113 et le COM sont des interventions qui ne se situent pas à la même échelle. L'échelle du barreau entre l'A750 et l'A9 est vitale. Et je suis content que l'A113 émerge. Mais nous ne pouvons pas oublier le COM, ce n'est pas possible.

D'ailleurs, je remarque qu'à Toulouse, un des échangeurs a été financé sur le même fonds. Je ne vois pas pourquoi l'échangeur du Rieucoulon de Saint Jean de Védas, qui va se brancher à l'A9, nous ne pourrions pas aussi le brancher sur ce fonds. C'est d'ailleurs le courrier que j'ai expédié au Premier Ministre Monsieur Manuel Valls, au Président de la République Monsieur François Hollande, et au Ministre des Transports Monsieur Alain Vidalies.

Que l'on me comprenne bien : il n'est pas question pour moi de liquider l'A113. Parce que je pourrais le faire. Il suffit que je retire les fonds de la Métropole et il n'y a plus de financement. Mais je ne le ferai pas parce que je connais l'Etat. Si je recule là-dessus, les fonds vont être fléchés sur d'autres projets. C'est bien que nous ayons l'A113, mais il faut aussi que nous ayons une grande partie de l'échangeur de Saint Jean de Védas. D'ailleurs, cela rejoint les propos que nous avons tenus en Conférence des Maires. Voilà l'intrados du vœu, que j'ai défendu de la même façon hier soir.

Vous avez la parole. Monsieur Meissonnier, Monsieur Caizergues, Monsieur Pellet, Monsieur Moure, Monsieur Revol, Monsieur Savy, Monsieur Jaoul, Madame Jamet, Monsieur Audrin. C'est normal que les Maires prennent la parole ! Et nous confierons la finition à Madame Guiraud. C'est chez vous que s'est tenue la dernière réunion. Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, comprenez bien mon intervention. Je crois que les Maires du territoire Est de la Métropole auront la même position. Nous sommes tous ici concernés par le contournement Ouest de Montpellier et la déviation de l'A113 qui, comme vous sembliez le rappeler pour le contournement Ouest de Montpellier, fait partie des projets qui étaient reportés depuis 35 ans qui risquent d'être reportés aux calendes grecques si nous ne restons pas vigilants.

Je vois sur votre motion, Monsieur le Président, que le COM est hautement prioritaire. J'ai bien entendu que vous ne souhaitiez pas que les 50 millions d'euros qui font partie du contrat autoroutier soient fléchés sur le contournement Ouest de Montpellier, mais qu'ils soient bien affectés à la déviation de l'A113. Pour cela, il faut que nous restions solidaires de nos collègues Maires, et je crois que le pacte de confiance des Maires avec la Métropole est un symbole fort. Nous nous battons sur ces deux projets, même si l'Etat aurait dû, dans les moyens financiers dont il peut bénéficier par des contrats de concession avec ASF, intégrer le contournement Ouest de Montpellier qui est aussi prioritaire, pour ne pas dire aussi important que celui de l'A113.

Deux questions me traversent l'esprit. Peut-on avoir la certitude que tergiverser sur ces fléchages ne va pas nous faire perdre les deux projets ? L'Etat, étant pauvre comme Job, va se servir de l'opportunité d'une distorsion éventuelle des collectivités pour se dire : *« La subvention de 50 millions d'euros que nous avons fléchée sur la déviation de l'A113, nous allons la mettre ailleurs puisque les collectivités, quelles qu'elles soient, en fonction de leur importance, ne sont pas toutes d'accord. »*, et l'Etat est à l'affût de ce genre de position des différentes collectivités.

Deuxième question : comment se situera-t-on, en pleine révision du PLUi et du nouveau SCoT, sur l'absence d'infrastructure prépondérante ? Notamment, en ce qui concerne le territoire Est de la Métropole et sur toutes les zones zādées dans les différentes communes où s'appliquent le PLH, le quota annuel de logements sociaux risque d'être très compromis si nous n'avons pas la réalisation de la déviation de l'A113 qui, elle, fait l'objet d'un financement de 50 millions d'euros plus 10 à 15 millions d'euros émanant des collectivités.

Le contournement Ouest de Montpellier, je rappelle que ce sont plus de 250 millions d'euros. Même si une partie de l'argent allait sur le contournement Ouest de Montpellier, nous sommes dans des dispositions financières beaucoup plus contraintes que celles de la déviation de l'A113. On pourrait voir une inauguration de cette déviation en 2022, vu qu'une partie des tronçons est sous la compétence d'ASF actuellement, dans le dédoublement de l'autoroute – nous sommes sur la même zone de DUP. Pas mal d'acquisitions foncières, d'études d'impact, d'études environnementales sont préétablies.

La manne financière restant pour la déviation de l'A113 est loin d'être celle du contournement Ouest de Montpellier. Et je reste, je le dis bien ici, solidaire des Maires de l'Ouest qui ont les mêmes problèmes que nous avons sur l'Est. Il ne faudrait pas que nous ayons une distorsion au sein même de ce Conseil de Métropole entre les Maires de l'Ouest et les Maires de l'Est, car nous sommes tous dans la panade concernant les grands travaux d'infrastructure qui devraient être établis depuis pas mal de temps et qui ont fait l'objet d'absences de l'Etat, liées à des rivalités que nous connaissons tous ici.

Je voudrais dire aussi qu'il faudra être vraiment vigilants. Si la déviation de l'A113 ne pouvait pas avoir lieu comme elle semble se dessiner, sur les zones à construire, notamment au niveau plan local de l'habitat inscrit au SCoT, PLH, tout cela, il faudra être bien déterminés à ce que chaque Maire prenne des positions sur les territoires concernés pour ne pas aller dans un sens où l'on fait de l'habitat. Nos concitoyens sont complètement asphyxiés, comme sur le contournement Ouest de Montpellier, et ne comprendraient pas que nous ouvrons des grandes zones à l'urbanisation sans avoir une vigilance accrue sur les infrastructures nécessaires.

Je rappelle aussi que la Métropole a investi, pour ce qui concerne l'Est, 4 millions d'euros sur le pôle d'échange multimodal, la halte ferroviaire de Baillargues. Il y a une absence de fluidité pour permettre le rabattement d'un territoire métropolitain qui se veut beaucoup plus grand que le simple territoire métropolitain actuel, notamment qui va jusqu'à Lunel.

Tous les flux de véhicules de Lunel vont jusqu'à Baillargues, soit pour se mettre dans l'entonnoir de l'autoroute, soit pour se rabattre sur le pôle d'échange multimodal. Or, mettre un quart d'heure pour traverser Saint-Brès-Baillargues, essentiellement Baillargues, pénalise le développement de ce mode de transport alternatif qui a un succès assez important actuellement et qui est en cours de développement dans sa deuxième phase. Il ne faudrait pas compromettre les financements de la Métropole qui sont à hauteur de 4 millions d'euros sur ce pôle d'échange multimodal, par un oubli de l'importance de dévier l'A113 dans les meilleurs délais.

Je vous rappelle qu'il va y avoir la deuxième phase du pôle d'échange multimodal. Elle est tout aussi importante en matière de rabattement des véhicules pour dissuader les gens de prendre leur véhicule pour rentrer sur Montpellier et faire ce cadencement alternatif Montpellier-Baillargues, Baillargues-Montpellier.

Voilà ce que je voulais vous dire, Monsieur le Président, et nous restons bien sûr – les autres Maires s'exprimeront – très vigilants quant à l'engouement malheureux de l'Etat qui ne flèche que l'A113. C'est pitoyable de voir que le contournement Ouest de Montpellier, qui est tout aussi important, n'a pas été inscrit dans ces financements. Je rappelle ici que je reste solidaire personnellement de tous mes collègues Maires du contournement Ouest de Montpellier. C'est une infrastructure nécessaire à l'aménagement de notre territoire tout autant que celui de l'A113. Nous parlons de chiffres qui ne sont pas les mêmes.

Je vous dis : l'A113, ce sont 50 millions d'euros plus 10 millions d'euros des collectivités. Le contournement Ouest de Montpellier, en finalité nous serons sur 300 millions d'euros, vous verrez ce que je

vous dis, nous sommes à 280 millions d'euros, nous serons à 300 millions d'euros. Il est sûr que les études sont loin d'être celles avancées comme sur la déviation de l'A113. Je demande de bien réfléchir à tout cela et surtout, je mets en garde de bien faire attention à ce que l'Etat ne revienne pas sur sa décision et que ni le contournement Ouest de Montpellier ni la déviation de l'A113 ne soient dans la continuité de l'aménagement global du territoire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Ma position est claire. Je suis favorable à l'aide de l'Etat à l'A113. Je dis seulement que la Métropole va se fendre de mettre dans son PPI le rond-point Genevieux. Le rond-point Genevieux, c'est bien si on l'organise mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi que tout le secteur de Saint Jean de Védas, préfigurant la connexion définitive avec l'A9, soit traité.

Je demande que l'Etat prenne en considération cette demande faite par les Maires de l'Ouest. Ainsi, je soutiendrai à la fois les Maires de l'Est et je soutiendrai l'espoir que nourrissent les Maires de l'Ouest. Voyez-vous ce que je veux dire ? C'est normal que j'agisse comme cela. Quand je regarde la Métropole, je ne regarde pas telle ou telle commune. Je regarde l'ensemble d'un territoire et des équilibres qui doivent s'y produire. Monsieur Caizergues, Maire de Lavérune.

Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président, chers collègues, je rejoins les propos que vous avez tenus, Monsieur le Président, et les propos qu'a tenus Monsieur Meissonnier. Il n'est pas question de se disputer, surtout pas. Il n'est pas question de s'affronter, les Maires de l'Ouest ou les Maires de l'Est. Il s'agit d'avoir une démarche commune pour faire en sorte que soient réalisés ces équipements qui sont absolument indispensables aujourd'hui, que malheureusement depuis trente ans nous n'avons pas vus. Nous pensions qu'un certain nombre de réalisations beaucoup plus importantes seraient faites, maintenant nous les voyons s'éloigner dans le temps.

Je crois que c'est tout à fait fondamental : il n'est pas question de se disputer, mais d'ensemble demander, faire pression pour que cet ensemble d'équipements soit réalisé. Il est clair qu'il y a un tel déficit dans ce domaine que cela met en cause, comme l'a dit Monsieur Meissonnier, les futures zones à urbaniser. Nous le voyons déjà. Je vais parler peut-être plus de l'Ouest mais nous voyons déjà ce qui est en train de se réaliser sur les communes de l'Ouest, de Pignan, de Cournonsec, de Cournonterral, de Lavérune aussi, de Saint Jean de Védas. Il y a des constructions et rien ne se fait en plus en matière de circulation. C'est complètement catastrophique. Cela va empirer.

Je pense qu'il va falloir en tenir compte bien sûr dans le SCoT, le PLUi, parce que nous ne pourrions pas faire ce que nous souhaitons dans ce domaine-là si les équipements routiers ne suivent pas.

Il faut que l'ensemble des partenaires aient la volonté politique de le réaliser dans un certain temps, parce que le temps joue contre nous. Le temps administratif est en train de rendre ces opérations très difficiles, et les populations – j'ai déjà employé le terme – se désespèrent de voir ces projets dont on a parlé pendant trente ans, qui doivent démarrer et sont retardés. Ils se disent : « *Dans cinq ans, dix ans, vingt ans, trente ans, ce ne sera pas fait.* », donc une désespérance est en train de se mettre en place.

Ensuite, nous parlons bien sûr des contournements de la nationale 113 et de l'Ouest de Montpellier, mais cela va bien plus loin : c'est, sur le territoire de la Métropole, l'ensemble des projets routiers qu'il faut inscrire et programmer dans les différents PLUi, ou bien le SCoT, ou les différents autres éléments de programmation qui se mettront en place. C'est aussi la LICOM, ce sont aussi d'autres routes ou circulations qu'il va falloir prévoir et arrêter. Je pense que les uns par rapport aux autres sont intimement liés.

Je soutiens à fond bien sûr ce vœu, mais ne nous disputons pas, allons ensemble à la bataille pour l'ensemble des éléments routiers de la Métropole. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Caizergues de votre intervention. Je me permets de relever un flash nouveau sur un sujet important. Effectivement, toutes les voies forment un réseau et je rappelle aux Conseillers métropolitains qu'en ce moment, le réseau viaire de la Métropole est en grande discussion avec le réseau viaire départemental. Hier soir à Saint Jean de Védas nous avons été interrogés sur un certain nombre de voiries départementales situées sur le territoire métropolitain. Nous n'avons pu répondre évidemment. Nous ne sommes pas maître d'ouvrage sur ces voiries.

Cela dit, dans le cadre de la discussion que nous avons engagée avec le Département de l'Hérault, il est bien évident que tout cela doit entrer en compte, notamment tout ce qui concerne le LICOM qui aujourd'hui est arrêté. C'est aussi une façon de dévier la circulation, à la fois la desserte locale et le transit, en dehors même des aires habitées. Monsieur Pellet, Maire de Saint Génès des Mourgues.

Yvon PELLET

Un coup l'Ouest, un coup l'Est. Simplement, je voudrais appuyer ce que vient de dire Jean-Luc. Il est entré dans les chiffres, il a bien évoqué le sujet, nous le connaissons parfaitement puisque nous y sommes depuis de nombreuses années. Nous parlons du plan de relance autoroutier. L'Etat jusqu'à présent refusait de faire intégrer ASF dans la discussion. A Baillargues, Le Préfet de Bousquet m'avait renvoyé vertement dans mes cordes en me disant qu'il était impossible qu'ASF intervienne pour une question de rallongement des concessions, etc. Nous nous étions un peu frittés.

Aujourd'hui, nous avons réussi à faire changer l'Etat là-dessus. Nous avons l'ASF. Les infrastructures, Jean-Luc l'a dit, tout ce qui est DUP et compagnie, tout est prêt. Pour nous c'est important. Nous ne voulons pas hiérarchiser entre l'Est et l'Ouest. Nous sommes dans la même panade. Vous me l'avez souvent entendu dire : les contournements de Montpellier sont à faire.

Vous dites, Monsieur le Président, qu'hier soir vous étiez à Saint Jean de Védas en réunion avec une salle pleine. Venez à Castries, à Baillargues, à Saint-Genès ou à Saint-Brès faire une réunion sur la déviation de l'A113 sur la partie Est. La salle sera pleine pareil parce que nos populations ont ras le bol d'entendre dire que nous faisons des études, que nous allons réfléchir. On a passé quarante ans à faire des études et à réfléchir.

J'étais à une réunion l'autre jour ; un technicien de l'Etat évoquait encore des réflexions. Je lui ai dit : *« Jeune homme, vous étiez dans le berceau de votre maman quand nous commençons à discuter et que nous faisons des études. »* Cet homme est sûrement compétent, il a une trentaine d'années, c'est quelqu'un de très bien, il n'y a rien pour lui.

Je crois qu'il ne faut pas tergiverser sur les informations. Il faudra prendre une position très rapidement. Le Préfet Pouëssel doit mettre tout le monde autour de la table. Il faut que nous y allions sur l'A113, il faut que nous y allions sur le contournement Ouest aussi, mais il ne faut pas tergiverser. Si l'Etat voit que nous tergiversons, ils auront vite fait. Je crois que dans le fameux plan de relance autoroutier, il y a un dossier pour l'Occitanie (on l'appelle maintenant l'Occitanie) retenu sur Toulouse, et un retenu sur Montpellier. Dans ce cadre-là, il ne faut pas que nous montrions à l'Etat que nous voudrions que. Je crois qu'il faut que nous y allions, et nous battre derrière pour l'Ouest aussi. Je l'avais dit quand nous avons parlé du rond-point de Genevaux en Conférence des Maires : je pense qu'il vaut mieux que nous mettions du pognon sur les infrastructures routières, que de s'éparpiller dans des équipements un peu superflus. D'ailleurs, je vois l'ami Max Lévit qui hoche la tête et qui est en train déjà de faire la comptée. Nous demandons une grosse pression là-dessus.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Pellet. Simplement, je prends la balle au bond lorsque vous m'invitez à faire une réunion à Saint Génès des Mourgues sur le contournement Ouest. Si j'en faisais une, on dirait que je viens à cause des circonstances politiques de la période. C'est coquin, votre proposition ! C'est coquin. Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, rapidement puisque déjà beaucoup de choses ont été dites, mais d'entrée de jeu je tiens à signaler que je suis totalement d'accord avec votre proposition de vœu, un vœu qui se veut – c'est le cas de le dire – solidaire, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest. Je pense que l'enjeu n'est pas de dire : « *Nous sommes d'accord, mais nous à l'Est et nous à l'Ouest...* »

Il est évident que ce sont deux dossiers vraiment structurants de ce qu'il est nécessaire de faire dans la Métropole, dans le temps actuel et surtout pour l'avenir. Je précise que la réalisation du contournement Ouest ne concerne pas uniquement la partie à l'Ouest du territoire de la Métropole. C'est un bouclage qui part du Nord-Ouest, en haut de Juvignac, jusqu'au bout de l'actuel déplacement et doublement de l'autoroute. Cela concerne également directement l'Ouest puisque du lieu que je viens d'évoquer, Juvignac, jusqu'au bout du boulevard urbain, nous pourrions accéder à tout ce cheminement sans aucun feu rouge.

C'est mettre la Métropole dans la réalisation de ce qui manque depuis des années, que nous pourrions avoir au Nord avec le LIEN qui n'est pas encore fini, mais là cela impacte le Sud et l'Ouest. Et comme l'ont dit les Maires de l'Est et les Maires de l'Ouest qui se sont exprimés, bien entendu l'axe routier, le pivot routier est celui qui impacte directement tout ce qui a trait en termes d'équipements, en termes de capacités, de facilités de déplacement, les notions d'habitat qui sont en forte évolution.

Je crois que le temps de ces dossiers marque qu'il y a plusieurs étapes dans les vingt ou trente ans qui nous ont précédés. Lors de la mandature précédente, concernant l'Agglomération de Montpellier, nous avons réussi à faire avancer le dossier avec le Préfet précédent, en ce sens qu'il était d'accord pour le mettre en priorité et également pour amorcer le principe où l'Etat financerait à peu près à hauteur d'un tiers et que les autres collectivités viendraient au concours.

J'entends parler de sommes qui sont légèrement différentes de ce qui était évoqué il y a deux ans. On chiffrait, par souci de rationalisation, le contournement Ouest à 170, 180. J'entends parler maintenant de 230. J'imagine que l'on a dû finaliser le détail de l'aboutissement de ce contournement au niveau de Saint Jean de Védas. Monsieur Meissonnier parle de 250 à 300. Je ne sais pas où nous arriverons mais je suis sûr que c'est absolument incontournable à réaliser dans les meilleurs délais, sans que nous fassions des différences entre l'Est et l'Ouest.

Mais il est important que l'institution régionale se saisisse également de l'intérêt majeur de le réaliser. Sinon, si nous prenons trop de temps par rapport à cela, cela veut dire que l'aménagement routier autour de ce qu'est la deuxième Métropole de la nouvelle région Occitanie serait complètement pénalisé par rapport au territoire que nous représentons. C'est un dossier pivot et majeur, c'est évident. Derrière, nous pourrions également parler de ce qui concerne les transports en commun. Vous avez évoqué Genevoux, c'était le point de départ de la réalisation du tronçon Juvignac-Saint Jean de Védas. Voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Moure, nous sommes complètement d'accord. Monsieur Revol, Maire de Grabels.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues, je me félicite que cette affaire arrive en début de séance de notre Conseil métropolitain car c'est l'objet de beaucoup de discussions sur le terrain et aussi dans nos Conseils municipaux.

Cela correspond d'une part à des préoccupations majeures de nos concitoyens qui circulent difficilement dans cette Métropole, et deuxièmement, c'est un enjeu stratégique pour notre Métropole. D'ailleurs, je constate que l'objectif d'un contournement global de la Métropole fait partie du projet Montpellier territoire que Madame Jannin pilote dans les objectifs essentiels pour assurer finalement une maîtrise à la fois de l'augmentation démographique dans notre Métropole et de l'augmentation aussi des flux transitoires sur notre territoire qui attire de plus en plus, tout en préservant la qualité de vie sur ce territoire.

Dans ce cadre, je crois que nous sommes unanimes. Les différentes interventions le montrent. Nous n'allons pas entrer dans la compétition entre nos territoires parce qu'il faut assurer, sur l'Est comme sur l'Ouest, les

investissements nécessaires pour aboutir à ce contournement qui a trop tardé et que nous attendons depuis longtemps.

Pour ce qui concerne notre secteur, à l'Ouest, je suis tout à fait favorable au développement du contournement Ouest de Montpellier et je voudrais à ce sujet préciser la position de la Ville de Grabels sur le LIEN, sur la liaison intercantonale d'évitement Nord de Montpellier qui est un feuilleton qui dure depuis trop longtemps. Il est clair que la Ville de Grabels n'est pas du tout opposée à la réalisation du LIEN. Elle a simplement tenu, avec le Conseil qui à l'époque était le Conseil général, à ce qu'il y ait un tracé moins proche des habitations de Grabels. Naturellement, on m'a dit : « *C'est l'intérêt général, etc.* » Or on s'aperçoit depuis quelques années que lorsque l'on organise un réseau autoroutier, on fait passer en bordure des populations de 25 000 véhicules par jour à parfois 50 000 véhicules par jour comme c'est le cas de l'A9. Les récents rapports qui viennent d'être publiés montrent que les conséquences en termes de santé publique : l'augmentation des cancers du poumon, l'augmentation des affections respiratoires, sont extrêmement importantes.

Il ne s'agit pas de renoncer à ces contournements pour cette raison mais il faut – et ce sera en partie l'objet des études sur le contournement Ouest – positionner ces réseaux autoroutiers et ces réseaux routiers dans des sphères qui permettent d'avoir un impact le plus faible possible sur la population y vivant. La qualité de l'air, comme cela a été montré encore dans un rapport il y a deux jours, se dégrade à une vitesse extrêmement importante, y compris dans nos régions, y compris sous l'effet des vents du Nord. Ce sont des documents de plus en plus précis qu'il faut travailler.

Nous étions pour que le LIEN passe à équidistance de toutes les habitations. Cela n'a pas été retenu par le Conseil général et aujourd'hui, c'est la justice qui sera amenée à trancher notre différend. Elle ne va pas trop tarder à le faire. Une fois que ce sera tranché, nous nous plierons à la décision de justice et le LIEN se fera. Il est important que, ce LIEN permettant la jonction jusqu'à l'A750, nous ne soyons pas là à nourrir le bouchon qui arrive au bout de l'A750 parce que l'A750 débouche soit sur l'avenue de la Liberté, soit sur la route de Lavérune. On débouche sur une impasse.

C'est ahurissant de faire une autoroute qui vient de Paris et qui débouche sur une avenue à deux voix dans les deux cas. Nous sommes vraiment dans une réelle difficulté, d'ailleurs une partie de ce trafic se dévie sur notre commune et nous en subissons les effets. Il s'agit donc d'avoir un véritable plan d'ensemble et je pense que dans le cadre du transfert des compétences du Département vers la Métropole pour les voiries, nous serions les maîtres d'œuvre d'une cohérence territoriale dans la réalisation de ces réseaux autoroutiers. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je partage votre point de vue, Monsieur Revol. Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Monsieur le Président, mes chers collègues.

Monsieur le Président

Pardonnez-moi, Monsieur Jaoul. Il y a Monsieur Jaoul, Monsieur Audrin, Madame Jamet, Madame Guiraud et j'ai oublié un Maire. Monsieur Savy. Pardonnez-moi, Monsieur Jaoul, il y avait Monsieur Savy juste avant vous. J'avais mal écrit, pardon Jean-Luc.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues, comme vous l'avez dit – je partage le point de vue général qui est de dire que l'Est et l'Ouest ont vocation à se développer –, ici nous sommes en Métropole, il faut raisonner à cette échelle et il n'est pas question de rentrer dans ces débats.

Simplement, il s'agit de l'équilibre d'une Métropole dans ses infrastructures, dans la préservation de sa nature, etc. La ceinture que l'A9, le LIEN et le COM feront est bien une ceinture métropolitaine.

Aujourd'hui, comme l'a dit René, nous avons l'A750 qui arrive de Paris avec au bout, pas l'avenue de la Liberté mais la Mosson, avec un pont. Il y a une voie avec un pont qui permet de réceptionner 30 000 véhicules tous les matins. Du coup, ils se répartissent entre Lavérune, Saint-Georges-d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Juvignac, et le bouchon, tous les matins, se prend de plus en plus en amont avec 1 000 véhicules de plus tous les ans. Pourquoi ? Parce que la paupérisation des classes moyennes fait fuir les jeunes ménages. Cela aussi, c'est travaillé avec Stéphanie Jannin et Chantal Marion : comment fait-on pour les garder ? Pour l'instant elles se déplacent sur la plaine du cœur d'Hérault jusqu'à Clermont-l'Hérault et Lodève. Tous les matins, des personnes viennent percuter sur la Mosson.

La DREAL le disait hier soir à Saint Jean de Védas puisque ce sont eux qui mènent la danse : 100 000 véhicules passeront par là à l'échelle de dix ans. Si nous ne faisons rien, si l'on n'inverse pas les flux économiques, ce sera compliqué. Je pense qu'il faut aussi raisonner en termes de déséquilibre entre l'habitat et l'économie, si l'on raisonne en termes d'espaces d'habitat métropolitain déséquilibrés.

Nous avons sur l'Ouest et le Nord un déficit d'entreprises. J'ai un mal fou à attirer les entreprises sur l'Ouest de Montpellier, parce que la route à la Mer, la gare, l'aéroport, l'A9, etc., sont plutôt au Sud qu'à l'Est. Il s'agit donc de constater que si l'on veut éviter de créer des cités-dortoirs au Nord et à l'Ouest, et l'activité au Sud et à l'Est, avec les trajets pendulaires qui en découlent tous les matins avec dix lignes de tram, il va bien falloir à un moment rééquilibrer et attirer les entreprises vers l'Ouest. C'est aussi l'objet de ces infrastructures très attendues que sont le LIEN, le COM et le LICOM.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Savy. Monsieur Jaoul, Maire de Saint-Brès.

Laurent JAOUL

Monsieur le Président, mes chers collègues, tous les enjeux ont été exposés dans les précédentes interventions. Entre le projet de déviation de la RN113 qui est estimé à 50 millions d'euros et le contournement Ouest de Montpellier dont nous parlons, d'une somme de 250 à 300 millions d'euros, je ne suis pas surpris par la position d'Alain Vidalies quand il fait ce choix, parce qu'aujourd'hui l'Etat n'a pas un sou, donc c'est une solution de facilité.

Néanmoins, en tant que Maire de Saint-Brès, je fais partie des élus, comme mes collègues de Baillargues et de Saint Génès des Mourgues, qui ont travaillé sur le dossier de la RN113, et nous en faisons une priorité. Aujourd'hui, je ne souhaite pas entrer en compétition avec les collègues de l'Ouest de la Métropole, mais compte tenu du fait que le projet de déviation de la RN113 sera essentiellement situé sur la commune de Saint-Brès, et comme j'en ai fait un axe important jusqu'à présent de mes campagnes électorales, je choisirai l'abstention sur ce vote-là. Merci.

Monsieur le Président

Madame Jamet.

France JAMET

Beaucoup de choses ont été dites. Tout le monde est d'accord là-dessus, il n'est pas question de se désolidariser les uns des autres et des territoires. Vous en conviendrez avec moi : ce qui est important c'est qu'il y a une véritable problématique, parce qu'elle a un impact, nous le disions tout à l'heure, environnemental et social. Mais il y a quelques sujets que vous ne soulevez pas et qui m'inquiètent. Au-delà de la politique de Madame Delga et de perdage de la gauche, aujourd'hui, le bilan de faillite financière de la nation ou celui de l'aménagement du territoire depuis cinquante ans est totalement absent des écrans radar de la France. Que vaut la garantie de l'Etat ?

Vous l'avez dit tout à l'heure, cela fait trente ans que nous parlons de cela et cela fait trente ans que nous avons le même personnel politique et que rien ne change. Vous y étiez, vous savez de quoi nous parlons.

Monsieur le Président

Je n'ai jamais été Ministre !

France JAMET

Nous ne parlons pas seulement de cela. Entre les études et les chicayas, nous l'avons déjà dit sur le financement, je tiens à vous déculpabiliser au moins sur un point. Quand nous parlons du contournement Ouest de Montpellier, sachez que la politique gouvernementale et régionale n'a pas non plus avantage Toulouse qui, de son côté, avait besoin d'une prise en charge de son contournement à l'Est. Cela n'est pas fait, il n'y a plus d'argent, nous sommes bien d'accord. Mais en même temps vous conviendrez avec moi que si nous avions fait l'économie de la gare fantôme de la Mogère, nous aurions peut-être pu injecter cet argent de façon beaucoup plus cohérente.

Monsieur le Président

Vous avez bien fait d'en parler, je me demandais comment j'allais faire pour trouver la phrase de transition.

France JAMET

« *Quand est-ce que cela va arriver ?* » Voilà.

Monsieur le Président

Vous avez bien fait.

France JAMET

Ce qui me dérange dans ce vœu que vous nous donnez : si vous voulez que nous accompagnions cette politique de perdage, je ne sais pas si vous voulez nous entraîner dans une belle histoire, je ne sais pas si c'est un acte de contrition ou un aveu de faiblesse, mais il y a quand même des points qui n'ont pas été soulevés malgré tout, et qui sont prégnants.

Même si cet été je vous entendais avec votre collègue palermitain nous expliquer que les Métropoles maintenant seraient au-dessus des Nations, vous voyez bien que la Nation a encore son mot à dire et explique bien, la Métropole comme celle de Toulouse, que ce sont elles qui décident.

Monsieur le Président

Je n'ai jamais dit cela. Je n'ai jamais dit que les Métropoles étaient au-dessus des Nations.

France JAMET

Si, vous avez dit cela au mois de juillet. Vous avez dit que demain les Métropoles seraient au-dessus des Nations.

Il y a une problématique importante et que je vous concède, c'est le bilan. Personne n'en a parlé : c'est aussi la problématique de l'automobiliste et du droit ou du devoir. Est-ce que l'on a le droit d'aller d'un point à un autre, ou l'Etat a-t-il le devoir de permettre à un automobiliste ou à n'importe quelle personne d'aller d'un point à un autre ? Cela s'inscrit dans une véritable politique d'aménagement du territoire qui n'a jamais été abordée et qui entre exactement dans le cadre de ce que nous défendons, mon mouvement, avec une autre vue, une autre politique.

Monsieur le Président

Ce n'est pas un mouvement, c'est un parti politique.

France JAMET

La problématique des déplacements procède de la même problématique que les services publics. C'est bien de cela qu'il s'agit. Le problème est que cette action n'est pas prise en considération par l'Etat, nous le défendons, et que vous n'avez soulevé ici à aucun moment le problème le plus prégnant dans tout cela – c'est, Monsieur le Président, la métropolisation. C'est justement cette métropolisation excessive qui fait qu'aujourd'hui nous avons des thromboses territoriales et que dans le cadre de la défense du service public, de la ruralité ou des territoires, cette problématique ne se poserait pas de la même façon.

Aujourd'hui, les bassins d'emploi se condensent et sont sur un seul point. Nous l'avons dit tout à l'heure. Vous avez des populations de plus en plus fragilisées et qui sont obligées d'aller habiter ailleurs, qui pour faire 15 kilomètres à l'extérieur de Montpellier doivent partir deux heures avant pour avoir une chance peut-être d'arriver à l'heure. La problématique que vous êtes en train de soulever tient essentiellement au fait de cette hypermétropolisation que vous accompagnez, de l'absence de la prise en compte du service public, de l'aspect social, écologique et surtout d'aménagement du territoire qui nous manque cruellement depuis cinquante ans.

Je ne vais pas faire courageusement comme Monsieur Jaoul et dire que je m'abstiens, mais je ne peux pas accompagner cet aveu d'échec, ce dépôt de bilan dont je ne suis pas redevable, pour lequel je n'ai pas de responsabilité. Vous y avez vos responsabilités et je n'ai pas l'intention de cautionner cette politique. En revanche, si vous voulez que je vous aide ou que nous vous accompagnions pour un mouvement volontariste – et je ne parle pas de politique –, pour une démarche claire et beaucoup plus affirmée, je vous accompagnerai. Mais déposer un gentil vœu pour demander gentiment à des gens qui n'entendent rien et qui n'ont même plus les moyens de vous entendre, je ne le ferai pas.

Monsieur le Président

Merci Madame Jamet. Nous passons à Monsieur Audrin, Maire de Saint-Georges-d'Orques.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, mes chers collègues, déjà je voudrais rappeler à Madame Jamet, et j'en suis ravi, qu'elle a voté avec moi à la Région le CPER, et une partie du CPER est là pour financer le contournement Ouest de Montpellier.

Bien sûr, beaucoup de choses ont été dites, notamment concernant le LICOM, le LIEN et le COM parce qu'il est évident que tout cela fonctionne ensemble. Je voudrais juste revenir sur ce qui s'est passé la semaine dernière. Notamment, vous savez que nous nous réunissons avec les Maires de l'arc Ouest, et un des sujets principaux des discussions lors de ce déjeuner il y a une huitaine de jours était la voirie, ce que nous étions censés organiser sur le côté Ouest, parce que nous connaissons un peu moins bien le côté Est.

Il s'avère que nous étions tous d'accord pour dire qu'il était indispensable que les choses avancent. J'en suis ravi et c'est pour cela que le vœu sera certainement validé par les Maires de l'arc Ouest. Nous sommes allés un peu plus loin et notre réflexion s'est portée sur l'urbanisation de cet Ouest montpelliérain. Certains d'entre nous sont allés jusqu'à mettre en cause la validation du PLH, sachant que le PLH a du mal à être validé si la voirie n'est pas elle-même validée. Il est impossible d'imaginer construire et de demander à des personnes de venir habiter dans nos secteurs si nous ne savons pas comment ils vont aller chez eux ou comment ils en sortiront. Nous en parlerons très prochainement, dès l'année prochaine mais les deux sont étroitement liés. Pour moi, c'est un problème global qu'il faut gérer en considérant l'urbanisme et la voirie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Audrin. Dernière intervenante, Madame Guiraud, Maire de Saint Jean de Védas.

Isabelle GUIRAUD

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais essayer d'être brève parce que beaucoup de monde s'est exprimé. Que vous dire ?

D'abord Madame Jamet, c'est bien de nous abreuver de vos bons conseils et de la vision que vous avez du territoire ou des dossiers. Cela aurait été bien que vous soyez présente hier à la réunion publique qui s'est faite dans le cadre de la concertation pour le contournement Ouest de Montpellier. Vous auriez pu vous rendre compte que ce dossier n'est pas traité comme l'on peut regarder son nombril, mais il est bien replacé dans son contexte, donc dans tout ce schéma de déplacement du territoire de la Métropole et même au-delà.

Je voulais remercier le Président Saurel pour l'aide précieuse qu'il apporte sur ce dossier, parce que vous l'avez dit Président, c'est un dossier vivant depuis très longtemps. 1995 exactement, c'est l'année au cours

de laquelle nous avons commencé à parler de ce dossier. Depuis ce temps-là, les services de l'Etat se grattent beaucoup la tête, et je pense qu'ils n'ont pas fini de se gratter la tête sur ce dossier. Durant ce délai, la population de Saint Jean de Védas s'est multipliée par trois – : mais pas uniquement ; la commune de Saint Jean de Védas et tout l'arc Ouest, puisque ce contournement Ouest de Montpellier concerne ce territoire.

Aujourd'hui, 28 000 à 32 000 véhicules environ passent chaque jour sur cet espace réduit et, du fait de cet effet d'entonnoir, ce sont de nombreux véhicules qui tout d'abord congestionnent nos communes, mais qui ensuite, à Saint Jean de Védas notamment, viennent shunter ces bouchons du rond-point Maurice-Genevaux et du rond-point du Rieucoulon.

Du transit dans nos communes, Lavérune est bien placée pour le savoir, également Saint Jean de Védas. Ce trafic Nord-Sud vient nous encombrer mais, puisqu'un bonheur n'arrive jamais seul, je vous rappelle que Saint Jean de Védas est un carrefour routier et nous avons également ce trafic de transit de l'axe Est-Ouest.

Il y avait une logique à ce que ce dossier avance, dans la mesure où (cela a été dit) le déplacement de l'A9 sera terminé l'année prochaine. Bien sûr, ce dossier ne peut avancer sans la solidarité de toutes les collectivités. J'aurais bien aimé qu'au premier chef ce soit l'Etat qui s'en saisisse. Vous l'avez rappelé, Président : ce n'est pas la compétence de la Métropole, ce n'est pas forcément la compétence du Département, mais il faut que la solidarité soit complète.

Pour terminer, il est vrai que nous sommes dans l'inquiétude à Saint Jean de Védas, je l'ai exprimé hier lors de la réunion publique, je le redis aujourd'hui. S'il faut aller s'enchaîner aux grilles de la préfecture, je le ferai. Et si l'on parle de solidarité, j'espère qu'avec mes petits camarades de l'arc Ouest ou peut-être même de l'Est, puisque nous nous sommes dit plein de mots doux et je vois mon collègue de Baillargues qui est là, nous irons tous nous enchaîner aux grilles de la préfecture. J'espère que nous serons entendus, ensemble nous sommes plus forts. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Guiraud. Vous commencez l'année sur les chapeaux de roue ! S'enchaîner à la préfecture...

Nous allons mettre aux voix le vœu sur l'aménagement routier de la Métropole, qui concerne à la fois le prendre acte de l'aide de l'Etat sur le projet nationale 113 et le souhait souligné de voir financer (ce n'est pas l'Etat, ce sont les fonds ASF) une partie du contournement Ouest dont nous avons commencé la concertation publique hier soir, dont le premier volet de financement est acté au contrat de plan Etat Région.

Qui ne veut pas prendre part au vote ? Qui s'abstient ? huit abstentions. Qui est contre ? Unanimité des exprimés. Je vous en remercie.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION – DECISION SUR LE MAINTIEN OU NON DU HUITIEME VICE-PRÉSIDENT DANS SES FONCTIONS

Monsieur le Président

Affaire 4, décision sur le maintien ou non du poste de huitième Vice-Président dans ses fonctions. Je vais reprendre les choses doucement. Lorsque j'ai été élu Président de l'Agglomération de Montpellier, j'ai rencontré un certain nombre de Maires pour leur proposer d'être Vice-Présidents de la Métropole.

J'ai rencontré Monsieur Rico, Maire de Pérols, quatrième commune de la Métropole, et je lui ai proposé d'être Vice-Président. Monsieur Rico m'a dit : *« Je ne souhaite pas être Vice-Président, je préfère que tu prennes mon Adjointe Madame Gianiel ici présente. »* Dans la mesure où c'est à la commune que je m'adresse, je prends le souhait de son Maire. Donc j'ai accepté la vice-présidence d'Isabelle Gianiel proposée par son Maire Jean-Pierre Rico.

Aujourd'hui, les circonstances internes de la Ville de Pérols font qu'il y a distorsion, et le Maire de Pérols qui est mon seul interlocuteur pour la commune, comme pour la commune de Saint Jean de Védas où je n'ai

que Madame Guiraud, comme pour la commune de Lattes où je n'ai que Monsieur Meunier, comme pour la commune de Saussan où je n'ai que Monsieur Véra, et je peux vous faire l'exercice sur les 31 communes. Monsieur Rico m'a demandé de reprendre la présidence pour lui.

Moi, je n'ai qu'un seul interlocuteur, c'est le Maire. Au travers des deux délibérations qui viennent, je propose de retirer le poste de huitième Vice-Président à Madame Gianiel. Je le dis haut et clair parce que la première que j'ai interpellée et à qui j'ai expliqué la situation, c'est Isabelle Gianiel. Cela n'enlève rien aux sentiments que j'ai pour les uns et pour les autres. Ce n'est pas un problème de sentiment. C'est un problème de fonctionnement de l'institution.

Nous avons passé un pacte de confiance des Maires. Il y a 31 Maires et un Maire égale une voix. Je m'adresse aux Maires. Il ne me viendrait pas à l'idée de jouer un Adjoint contre son Maire, ou de jouer un Conseiller municipal contre son Maire. Ce n'est pas possible. Je n'ai qu'un seul interlocuteur pour chacune des communes, c'est le Maire.

Je propose au travers de cette délibération, et bien entendu chacun aura la parole, de retirer le poste de huitième Vice-Président qui est aujourd'hui occupé par Isabelle Gianiel, et ensuite de le refaire voter pour y installer le Maire de Pérols Monsieur Rico. Je vous propose de voter sur l'affaire 4. Je vais vous donner la parole. La proposition que je fais, c'est de voter : qui est pour le maintien du huitième poste de Vice-Président ? Je vais vous faire le débat mais je vous formule ce qui est dans la délib, et comme je ne veux pas qu'il y ait d'embrouille juridique, je reprends les termes de la délibération. Qui est pour le maintien de Madame Gianiel ? Je ne vous fais pas voter. Nous allons ouvrir le débat, mais je veux être en règle avec la loi.

Maître, vous n'avez pas la jurisprudence. Nous, nous avons la règle. Nous allons noter toutes les prises de parole parce que cela va être chaud. Nous partons de l'Est vers l'Ouest. Monsieur Meunier, Monsieur Rouilleault, Madame Jamet, Monsieur Raymond, Monsieur Lussert, Monsieur Larue, ensuite Monsieur Audrin, Madame Cassar, Monsieur Petit, Monsieur Revol, Madame Jabado, Madame Gianiel, et Monsieur Rico. Je vous avais oubliée, pardonnez-moi Madame Isabelle Touzard.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, mes chers collègues, nous nous trouvons face à une situation exceptionnelle dans laquelle je pense que nous allons être beaucoup à être amenés à nous exprimer. Dans un premier temps je vais vous dire, Président : dans le cadre de la gestion du Conseil de Métropole tel que vous l'avez arrêté, je vous soutiens à 100 % sur le fait que vos interlocuteurs soient les Maires.

A ce titre-là, quand Jean-Pierre Rico vous demande que la Ville de Pérols ne soit plus représentée à la réunion des Vice-Présidents par Isabelle Gianiel mais par lui-même, il est normal que vous lui répondiez favorablement puisqu'il vous dit qu'Isabelle Gianiel ne fait plus partie de sa majorité. C'est tout à fait logique, j'ai toujours considéré que la Métropole est une structure de gestion.

N'en déplaise à ceux qui siègent à nos côtés et qui sont les oppositions des Maires en place : j'ai toujours trouvé que cette solution était compliquée, même si je suis ravi d'avoir Henri à mes côtés et Jean-Noël qui est mon opposant principal derrière moi. Mais c'est quelque chose qui n'est pas normal dans une organisation d'intercommunalité, de gestion telle qu'est la Métropole. À votre poste de Président, vous ne pouvez pas faire autre chose que nous proposer de retirer à Isabelle Gianiel cette vice-présidence.

Cela étant, nous pouvons avoir une position explicitée et différente. Premièrement il y a deux votes différents et je ne veux pas qu'on les lie, si vous me le permettez. Le premier est, à la suite de la demande de Jean-Pierre Rico, le retrait de la vice-présidence d'Isabelle Gianiel. A ce titre, les élus de la majorité lattoise – Jean-Noël Fourcade fera ce qu'il veut par-derrière – souhaitent dire qu'Isabelle Gianiel a été une excellente Vice-Présidente aux transports, et que nous ne pouvons que nous louer de son engagement et de la qualité de son travail.

Je ne veux en aucune manière me mêler de ce qui se passe à Pérols. Cela étant, face à l'engagement d'Isabelle à nos côtés pendant ces années, la commune de Lattes par son groupe majoritaire participera parce que je déteste ne pas participer à des votes, mais s'abstiendra pour le retrait de la vice-présidence à Isabelle. Personnellement, je la remercie du travail effectué et de la qualité de son écoute.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues, rapidement cinq points.

J'ai l'habitude d'être court, rassurez-vous. Premier point : il ne nous revient pas ici en Conseil de Métropole de nous prononcer sur la gestion de la commune de Pérols, même si évidemment aucun d'entre nous ne peut être surpris qu'une augmentation de 36 % du taux d'impôt fasse débat dans la commune, c'est normal.

Monsieur le Président

Sauf que là, vous prenez parti.

Henri ROUILLEAULT

Je ne prends pas parti.

Monsieur le Président

C'est très jésuite, Monsieur Rouilleault. Je sais qu'à Solférino ils sont habitués à cela mais ne faites pas ce que vous condamnez chez les autres.

Henri ROUILLEAULT

C'est logique que cela fasse débat, vous ne le contesterez pas.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault, je ne me le permets pas. Je ne dis jamais quoi que ce soit à un Maire de cette enceinte, sur la gestion de sa commune. À aucun moment. Ne le faites pas !

Henri ROUILLEAULT

La fin de ma phrase était : y compris sur la mandature précédente.

Monsieur le Président

J'ai entendu le début.

Henri ROUILLEAULT

Deuxième point : je voulais...

Monsieur le Président

A moins que vous soyez candidat à Pérols.

Henri ROUILLEAULT

Ce n'est pas dans mes intentions. Je n'y suis pas électeur.

Deuxième point : Isabelle Ganiel a fait un travail tout à fait remarquable. J'ai assisté à toutes les réunions de la commission transports et à l'unanimité des présents, de toute sensibilité politique, de toute responsabilité – il y avait des Maires, des Conseillers communautaires, des Adjointes aux Maires, etc., représentant les différentes communes – tout le monde s'est félicité du travail d'Isabelle. Je pense que cela doit être dit. Elle ne se contentait pas seulement de présenter les affaires qui allaient se présenter au prochain Conseil. Il y avait un travail de réflexion sur le moyen terme, des déplacements sur le terrain, à la TaM, etc. Il y a eu des choses tout à fait intéressantes qui ont été faites et qui s'apprêtaient à continuer.

Troisième élément : je voulais faire remarquer que la majorité de la Métropole était plus large que la somme des majorités municipales. Il suffit de regarder les votes, il suffit de regarder quels sont les groupes. Je répète : la majorité de la Métropole est plus large que la somme des majorités municipales. Moi, par exemple, je suis dans l'opposition municipale. Il m'arrive d'avoir des désaccords bien entendu, mais de façon globale, j'ai une réaction de solidarité.

Quatrième élément : dans les deux délibérations qui sont proposées, la 4 et la 5, il manque un aspect qui est la question de la délégation aux transports. Je pense qu'une solution de compromis serait possible : qu'Isabelle Ganiel perde la vice-présidence mais garde la délégation aux transports. Je pense que là, il y aurait à la fois reconnaissance du travail qui a été fait et respect de la majorité municipale de Pérols. Cette solution est une solution intéressante.

J'ai entendu dire qu'il était possible que vous preniez au moins temporairement la délégation. Je voulais dire que j'ai été Directeur général. J'ai eu 300 collaborateurs en responsabilité et la première chose que m'a apprise mon Président – je n'étais que Directeur général...

Monsieur le Président

Vous avez été PDG, moi je ne suis qu'un petit dentiste de banlieue.

Henri ROUILLEAULT

La première chose que m'a apprise mon Président est : « *Si vous voulez du pouvoir, il faut savoir déléguer.* » Je souhaite que vous déléguiez et je pense que le mieux serait qu'Isabelle Ganiel, même si elle perd la vice-présidence, garde la délégation aux transports.

Monsieur le Président

J'ai appris la délégation au PS, pendant vingt ans.

Henri ROUILLEAULT

Dans ma vie, je n'ai pas fait que le PS.

Monsieur le Président

Vous en êtes l'un des plus éminents représentants sur la place de Montpellier et de la Métropole.

Madame Jamet.

France JAMET

Je voudrais quand même revenir sur certains propos, pas irréalistes mais incroyablement antidémocratiques, quand j'entends le Maire de Lattes considérer que l'on serait mieux entre soi et que si c'était lui, on n'accepterait pas l'opposition. Je comprends bien que c'est un peu ennuyeux mais l'opposition aussi peut avoir une valeur constructive et quelquefois même de contrôle.

Sur ce que vous venez de dire, nous pourrions nous entendre pour la délégation, mais il y a autre chose aussi sur le Maire. Je pense qu'être Maire n'est pas une sinécure. Effectivement, il est bon de déléguer et je crois qu'au regard de l'activité, des responsabilités d'un élu, il est de bon ton de faire confiance et de donner délégation à d'autres élus. C'est assez difficile, je pense, de cumuler.

Vous nous avez expliqué pourquoi. Je veux bien entendre. Les questions d'ingérence, nous n'allons pas en parler, mais un point me semble important, dont personne ne parle, c'est : où est l'intérêt général ? Je n'ai pas du tout la ligne de Madame Ganiel sur sa politique de transport et d'aménagement, pas du tout. Sur mon programme, je vous rappellerai que j'étais sur les transports gratuits. C'est dire si je m'intéresse à ce sujet et si je pense qu'il y a des choses à faire.

Au demeurant, je crois que personne ne peut nier le sérieux et la compétence de Madame Ganiel. Vous nous expliquiez que le fonctionnement de l'institution passe avant les sentiments, mais je ne vois pas de sentiments là-dedans. Où sont les compétences ? Où est l'intérêt général ? Vous nous expliquez que l'on fait cela à la tête de la commune. Et moi, je vous dis : où est l'intérêt général ? Où sont les compétences ? Je ne

donne pas de jugement de valeur sur les capacités ou pas de Monsieur Rico mais il n'a pas encore fait ses preuves à ce jour, à ce poste.

Une réflexion me vient à l'esprit : même si vous nous avez expliqué vos raisons, je tiens à vous rappeler qu'aux dernières élections, il y avait deux listes, la liste municipale et la liste des élus communautaires. Je pense que Madame Gianiel a une légitimité qui lui est donnée, conférée par le scrutin direct, le suffrage universel direct. En tant qu'élue communautaire, je me demande pourquoi nous pouvons considérer que ne représentant pas sa mairie au bon sens du terme, nous écarterions une compétence.

Après, c'est le fonctionnement de l'institution mais c'est votre problème. Je considère que notre problème est l'intérêt général et il me semblerait pertinent, démocratique et légitime de prendre en considération les capacités et les compétences. Je vous le dis : je ne partage pas ses visions, mais je pense qu'elle est compétente. Je crois que nous devons avoir à l'esprit l'intérêt général et je vous soumettrai une dernière question. Cela m'a échappé tout à l'heure, mais je pense qu'il serait utile, pour ne mettre personne mal à l'aise, de procéder à vote secret pour chacun de ces deux rapports.

Monsieur le Président

Merci Madame Jamet. La parole est à Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, très chère Isabelle, je vais être clair : je vais m'abstenir sur cette affaire numéro 4. Je m'en explique en deux mots. J'ai apprécié de travailler avec Isabelle Gianiel sur différents sujets, notamment celui du transport. Elle a des compétences indéniables, il faut le reconnaître, et je crois que ce sera pour la Métropole dans un certain temps un manque évident de ses qualités à ce poste-là. Je voudrais vraiment la remercier pour le travail qu'elle a fait au nom de ma commune, mais je pense qu'ici je vote en tant que Conseiller communautaire. C'est comme cela que je vois la chose. Je ne vote pas pour Montaud, je vote comme Conseiller communautaire et en tant que Conseiller communautaire, sur la façon dont fonctionne le Conseil. Sur ma position, je m'abstiendrai.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Raymond. Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Merci de me donner la parole, Monsieur le Président. Chers collègues, pour moi il ne s'agit pas de parler d'Isabelle ou de Jean-Pierre. Sauf à les saluer : mes respects Madame Gianiel, et coucou Rico !

Je ne parlerai pas plus de ces deux personnes. Je voudrais quand même – leur donner un Conseil, ce serait présomptueux – leur dire qu'en matière de déchirement de Conseil municipal...j'ai malheureusement matière à connaître. Tous deux, je les supplie, dans la bataille qui les oppose, de n'avoir que des arguments qui s'adressent à l'intérêt général. Sinon, vous allez droit dans le mur.

Je suivrai ce qu'a dit Monsieur le Président. Je suivrai par solidarité puisque j'ai dû demander au Conseil municipal la même chose par rapport au grade d'Adjoint, et ce n'est pas facile à faire, Monsieur le Président. Par solidarité avec vous et avec le raisonnement que vous avez tenu, je voterai selon le non-maintien de la huitième vice-présidence. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Monsieur Larue.

Alex LARUE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous remercie de me donner la parole.

Monsieur le Président

Ne me remerciez pas, c'est normal.

Alex LARUE

Je vous en prie, mais cela fait toujours plaisir.

Monsieur le Président

Je ne détiens pas de façon immanente et divine la parole.

Alex LARUE

Un peu quand même.

Monsieur le Président

Non, vous l'avez !

Alex LARUE

Deux points très techniques. En fait, votre raisonnement est assez séduisant. Pour le coup je vais être obligé de faire mon juriste.

Madame Gianiel n'est pas Vice-Présidente en charge de Pérols. Elle est Vice-Présidente en charge des transports et de la mobilité. Donc, le fait que vous nous présentiez l'attribution de cette vice-présidence comme attachée à une commune à mon sens est complètement faux. Je rejoins pour une fois, je m'en excuse, les propos de Madame Jamet sur la compétence, sur l'intérêt général. La première chose est cela.

La deuxième chose est – dans le prolongement de la première – qu'il n'y a pas 31 vice-présidences, vous êtes d'accord avec moi. Sauf erreur de ma part il y en a 18 ou 19. Je n'ai pas le chiffre exact. Cela veut dire que toutes les communes n'ont pas de vice-présidence. Si vous donnez une vice-présidence à chacune des communes, je peux entendre votre raisonnement sur le fait que le Maire est mon interlocuteur, bla-bla-bla, sauf que cela ne tient pas du tout. De ce point de vue je tiens à dire que ce raisonnement est faux.

Moi, je voterai contre, absolument, cette proposition. Je n'ai pas vocation du tout à m'immiscer dans les affaires de Pérols, je l'ai dit très clairement à l'entourage de Jean-Pierre Rico et ce n'est pas un règlement de compte du tout, c'est juste une position ferme.

Sur un autre point, vous étiez très attaché au début de votre mandat, et je vous en ai rendu hommage, à la parité dans vos vice-présidences ; je pense qu'il faut continuer de la sorte.

Troisième point : j'entends que vous allez peut-être récupérer la compétence et je pense que vous avez beaucoup de choses à faire dans beaucoup de secteurs, donc s'il vous plaît soulagez-vous et je vous aiderai à vous soulager de cette compétence.

Un dernier point : ce n'est pas un hommage posthume, c'est un hommage vivant à Madame Gianiel. Je pense que de l'avis général, à moins que quelqu'un ici me démontre ici par A + B qu'elle a mal œuvré dans son mandat, il n'y a aucune raison de la sanctionner. Ensuite, Monsieur le Maire de Pérols règle ses affaires dans sa commune, il a été élu démocratiquement, c'est son droit, il est en fonction pendant six ans, les électeurs devront se prononcer au bout de son mandat. Le sujet n'est pas de parler de Pérols aujourd'hui mais de parler d'une Vice-Présidente compétente, appréciée dans sa délégation, qui plus est – même si ce n'est pas l'aspect principal – qui est une femme. Il faut se battre pour que ces fonctions soient occupées par des personnes compétentes, et promouvoir la parité.

Encore une fois, sauf si vous donnez une vice-présidence à chacune des communes, votre raisonnement ne tient pas.

Monsieur le Président

C'est le vôtre qui ne tient pas. Les termes de la loi, ce sont vingt Vice-Présidents.

On ne peut pas aller au-delà de vingt, je suis désolé.

Alex LARUE

C'est un peu à géométrie variable !

Monsieur le Président

C'est la loi qui le plafonne. Votre raisonnement est faux.

Monsieur le Président

Monsieur Audrin.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais profiter de ce moment un peu compliqué pour répéter ce que j'ai souvent dit à Isabelle : que j'étais admiratif de son travail. Durant ces années elle a œuvré au sein de toutes nos communes, je crois que c'est unanime, les 31 Maires ont été satisfaits de ce qu'elle a pu mettre au point, ce qu'elle a pu engendrer, et elle a géré sa délégation de manière impressionnante. Maintenant, les affaires péroliennes, laissons-les aux Péroliens. Je suis évidemment aussi très attaché au pacte des Maires, mais merci beaucoup, beaucoup Isabelle pour tout ce que tu nous as fait vivre pendant ces deux années. C'était un énorme boulot.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Audrin. Madame Cassar.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, chers collègues, bien évidemment je m'associe à tous les compliments, les félicitations qui ont été adressés à Isabelle Gianiel. Il est vrai qu'elle a démontré une grande compétence. Elle a fait des avancées significatives sur les transports, sur le territoire de la Métropole. De cela on ne peut que la remercier.

En revanche, je voudrais mettre en avant ce fameux pacte de confiance signé par les 31 Maires, qui était adopté dans nos Conseils municipaux. C'est important. C'est une des raisons pour lesquelles à Pignan nous avons voté favorablement le passage en Métropole. Ce pacte de confiance disait que les Maires sont les interlocuteurs directs du Président, donc il va de soi que les demandes des Maires doivent être honorées. Nous avons dit qu'à travers ce pacte de confiance le Maire gardait les pouvoirs. En matière d'urbanisme, je ne vois pas comment un Maire pourrait présenter, faire valider par son Conseil municipal un document d'urbanisme, en l'occurrence le PLU et comment la Métropole, les Conseillers métropolitains pourraient voter contre.

C'est le même cas. Il y a une demande du Maire, vous l'avez très bien expliqué, qui avait proposé que son Adjointe ait le poste de Vice-Présidente. A travers ce pacte de confiance, le Maire vous fait une demande, et à travers ce pacte de confiance encore une fois, vous êtes dans l'obligation de l'honorer. Cela n'enlève rien au mérite d'Isabelle Gianiel, au travail qu'elle a effectué, mais il est tout à fait normal de répondre favorablement à la demande du Maire de Pérois.

Monsieur le Président

Merci Madame Cassar. Monsieur Petit puis Madame Frêche qui s'était rajoutée.

Eric PETIT

Assez rapidement, puisque finalement beaucoup de choses ont été dites au sujet d'Isabelle, je voulais réitérer aussi mes remerciements pour le travail effectué pendant ces deux ans à ce poste de Vice-Présidente, surtout au poste de déléguée aux transports et mobilité. J'aurais presque aimé que nous ayons une troisième délibération mais qui a déjà été faite puisque c'est fait par arrêté : c'est le fait qu'elle garde ou non ses délégations, indépendamment de la notion de vice-présidence.

Comme de fait, techniquement, on ne peut perdre la présidence sans perdre le galon, je ne me vois pas dans l'obligation mais dans le devoir de m'abstenir sur le sujet, en donnant tous mes remerciements à Isabelle pour cette prestation.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Petit. Madame Frêche.

Julie FRÊCHE

Merci de m'avoir permis d'être ajoutée sur le tour de parole. Je voulais juste profiter de cette affaire non pas pour entrer dans le détail, je ne me permettrais pas d'entrer dans le cas de la majorité de Madame Ganiel et de Monsieur Rico, mais je voudrais juste dire un point sur ce qu'a dit Monsieur Meunier : la Métropole est une structure de gestion. Plus du tout ! Et je trouve que cette affaire montre parfaitement que si aujourd'hui les exécutifs métropolitains étaient élus au suffrage universel direct, nous ferions exactement ce qu'a dit Monsieur Larue : il y aurait une légitimité et une filiation démocratique entre l'exercice de l'exécutif métropolitain, dissocié des vice-présidences de la délégation. Je trouve que ce débat a trait parfaitement à cette question en 2020 du suffrage universel direct pour les exécutifs métropolitains. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je vais aller dans votre sens et je vais vous dire les dernières nouvelles sur ce sujet. Je vais en profiter pour informer la presse qui est présente ce soir et que je remercie pour sa présence.

J'ai représenté la Métropole à l'association France urbaine qui s'est réunie autour du Premier Ministre il y a quelque temps à Paris et j'ai participé avec Johanna Rolland, Maire de Nantes, à la table ronde sur le suffrage universel, sur la gouvernance de Métropoles, etc. L'animateur de la réunion m'a posé la question comme par hasard : « *Monsieur Saurel, êtes-vous pour ou contre le suffrage universel pour élire le Président des Métropoles ?* » J'ai répondu textuellement : « *Lorsque j'étais membre du Parti socialiste, j'étais pour, et aujourd'hui je suis toujours pour.* » Johanna Rolland, Maire de Nantes, était sur cette logique. Mais nous étions extrêmement minoritaires.

Je rapporte cela aux propos liminaires et introductifs du Ministre des Collectivités territoriales, Monsieur Jean-Michel Baylet, qui a exprimé que le projet de loi sur le passage au suffrage universel des Présidents d'intercommunalités qui devait avoir lieu en décembre 2016 et qui concerne le scrutin de 2020 est reporté. Cela veut dire qu'en 2020, le suffrage dans les municipales et dans les élections d'intercommunalités sera semblable à celui que nous avons connu en 2014.

Une fois de plus, le vote au suffrage universel du Président d'Agglomération ou de Métropole est reporté. Mais moi, je l'ai défendu. C'est pour cela que je suis logique. Et tout a été filmé, France urbaine, présence des Ministres, du Premier ministre. Monsieur Revol.

René REVOL

Revenons à l'objet de nos débats. Je suis pour la libre administration des communes qui est inscrite dans la Constitution depuis septembre 1792. C'est un principe constant. C'est la raison pour laquelle j'avais beaucoup de réticences au processus de Métropole.

En conséquence, j'ai approuvé le pacte de confiance entre les Maires, et notre commune l'a apprécié. Au lieu de mettre un clan à la tête de la gouvernance de la Métropole, entouré de quelques Maires témoins, nous avons choisi de faire une gouvernance élargie dans laquelle, sur les vingt Vices-Présidents, il y a quinze représentants des communes. C'est un choix délibéré où Montpellier se met en minorité dans la conférence de Vice-Président. Si certains sont contre ce choix dans cette assemblée, il faut qu'ils le disent ouvertement. Nous sommes pour, car c'est un moyen essentiel pour travailler ensemble dans cette Métropole de manière démocratique.

Nous n'avons pas à nous mêler des débats qui ont lieu à Pérols ou dans d'autres communes. Nous représentons ici nos communes sur des mandats qui ne sont donnés avec grande clarté. Quand on me donne le mandat de me prononcer contre la gare de la Mogère, je me prononce contre la gare de la Mogère, bien que Vice-Président de l'exécutif. Pareil pour la Métropole, pareil pour d'autres points. C'est la clarté du débat entre nous, cette confiance. À partir de là, je comprends très bien la démarche dans laquelle vous vous situez, Monsieur le Président.

Je voudrais dire ici que nous avons parlé des compétences d'Isabelle Gianiel, je vais aller un peu plus loin sur cet élément. Il ne s'agit pas seulement de compétences techniques dans la connaissance de ses dossiers. Il s'agit de compétences comme élue. En ce sens, la meilleure des compétences que peut avoir un élu, c'est sa capacité à écouter, et Isabelle a fait le tour de toutes les communes. Pour essayer de faire pareil et sans arriver à le faire, concernant l'eau, je sais que c'est un travail considérable. Chaque fois, elle a écouté avec beaucoup d'attention les Maires, les élus, les quartiers, les comités de défense, elle a reçu les uns après les autres tous ceux qui demandaient des rectificatifs sur le schéma directeur, et je suis d'ailleurs navré qu'elle ne puisse pas présenter elle-même ce schéma directeur lorsqu'il viendra, mais comme elle va rester Conseillère communautaire, je pense qu'elle ne se privera pas de prendre la parole pour dire tout le bien qu'elle en pense.

Donc, au nom de la Ville de Grabels, au nom des comités de quartier qui ont été réunis par elle, je voulais dire simplement ici merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Madame Jabado.

Claire JABADO

Bonsoir. Ce soir je souhaite intervenir parce que je fais partie du noyau dur qui participe avec assiduité et régularité à la commission de transports. Jamais dans ces commissions Isabelle n'a confondu son rôle en tant qu'élue de Pérols et élue de Montpellier Métropole, même à la dernière commission, où avec dignité et sans polémique, elle nous a expliqué ce départ.

Chaque membre de la commission a pris la parole en l'honneur d'Isabelle Gianiel. J'aimerais faire remonter ici ce soir que chaque membre de la commission souhaite maintenir les mêmes méthodes et les mêmes approches qu'Isabelle a adoptées dans ces commissions. Nous avons la parole libre, nous avons des visites sur le terrain et nous étions entièrement satisfaits. Par rapport à la continuité des projets, les compétences acquises dans l'intérêt général pour le transport mobilité qui est un sujet énorme – même si je ne peux pas dire que les autres sont moins importants –, notre communauté métropolitaine devient asphyxiée. Il faut continuer avec les projets qui ont été démarrés. Sur ce point-là, je vais m'abstenir de voter.

Monsieur le Président

Merci Madame Jabado. Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Bonjour à tous. Je ne vais pas revenir sur ce qui a été dit et le travail qu'a effectué Isabelle, notamment pour la commune de Murviel, notamment sur la question des lignes de bus. Ce dossier a été pris très rapidement en main et nous nous en félicitons. Je vous rejoins tout de suite.

Cela a été une question très difficile, très compliquée à traiter. En tant que Maire, j'ai la double facette. Nous sommes signataires du pacte de confiance des Maires, c'est quelque chose que je mets, comme de très nombreux collègues, en avant, et vraiment je m'inscris dedans. Mais j'ai aussi un Conseil municipal qui m'a demandé de m'abstenir. Le pacte de confiance est vraiment un élément-clé de notre fonctionnement et que je soutiens.

Monsieur le Président

Merci Madame Touzard. Madame Gianiel.

Isabelle GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai très envie de me retourner et de faire un peu le bilan, notre bilan. Si vous vous rappelez bien, en préambule du Conseil extraordinaire du 13 juin 2014 où il avait été exclusivement question de transport et d'écomobilité, je m'étais engagée auprès de vous à conduire la délégation transports dans le dialogue et la concertation. Je crois pouvoir affirmer ce soir en particulier, et au travers des nombreux témoignages que j'ai reçus récemment, que cela a été le cas.

En 28 mois, plus d'une centaine de réunions de travail, des réunions de concertation, de validation avec les communes de la Métropole mais aussi avec les comités de quartier comme le disait René Revol, les associations d'usagers également, les professionnels publics, privés, ont été tenues. Les intercommunalités voisines n'ont pas été oubliées : Pays de l'Or, Grand Pic Saint-Loup, Centre Hérault, Thau Agglomération, Pays de Lunel, ils ont également contribué à nos réflexions et nous ont réservé leur meilleur accueil. Le transport comme l'eau, Monsieur le Président, ne connaît pas les frontières administratives.

Ce travail de concertation à l'échelle de la Métropole et du pôle métropolitain est le cœur, l'essence même du projet de schéma directeur des mobilités. Un schéma très ambitieux qui a pour vocation la poursuite du développement du réseau de transports en commun de notre Métropole, tout en limitant le réflexe automobile, et le tout à budget constant, c'est-à-dire sans augmenter les impôts, ce qui est votre feuille de route, Monsieur le Président, et celle dans laquelle nous nous inscrivons tous je pense – nous en débattons bientôt.

Ce ne sera pas une mandature complète me concernant, mais le bilan est là et c'est notre bilan : celui d'un travail de coopération inédit, enthousiaste et animé dans un véritable esprit d'équité, dans un véritable esprit métropolitain, j'ai envie de dire.

En matière de tramway, ces deux années ont vu la réalisation du bouclage de la ligne 4 livrée non seulement en temps et en heure, mais également dans une parfaite maîtrise budgétaire. Le tramway a été aussi, sur ces deux ans, l'optimisation des horaires sur la ligne 1 et la ligne 2 pendant la période estivale, et pour ce qui est des bus, que de progrès, que d'adaptations en deux ans ! Tout d'abord la nouvelle ligne 42 de Murviel-lès-Montpellier, seule commune, je vous le rappelle, qui n'était pas desservie par une ligne de transport en commun par notre intercommunalité : cette inégalité a été résolue le plus rapidement possible avec votre aide, Monsieur le Président, dès septembre 2015.

Ensuite, dans la foulée, la ligne 40 à Saint-Georges-d'Orques qui est passée de simple transport à la demande à ligne régulière. Et puis il y a eu de nombreuses autres opérations, la diamétralisation des lignes 11 et 16 qui a permis de supprimer le terminus à la gare Saint-Roch, ce terminus qui générerait de nombreuses nuisances pour les habitants et les riverains du quartier.

Il y a eu aussi la desserte du quartier de la Martelle à Montpellier par la ligne 7 les dimanches et jours fériés, la modification et la rationalisation du tracé de la ligne 30 au Crès, à la demande de son Maire Monsieur Bonnal, le renforcement de la ligne 32 pour les scolaires de Villeneuve-lès-Maguelone, suite au désengagement du Département dans le transport scolaire des lycéens de la commune. Il y a eu la petite navette aussi scolaire à Juvignac, je me retourne, en attendant le nouveau groupe scolaire qui avance bien, je crois. Il y a eu l'adaptation des horaires d'été de la ligne 24 à Grabels pour permettre aux salariés d'arriver à l'heure à leur travail. Et puis vous le savez, il y a eu l'achat de 18 bus propres, des bus au gaz naturel véhicule, en renouvellement de matériels trop anciens ou mal adaptés.

Et au-delà de la Métropole, le bus a fait à nouveau le lien nécessaire avec la Communauté d'Agglomération voisine du Pays de l'Or, au travers notamment de la ligne Montpellier-Palavas qui est assurée par Hérault transport, et que j'ai eu l'occasion de défendre en Conseil syndical de Hérault Transport avec Monsieur Jeanjean, Maire de Palavas, pour laquelle nous avons réussi à réaliser des travaux de sécurisation des quais à Garcia-Lorca. Il y avait également la ligne Palavas-Péroles et la ligne Mauguio-Montpellier, mises en œuvre toutes les deux par Pays de l'Or avec tout notre soutien.

Mais la mobilité, ce ne sont pas que les transports en commun. Je me suis souvent exprimée sur le sujet. Ce sont également les mobilités individuelles et les mobilités actives. Je vous rappelle que nous avons créé pendant ces 28 mois deux nouvelles stations Vélomagg à la gare Saint-Roch à Montpellier, c'est Duguesclin et rue des Deux-Ponts. Nous avons modernisé et mis en réseau, augmenté la capacité à soixante vélos de la station Vélomagg de la station de Péroles-Etang-de-l'Or, ce qui a fait immédiatement d'elle la station la plus fréquentée de la Métropole les week-ends.

Et puis avec votre aide, Monsieur le Président, nous avons lancé un appel à projets pour le don de 300 vélos, recyclés, restaurés avec l'aide de la TaM. J'en profite pour remercier Monsieur le Directeur, Monsieur Egoumenides qui est là ce soir. Ces 300 vélos ont été remis pour moitié aux communes et pour moitié aux associations de la ville de Montpellier.

En matière d'écomobilité enfin, c'est-à-dire de mobilité respectueuse de l'environnement, respectueuse de la qualité de l'air en particulier, j'ai eu le plaisir de porter ou de signer en votre nom à tous la convention avec la Poste pour la livraison du courrier en véhicule électrique dans le centre de Montpellier, au départ du parking des Sabines. Et puis cela a été, nous nous sommes exprimés sur le sujet au printemps, le groupement de commandes porté par le Syndicat de l'énergie de l'Aude pour l'achat et la pose de 66 bornes de recharge pour véhicules électriques sur quatorze communes de notre territoire, des bornes qui seront installées sur les années 2016 et 2017.

En matière d'écomobilité, nous avons également lancé en juin dernier le chantier ambitieux mais absolument nécessaire de la logistique urbaine, qui doit non seulement permettre de limiter les flux de camions et la pollution en ville, mais qui doit également permettre de développer une filière pérenne d'activités créatrices d'emplois, des emplois non délocalisables. Je ne vais pas insister sur les nouveaux tarifs, c'était votre programme Monsieur le Président, ni sur leurs effets extrêmement positifs sur la fréquentation du tramway en particulier.

La nouvelle application TaM pour PC et smartphone, le PEM de Baillargues, la convention d'échange de données avec la SNCF pour relier transports en commun de la Métropole et trains régionaux, la poursuite de la mise en accessibilité pour tous des transports en commun, et puis j'ai envie de le citer et de le lâcher ce soir : le sujet du lycée sur l'arc Ouest est tout droit issu du diagnostic du schéma directeur des mobilités. Et force est de constater que vous, Monsieur le Président, ainsi que les Maires, vous en êtes emparés, et qu'ensuite je dirais que le sujet nous a quelque peu échappé.

Les sujets de travail ont été et restent nombreux et pour tout cela, je tenais vraiment spécialement à vous remercier tous aujourd'hui, d'abord l'équipe resserrée de la direction des transports emmenée par le brillant Karim Ounoughi, cinq personnes absolument formidables et qui m'ont aidée de manière très poussée au quotidien, et bien sûr remercier l'ensemble des Maires, des Adjoints, Conseillers municipaux, Conseillers métropolitains qui ont contribué à toutes ces avancées, remercier Monsieur le Président de TaM, cher Abdi El Kandoussi, ainsi que l'ensemble des services de cette formidable entreprise qu'est la TaM, véritable artisan de notre politique de mobilité, et bien entendu vous remercier vous, Monsieur le Président, pour l'écoute et la liberté d'action que vous m'avez données.

Même si je regrette personnellement le vote d'aujourd'hui – je ne vais pas vous dire le contraire, je le regrette surtout pour Pérols que je représente –, je vous assure que je reste mobilisée sur ces sujets, sur tous les autres, et que je continuerai à travailler avec vous au sein de ce Conseil, dans l'intérêt de tous nos concitoyens. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Isabelle d'avoir rappelé toutes ces actions qui ont été mises en œuvre avec toute ma confiance. Quand vous étiez PDG, Monsieur Rouilleault, déléguiez-vous autant ? Pas de leçons. Je vais donner la parole au Maire de Pérols, Monsieur Jean-Pierre Rico.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues. Monsieur le Président, vous l'avez rappelé tout à l'heure : à l'issue des dernières élections municipales, quand vous m'avez proposé la vice-présidence de l'Agglomération devenue aujourd'hui Métropole, j'ai fait le choix de renoncer à cette vice-présidence et je vous ai proposé la candidature de Madame Ganiel. Ce choix qui avait été le mien et celui de l'ensemble de la majorité était un choix technique et d'efficacité pour la commune de Pérols et pour la Métropole.

Il n'est pas question de remettre en cause ses compétences techniques. Je vous rappelle simplement que Madame Gianiel était membre de la majorité municipale de Pérols, et à ce titre, elle avait une obligation de loyauté vis-à-vis de cette majorité. Considérant qu'il n'y avait plus de cohérence entre les prises de position publiques de Madame Gianiel et ses votes lors des Conseils municipaux, le Conseil municipal a voté hier à bulletin secret par 23 voix pour, sur 29 élus, l'exclusion de Madame Gianiel des commissions auxquelles elle appartenait, dont notamment la commission des finances, entérinant ainsi officiellement son exclusion du groupe majoritaire qui était sous-jacente depuis quelques mois.

Chers collègues, considérant la majorité de projet qui unit la Métropole et dans le respect des règles de gouvernance, j'ai demandé au Président de bien vouloir lui retirer la vice-présidence dévolue à Pérols, la Ville de Pérols ne pouvant être représentée dans l'exécutif métropolitain par une opposante politique. Le maintien de cette situation, je le concède, unique, peut mettre à mal le bon fonctionnement de notre institution et de ces règles que vous avez instituées, Monsieur le Président, de respect des communes, de leur Maire, et ce dans l'intérêt général de l'institution métropolitaine montpelliéraine. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Rico.

Je crois que tout a été dit et tout a été écrit. Je vais vous proposer de voter sur l'affaire 4 et je vous fais voter sur la proposition suivante que je formule : qui est pour le maintien de Madame Isabelle Gianiel comme huitième Vice-Présidente de la Métropole ? Nous ne sommes pas obligés de faire un vote secret. Vous êtes deux. Vous l'avez demandé, très bien. Qui est pour le maintien de Madame Isabelle Gianiel, huitième Vice-Présidente de la Métropole ? Madame Gianiel, Monsieur Lannelongue, Monsieur Larue, Madame Brissaud, Madame Jamet, et Madame Bouallaga. Je refais. Après, il y a des soucis avec les votes. Vous levez la main, puis vous la baissez, puis vous la remontez. Soyez un peu matures. Madame Jamet, vous votez contre ? Vous votez pour ?

Vous votez pour, ou vous ne votez pas pour ? Madame Bouallaga vote pour. Monsieur Larue vote pour. Monsieur Lannelongue vote pour. Madame Brissaud vote pour. Isabelle Gianiel vote pour le maintien.

Qui s'abstient ? Ne bougez pas. L'équipe de Lattes, majorité, opposition. Madame Lloret. Il vaut mieux s'abstenir ! Il faut lever le doigt. Il ne faut pas avoir peur du suffrage universel. N'ayez pas peur. Moi je lève le doigt quand il faut. Quand il ne faut pas aussi, d'ailleurs.

Je recommence. L'équipe de Lattes, Monsieur Rouilleault, Madame Lloret, Madame la représentante de Villeneuve et le Maire de Villeneuve, Saint Jean de Védas : Madame le Maire et son Adjoint, Monsieur Raymond, Monsieur Véra, Monsieur Alauzet et Madame Fourcade pour Fabrègues, Monsieur Martin, Monsieur Moure, Madame Frêche, Madame Hart, Madame Illaire, Monsieur Caizergues, Monsieur Savy, Monsieur le Maire de Beaulieu, Monsieur Moynier, Madame Isabelle Touzard, Monsieur Revol, Monsieur Penso (il y a tout le monde pratiquement qui s'abstient), Madame Jabado, Monsieur Audrin, Madame la Conseillère de Baillargues, Monsieur le Maire de Baillargues, Monsieur le Maire de Montferrier, Monsieur le Maire de Jacou, Monsieur le Maire de Castries, Madame la représentante du Crès, Madame Panos et Madame la Conseillère de Juvignac.

Les abstentions, pouvez-vous relever le doigt s'il vous plaît deux secondes ? 34 abstentions. Il y a six pour.

Je suis le gardien du temple – le pacte de confiance des Maires –, avec toute l'amitié et tout le respect que j'ai pour les uns et pour les autres et pour leur travail. Je suis à la tête d'une institution, j'exerce le pouvoir de l'institution. Ou alors il ne faut pas être là, il faut être ailleurs. C'est comme cela. C'est la raison d'Etat, Madame Jamet.

Vous savez bien que cela ne marche pas comme cela. Madame Guiraud.

Isabelle GUIRAUD

Pour répondre à Madame Jamet, regardez bien le Code général des collectivités territoriales : pour un vote à bulletin secret, il faut qu'un tiers des Conseillers le demandent. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Madame, relisez bien le CGCT, non.

Monsieur le Président

6 pour le maintien, 35 abstentions.

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION – DANS L’HYPOTHÈSE D’UN NON-MAINTIEN DU HUITIÈME VICE-PRÉSIDENT DANS SES FONCTIONS A L’ISSUE DE LA DÉLIBÉRATION PRÉCÉDENTE – ELECTION D’UN NOUVEAU HUITIÈME VICE-PRÉSIDENT

Monsieur le Président

Je passe à l’affaire suivante. Il s’agit d’élire un nouveau Vice-Président à la Métropole. Je propose la candidature de Jean-Pierre Rico. Y a-t-il d’autres candidats ?

France JAMET

Moi !

Monsieur le Président

Monsieur Larue, ne votez pas ! Ne prenez pas part au vote. Vous avez trouvé une bonne raison pour rentrer à votre maison. Vous voulez rentrer plus tôt à la maison ? C’est obligatoire. Vous ne connaissez pas les lois ? Vous n’étiez pas là les autres fois ? Vous étiez là mais vous n’étiez pas là ! Je recommence.

Nous devons, à l’affaire 5, élire un nouveau Vice-Président. Je vous propose la candidature de Monsieur Jean-Pierre Rico, Maire de Pérols. Y a-t-il d’autres candidats ? Madame Jamet. Y a-t-il d’autres candidats ? Vous avez donc deux candidats. Je mets aux voix les deux candidats. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée. Monsieur Rico, Madame Jamet. Le scrutin est ouvert, bulletin secret. Je désigne deux secrétaires de séance, Madame Bodkin et Monsieur Abert.

Il est fait procéder au vote.

C’est un résultat fort intéressant ! Présents : 90. Votants : 89. Bulletin nul : 1. Bulletins blancs : 27. Suffrages exprimés : 61. Majorité absolue : 31. Monsieur Rico : 56 voix. Madame Jamet : 5 voix. Je félicite le nouveau Vice-Président Jean-Pierre Rico, Maire de Pérols.

AFFAIRE N° 6 : FINANCES – TAXE DE SÉJOUR INTERCOMMUNALE – INSTITUTION

Monsieur le Président

La parole est à Max Lévida. Je passe à l’affaire suivante. Affaire 6 : taxe de séjour intercommunale. Max Lévida.

Max LEVITA

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, j’ai tendance à devenir un spécialiste de l’éloge funèbre, mais comme vous avez parlé tout à l’heure des missions locales, Monsieur le Président, je voudrais vous rappeler que le père des missions locales qui était Bertrand Schwartz est mort il y a à peu près un mois, et que c’est un homme qui nous laisse un legs fondamental dans le traitement de l’exclusion sociale.

Je rappelle simplement, je ne serai pas très long, qu’en 1980 Pierre Mauroy lui avait confié la rédaction d’un rapport sur l’insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il nous a apporté une nouvelle approche de l’insertion, fondée sur une mission globale, à savoir que l’objectif des missions locales qui l’a inspiré tend à apporter aux 16-25 ans un accompagnement à la fois sur la formation, sur la recherche d’emploi mais aussi sur la culture, la santé et les loisirs, ce à quoi je suis persuadé que ma chère collègue Michèle Dray-Fitoussi se conforme. C’est un hommage à ce Monsieur qui est un très, très grand fonctionnaire, qui a marqué l’éducation d’une manière irréversible.

Je passe à un autre domaine : la création de la taxe de séjour intercommunale. Comme vous le savez, la loi a transféré la gestion de la compétence tourisme des communes aux Métropoles, avec comme première conséquence le regroupement des offices de tourisme en une seule entité, ce que nous avons fait depuis le 1^{er} janvier 2016. Je vous rappelle que Montpellier et son territoire sont la quatrième destination touristique française. Elle est classée parmi les destinations de congrès, et nous estimons le flux de touristes à 5 millions de visiteurs par an. Il y a donc un potentiel touristique fantastique qui dispose en plus, à notre appréciation, de marges de progression importantes. La collectivité souhaite valoriser ce potentiel.

C'est la raison pour laquelle je vous propose d'instituer au 1^{er} janvier 2017 une taxe de séjour intercommunale. Nous la votons maintenant parce que, conformément à la loi, les tarifs doivent être arrêtés par le Conseil de Métropole avant le 1^{er} octobre de l'année pour être applicables.

Il ne s'agit pas de la création d'un prélèvement supplémentaire, simplement la Métropole se substitue aux communes et cette taxe est destinée à créer une équité touristique entre tous les établissements d'hébergement de toutes les communes. À l'heure actuelle, dix communes concentrent l'offre hôtelière, il y a sur ces dix communes deux communes qui n'ont pas institué la taxe de séjour.

Je vous rappelle que cette taxe de séjour est payée par les visiteurs extérieurs et nous avons choisi de la collecter au réel, c'est-à-dire que cette taxe sera supportée par les seuls touristes ; tous les hébergeurs du territoire se doivent de la collecter en plus du montant de leur séjour par rapport au nombre d'adultes qui ont séjourné. En principe, elle est neutre pour les hébergeurs, elle est identique sur les 31 communes de la Métropole.

Cette taxe est faite quel que soit le mode d'hébergement choisi, que la réservation ait été faite en direct ou par l'intermédiaire d'une plate-forme électronique. Le problème qui n'est pas résolu, que je ne vous présente pas ce soir mais que je vous présenterai ultérieurement, ce sont les accords que nous passerons avec les plates-formes électroniques pour qu'elles paient la taxe elles-mêmes. Il y a toute une réglementation à mettre au point que nous établirons en liaison avec les intéressés.

Cette taxe, nous la situons pour financer un projet ambitieux de valorisation du territoire qui permettra de contribuer à accroître l'action de l'office de tourisme, de financer des infrastructures, par exemple un jalonnement touristique, de favoriser également le tourisme de rebond à partir de Montpellier vers les communes constituées en pôles ; de structurer l'offre touristique par la valorisation des filières de nos tourisms, d'agripatrimoine, et enfin de développer une offre complémentaire de supports de communication pour optimiser la diffusion des informations touristiques sur toutes les communes de la Métropole.

À cet effet, je vous propose des tarifs qui figurent dans la délibération, je vous rappelle que dans la délibération il y a un tarif Métropole à quoi s'ajoute une tarification pour le compte du Département, puisque le Conseil départemental en délibération du 26 février 1990 instituait une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour. Nous encaisserons et nous reverserons ensuite au Département 10 % des sommes engagées.

Je vous propose une tarification. Ces tarifs sont issus de l'harmonisation des grilles tarifaires pratiquées en 2016 sur les neuf communes de la Métropole, je le rappelle : Montpellier, Lattes, Fabrègues, Saint Jean de Védas, Castries, Clapiers, Juvignac, Villeneuve et Pérols, Baillargues ne collectant pas actuellement de taxe de séjour ni Castelnau.

Avec les tarifs proposés, Montpellier Métropole n'applique pas les tarifs maximum pratiqués sur d'autres Métropoles touristiques ou certaines villes balnéaires voisines. Contrairement à ce que nous pourrions avancer, l'augmentation sur les trois ou quatre étoiles, qui est un hébergement privilégié des congressistes, n'a qu'un impact très modéré sur le choix de la destination par les organisateurs de congrès, puisque comme cela a été fait en décembre 1995, un pack accueil mobilité a été établi pour les congressistes.

Je n'insiste pas sur les tarifs. Les palaces et autres établissements – il n'y en a aucun dans la Métropole mais nous sommes obligés de les figurer : 4,40. Les hôtels de tourisme cinq étoiles et résidences : 3 euros. Hôtels

de tourisme quatre étoiles : 2 euros, y compris la surtaxe pour le compte du Département. Les hôtels de tourisme trois étoiles : 1,50 euro. Les hôtels de tourisme deux étoiles : 0,99. Les hôtels de tourisme une étoile : 0,70. Les hôtels et résidences de tourisme : nous sommes à 0,88, 0,60, 0,22, là nous sommes au maximum pour favoriser l'amélioration de l'offre touristique.

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à la loi les personnes mineures, les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la Métropole, les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire, et enfin les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 10 euros. Voilà ce que je vous propose, mes chers collègues. Je précise qu'à l'heure actuelle, le montant espéré des ressources se situe entre une hypothèse basse de 2,4 millions d'euros et une hypothèse haute de 3,6 millions d'euros. Cela va dépendre bien sûr de l'application de cette taxe, mais nous mettrons au point des processus permettant de viser le maximum de recettes.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? Madame Brissaud, Monsieur Pastor, Monsieur Rouilleault, Monsieur Ségura, Monsieur Savy. La parole est à Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, tout d'abord sur le fond je considère qu'une taxe n'est jamais une mesure anodine. Cela a du sens pour la population comme pour les professionnels. Vous le savez, je l'ai dit à plusieurs reprises, l'intervention par la taxe est une vision que je combats et je pense qu'il y a bien d'autres manières de procéder – je considère qu'elles participeraient bien davantage à l'attractivité de notre Métropole.

Vous considérez donc d'appliquer cette taxe sur le territoire de la Métropole, encore faut-il qu'elle soit affectée à des objectifs concrets. Vous avez fait une présentation aujourd'hui qui est quand même un peu plus détaillée que le PV qui nous a été transmis. Là, vous avez donné une fourchette qui est assez grande, de 2,4 millions à 3,6 millions d'euros. Je comprends que cela va dépendre de la participation et des déclarations certainement qui seront faites, parce que les prévisions jusque-là sont compliquées, mais j'ose imaginer que derrière cette taxe il y a une volonté et des objectifs clairs visant par exemple à rendre notre collectivité plus performante dans le futur, en parfait accord avec une politique de développement touristique, qu'il ne s'agit pas juste d'une manière de compenser votre gestion de l'argent public.

Ma première question était : combien et pour quoi faire exactement ? Enfin, vous parlez de participation pour le Département. Dans le cadre de l'objectif annoncé de la création de la Métropole, et de la loi NOTRe aussi qui retire la compétence tourisme obligatoire pour les Départements, un autre éclaircissement semble nécessaire pour les acteurs concernés. Pourquoi deux taxes sur le tourisme, alors que justement on revendique vraiment cette compétence à la Métropole ?

Par ailleurs, vous présentez cette taxe comme visant une plus grande équité fiscale entre les communes. Donc, afin que nous puissions juger de cette équité, il aurait été intéressant de disposer d'un tableau présentant le montant de la taxe de séjour en vigueur dans chacune des communes de la Métropole. Alors bien entendu, nous n'avons pas attendu ce tableau puisqu'il ne nous a pas été communiqué. Nous l'avons recherché et avec le Groupe libres et humanistes, nous avons obtenu quelques informations manquantes. Il semblerait que cette nouvelle équité entraîne dans les faits une augmentation substantielle de cet impôt.

Pour les communes de Montpellier, Lattes ou Villeneuve-lès-Maguelone par exemple, les tarifs applicables aux trois et quatre étoiles étaient respectivement de 1 euro et 1,40 euro. Ils passent à 1,50 et 2 euros, soit une augmentation de 50 % et 40 %. Ce n'est pas rien. Vous parlez de dix communes seulement concernées dans la Métropole, je pense que vous oubliez qu'à partir de maintenant les prestataires comme Airbnb et donc toutes les plates-formes internet vont être concernés ; cette taxe va concerner bien plus de dix communes.

De plus, vous comme moi Monsieur le Président ne sommes pas professionnels de l'hébergement. La moindre des choses aurait donc été d'avoir des échanges avec les premiers concernés et que nous soyons

informés de ces échanges et des conséquences de ces augmentations pour les professionnels. Une occasion de leur présenter votre vision du développement économique de la Métropole, d'en discuter avec eux et d'avoir leur avis.

Ma troisième question est donc : avez-vous rencontré les professionnels, avez-vous leur avis sur cette taxe et son montant ? De notre côté, dès que nous avons vu cette question à l'ordre du jour, nous les avons sollicités pour connaître leur position sur le sujet. À mon grand étonnement, il semblerait qu'aucune concertation n'ait eu lieu. Pour vous, ce n'est peut-être rien d'augmenter de 0,60 euro ou de 0,50 euro une nuit, mais pour ceux qui gèrent, un centime est un centime. C'est quelque chose d'important. On ne peut pas décider d'augmenter un impôt sans avoir une vraie justification. Et on ne peut pas dire que c'est la faute soi-disant de telle ou telle loi qui passe, du transfert des compétences des communes à la Métropole, etc. Ce n'est pas une justification qui pour moi mérite d'être citée ici.

Nos citoyens sont déjà parmi les plus imposés de France et j'espère que vous en avez conscience. Ce sont bien les hébergeurs qui vont pâtir des augmentations. A la présentation de votre Vice-Président, j'ai l'impression que vous pensez que les touristes seuls en pâtiront, mais si vous aviez interrogé les professionnels, vous sauriez que cette augmentation ne pourra pas être répercutée sur le prix des chambres. Les devis sont déjà partis pour 2017, les congressistes, comme vous le dites, sont les premiers concernés, mais surtout, quand on demande leur avis aux professionnels, ils sont contre cette augmentation. Parce que certaines communes bien entendu aujourd'hui ne payent pas cette taxe, mais d'autres la payent moins que celle qu'elle est. Nous parlons bien d'une augmentation de cette taxe et ils semblent étonnés qu'en étant en relation avec eux en ce qui concerne le respect de la loi sur ALUR, vous n'avez pas jugé opportun de leur faire part de ces nouveaux tarifs.

Les professionnels sont contre, pour plusieurs raisons. La première, c'est le contexte économique qui est particulièrement défavorable. Les attentats, les conflits sociaux, les grèves, les manifestations : une dégradation de l'image de la France à l'étranger qui a entraîné une baisse de la fréquentation et du prix moyen des hébergeurs hôteliers.

Le budget ensuite des entreprises pour le déplacement des professionnels est toujours plus serré. Enfin, l'hôtellerie est une activité certes non délocalisable mais hautement concurrentielle, notamment en ce qui concerne les congrès qui sont en diminution, donc un risque pour l'emploi.

De notre point de vue, rappelons que le montant perçu par la Métropole de la taxe de séjour va augmenter du fait même de l'élargissement de l'assiette. Parce que la taxe va être applicable à toutes les communes de la Métropole, ce qui n'est pas le cas, vous l'avez rappelé vous-même aujourd'hui. Parce que le nombre d'établissements concernés va donc augmenter – vous le savez, certains s'y soustraient aujourd'hui. Pour le coup, je suis d'accord pour l'équité, mais le reste ne semble pas équitable. Par la taxation des locations meublées touristiques : actuellement la Ville de Montpellier déclare à peu près 10 % de ce qui se fait réellement.

Au-delà de la loi ALUR qui n'est toujours pas appliquée dans ses dispositions relatives à l'autorisation de changement d'usage à Montpellier, la loi pour la République numérique va être adoptée définitivement au Sénat cette semaine, instituant un régime de déclaration pour toutes les locations meublées à usage touristique quelle que soit la durée de la location. Par ailleurs, dans le cadre de l'équité entre professionnels, pouvez-vous nous dire quelles sont les modalités de prélèvement de cette taxe par les hébergeurs tels qu'Airbnb, BedyCasa, Abritel, etc. ? C'est là notre quatrième question.

Enfin, d'un point de vue complètement logistique, nous sommes favorables à la simplification administrative des démarches pour les entreprises. En ce sens, il est possible de passer d'une déclaration trimestrielle à une déclaration mensuelle, à la condition que soit mis en place un véritable système de déclaration par internet, ce qui n'est pas le cas actuellement. Vous l'évoquez dans la délibération mais vous ne donnez aucun détail.

Voici donc notre cinquième question : pouvez-vous nous donner des éléments concrets sur l'évolution factuelle des modalités de déclarations administratives pour les établissements, et nous dire quand ce système sera opérationnel ?

Pour conclure, Monsieur le Président, chers collègues, je sais que vous pensez tout savoir et tout pouvoir, mais j'ai tendance à croire que les professionnels savent de quoi ils parlent. Et ceux concernés aujourd'hui rejettent votre solution. Lever l'impôt doit se faire dans le partage d'un objectif commun et d'un projet commun. Concernant l'impôt affecté aux dépenses à caractère touristique, il est donc essentiel pour chacun d'entre nous de connaître le niveau de recettes attendu du fait de l'élargissement de l'assiette, de l'augmentation de la taxe ainsi que des pistes envisagées pour son utilisation. En tant qu'élus, vous ne devriez pas agir seul selon votre réflexion personnelle ou celle de votre cabinet, d'autant que la Métropole concerne un ensemble de communes. À l'évidence, votre manière de gérer nous amène à voter contre cette délibération.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention Madame Brissaud. Monsieur Lévit, vous répondrez sur l'ensemble des problématiques liées aux interventions des différents orateurs. Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers amis, je suis toujours admiratif devant ces grands « y a qu'à » qui ont des solutions à tout, où ils veulent voter les dépenses mais jamais voter les recettes. J'attends souvent des solutions qui n'arrivent pas comme cela.

Je voudrais féliciter Max Lévit pour ce travail qui a été fait. Je faisais partie des communes qui avaient une taxe de séjour, et les tarifs sont à quelques centimes près ceux que nous appliquions. Cela me paraît tout à fait logique qu'il y ait une harmonisation entre tout. Quand quelqu'un paie une chambre 120 ou 130 euros pour la nuit, qu'il donne 0,50 euro de plus pour la taxe de séjour n'est pas ce qui va le ruiner. C'est facturé sur la note, séparément, les taxes de séjour. Cela apparaît en dessous, ou alors vous n'allez jamais dans des hôtels qui déclarent la taxe de séjour. C'est comme cela : en bas, il y a la taxe de séjour.

Les professionnels, Madame Brissaud, semblent ignorer qu'ils sont associés à la gestion de l'office de tourisme, et je pense que Jean-Luc Cousquer qui est là nous en dira un mot tout à l'heure. Ils sont étroitement liés à toutes ces décisions et si nous voulons rendre le territoire attractif, si nous voulons faire des actions de communication, il faut avoir les moyens, il faut se donner les moyens de le faire. Cela commence à bien se mettre en place. J'étais à fond pour cet office de tourisme métropolitain, cela me paraît une excellente chose et bien entendu je soutiens cette taxe.

Le seul problème, et ce n'est pas la faute de Max ni celle du Président, c'est la manière dont on la perçoit. C'est une taxe déclarative et je ne comprends pas que le législateur n'ait pas voulu à un moment la rendre obligatoire. Vous pouvez tomber sur des gens qui encaissent la taxe auprès du touriste, ils ne la déclarent pas, après ils la gardent pour eux. C'est sûr qu'ils vont dire que cela peut leur faire une augmentation, mais tout le monde doit jouer le jeu et c'est un peu la chasse à cela. Jean-Luc connaît bien le problème. Comment résoudre cela ? Il y a une source importante de revenus à aller récupérer.

Par ailleurs, que l'on puisse encaisser maintenant les communes qui n'avaient pas de taxe, cela me paraît aussi extrêmement normal puisqu'il n'y a pas de limite entre les communes qui perçoivent la taxe et les autres. Je crois que c'est une excellente chose. Le tourisme est un des sept piliers que soutiennent le Président et le Conseil de Métropole ; nous avons pris les bonnes décisions. Cela prend un peu de temps pour se mettre en place mais c'est normal. En tout cas, je peux témoigner de la concertation avec les communes et avec aussi avec les professionnels.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Pastor. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Dans un souci d'harmonisation, je souhaiterais savoir si les particuliers sont concernés, donc si la négociation aura lieu concernant le passage par Airbnb, quand un particulier devient hébergeur.

Monsieur le Président

Monsieur Ségura.

Noël SEGURA

Je voterai contre, Monsieur le Président, parce que j'ai écrit un courrier auquel je n'ai eu aucune réponse. Si vous le permettez, je vais poser les questions en *live*.

Monsieur le Président

La démocratie directe, c'est le mieux.

Noël SEGURA

C'est sûr que cela arrive.

Pour les communes ayant déjà mis en place cette taxe, comment allons-nous voir le produit de cette taxe compensé dans notre budget et quelle méthode a été imaginée ? Pourquoi n'est-elle pas présentée ? Qui collectera la taxe pour la Métropole ? Avec quelle organisation ? Quel en sera le coût ? Quel est d'ailleurs le produit attendu en fonction des tarifs que vous nous proposez ? Tu as répondu.

Je note que vous souhaitez mettre en place un traitement particulier pour les ports et cela va rejoindre un peu ce que vient de dire Gilbert Pastor. Pourquoi ne pas le proposer également pour les campings, comme nous le faisons actuellement à Villeneuve, afin d'éviter les nombreuses fraudes ? Je note aussi que les communes qui perçoivent la taxe à ce jour, comme c'est le cas pour Villeneuve, peuvent ne pas la transférer à la Métropole, or cela n'est pas mentionné.

Enfin, je rappelle que lors du vote des propositions de la commission d'évaluation des transferts de charges, nous étions convenus de revoir rapidement les modalités de financement de la compétence promotion du tourisme qui, je le rappelle aussi, n'est financée que par huit communes alors qu'elle concerne l'ensemble du territoire, alors que notre office du tourisme a d'ores et déjà engagé des actions de promotion sur l'ensemble du territoire, y compris sur des communes qui n'ont transféré aucune ressource pour ces actions. Il me semblerait donc utile que ce point soit lui aussi porté à nos réflexions et décisions.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Ségura. Monsieur Lévi fera une réponse globale. Monsieur Savy.

Jean-Luc SAVY

Bonsoir à nouveau. Juvignac fait partie des neuf communes qui perçoivent aujourd'hui la taxe sur les séjours et je crois comprendre, pour répondre peut-être à la place de Max, que l'attribution de compensations sera diminuée d'autant. C'est ce que tu vas répondre, j'imagine, en tout cas c'est ce que j'ai compris. Ce sera neutre pour les dix communes qui le financent. J'ai répondu pour toi.

Je voudrais dire comme Gilbert qu'il faut faire fonctionner l'institution touristique à l'échelle de la Métropole. C'est l'enjeu : que nous captions des touristes. Beaucoup sont des étrangers d'ailleurs. J'en parlais avec Véronique Perez qui est en charge de ce sujet pour la Métropole, et avec Jean-Luc Cousquer.

Justement, faisant partie du Conseil d'administration de l'office de tourisme, je voudrais remercier le travail mené actuellement pour essayer de définir ce qu'est la personnalité de Montpellier Métropole. Comme Marseille ou Toulouse, nous n'avons pas de spécialité culinaire, mais nous avons peut-être des spécificités.

J'ai été très agréablement surpris par le cabinet d'étude qui nous a fait une présentation, un Strasbourgeois qui ne connaît pas du tout la Métropole et qui est venu nous exposer la façon dont la personnalité incarnée de la Métropole pouvait être représentée. Moi qui habite depuis quarante ans ici à Montpellier, j'ai été extrêmement agréablement surpris. Le parfum qui a été présenté tout à l'heure vient encore renforcer cette

image de ce que pourrait être cette incarnation touristique métropolitaine. Je pense qu'il faudrait mener une étude un peu transversale, un peu large, sur les besoins et attentes des touristes qui viennent.

Je l'ai dit à Jean-Luc Cousquer : que nous fassions des photographies des personnes qui viennent en loisirs et en affaires, peut-être se dire : « *La nuitée de plus ou deux nuitées de plus en loisirs ou en affaires, est-ce que c'est le littoral, la montagne, est-ce que c'est plus loin, est-ce que ce sont des packs ?* », pour identifier un peu mieux le besoin. J'en terminerai là, si ce n'est pour dire que le nouveau service dédié avec Véronique Perez et Sophie Sallèles, je pense, pourra travailler en étroite collaboration avec l'office métropolitain pour que nous ayons du liant dans la compréhension de qui aménage, qui finance, qui pilote, qui décide de cette promotion d'un territoire global. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Savy. Monsieur Lévida.

Max LEVITA

Je m'adresse à Noël Ségura puisque c'est le plus rude. Désolé que l'on ne t'ait pas répondu. Je croyais t'avoir répondu oralement et que cela suffisait. Je vais répondre officiellement.

Il y aura un procédé par l'attribution de compensations. Nous avons calculé. La mise au point n'est pas définitive parce que c'est en général quelque chose que l'on confie aux 31 DGS pour qu'ils nous proposent une méthode. J'ai pris aussi des engagements vis-à-vis du Maire de Saint Jean de Védas, vis-à-vis de Monsieur Ségura, ce sera compensé. Il y a toujours le même principe de la neutralité budgétaire. Ce point est assez facile à résoudre.

Le second point que vous posez, mon cher collègue, est beaucoup plus compliqué. C'est le problème de l'équité entre les communes. J'ai déjà répondu sur ce point. Nous ne serons pas concernés sur le seul domaine du tourisme. Nous allons être également concernés par le problème du schéma d'accueil des gens du voyage. Là, c'est un énorme problème que comme tous les politiques je renvoie à demain, mais il sera traité, fatalement. Il faut que nous trouvions des moyens de résoudre ce problème de l'équité. Jusque maintenant, quand nous avons fait le passage en Métropole, nous avons toujours trouvé des méthodes. Elles sont différentes de ce qui nous est proposé, elles ont été votées à l'unanimité. Je ne désespère pas de le trouver, mais je ne peux pas vous le dire maintenant.

Troisième point : la commune de Villeneuve-lès-Maguelone peut voter contre, ce qui serait absolument désastreux pour l'image de solidarité que nous voulons donner, et je serais désespéré que vous soyez conduits à prendre cette décision, Monsieur le Maire et cher collègue.

Sur le reste, Madame Brissaud a raison sur un point. Elle me dit qu'il y a d'autres recettes : je suis attentif à ce qu'elle me propose d'autres recettes, je suis preneur. Je répète. La taxe existe à l'heure actuelle. Elle existe dans neuf communes de la Métropole. Premièrement. Nous ne la créons pas. Nous créons une taxe intercommunale. Cela étant, je ne résous pas totalement le problème de la perception. Mon collègue Gilbert Pastor connaît le problème aussi bien que moi. Nous ne le résolvons pas mais nous le connaissons. En transférant la responsabilité à la Métropole, les services de la Métropole se chargeront de trouver des solutions qui amélioreront la situation actuelle.

Madame Brissaud a raison sur un point : je ne vous présente pas un schéma de développement touristique. D'abord ce n'est pas ma compétence, c'est la compétence de ma collègue Chantal Marion. A l'heure actuelle, ce schéma est en cours de mise au point et on le présente de façon disjointe parce qu'il faut que cette taxe soit votée avant le 1^{er} octobre. Mais avant la fin de l'année, vraisemblablement, on vous présentera un schéma de développement touristique.

Je ne réponds pas à des questions aussi sottes.

Le problème qui reste à résoudre n'est pas un problème montpelliérain – Airbnb n'est pas spécifique à Montpellier – : d'abord il se pose à Paris, en plus il se pose dans le monde entier. À la Ville de Montpellier, nous sommes en contact avec les gens d'Airbnb. En plus, ils savent bien qu'à l'heure actuelle, ils sont sur

une mine. Ils peuvent exploser. Le Gouvernement français et les Villes, nous avons la possibilité de prendre un certain nombre de mesures. Ces mesures, nous en discuterons avec les professionnels du tourisme avant que je vienne vous les présenter puisqu'il y a une partie fiscale. Cela relève de ma responsabilité, mais je travaille en collaboration avec Chantal Marion sur ce point. Si je vous la présente aujourd'hui, c'est parce que je suis chargé de rentrer des sous et vous êtes chargés de les dépenser. Il y a une séparation.

Quant au système opérationnel, nous nous sommes engagés, cela figure dans la délibération, à ce qu'il soit au point. Il sera opérationnel d'ici la fin de l'année pour faciliter le travail des hôteliers. Je crois que j'ai répondu à toutes les questions qui me sont posées.

Vous savez, un schéma touristique peut, Monsieur Cousquer le sait très bien, j'en discutais avec lui, se mettre à une barre de 3 millions, de 5 millions. Si on lui propose 10 millions, il est capable de les dépenser. Le problème est : que sommes-nous capables de lui fournir ? Nous faisons le premier point. J'aimerais que la politique soit en liaison avec ce que nous sommes capables de rentrer comme ressources. Les deux peuvent être disjoints. Cela appartient à la responsabilité du Président.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, voulez-vous ajouter un petit truc ?

Cyril MEUNIER

Oui, un tout petit truc. Max, dans ton propos tu as raison de dire que la taxe de séjour est là pour faire la promotion touristique, pour aider les animations touristiques, mais la taxe de séjour à l'origine a été mise en place pour permettre aux collectivités locales d'assumer leurs missions de base qui sont augmentées par les flux de populations qui sont apportées par l'activité touristique, c'est-à-dire la propreté des voiries, le ramassage des ordures ménagères, etc.

Quand le législateur a créé la taxe de séjour, elle était avant tout pour les communes qui avaient de grosses capacités touristiques, qui parfois sont des toutes petites communes. Je vous donne un exemple : si vous allez skier à Val-Thorens et aux Ménuires, sachez que la commune de Saint-Martin-de-Belleville a la chance d'avoir ces deux stations sur son territoire. Evidemment, ils devaient être 800 ou 600 dans la commune, vous imaginez un peu la surcharge de frais que cela peut occasionner. Ce n'est pas seulement la politique touristique, c'est aider les communes à remplir leurs tâches de sécurité, de salubrité, etc., par rapport à des populations qui ne sont là que sur une courte durée.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Un petit mot sur la politique touristique pour vous répondre sur le fond et pour vous donner un ordre de comparaison avec les autres villes. Dans la délibération proposée par Max Lévi, nous sommes à la même hauteur (je vais prendre dans un ordre croissant), que La Grande-Motte, Béziers, Toulouse, à un chouïa près nous sommes à peu près pareil, et Lyon. Marseille est bien largement au-dessus de nous. Voilà un peu l'étiage sur les villes.

Ensuite, sur la politique touristique, lorsque nous avons pris la décision collectivement de positionner la compétence tourisme de façon métropolitaine, en reliant l'ensemble des offices de tourisme existant sur le territoire des 31 communes, bien sûr que nous avons une stratégie pour le tourisme. La stratégie est la valorisation de tous les territoires, la facilitation par la mise en commun des réseaux, de tout ce qui est tour-opérateurs, congrès, destinations. Mais aussi de valoriser, je vous en ai parlé à plusieurs reprises, tout ce qui est patrimonial.

C'est la raison pour laquelle, dans le cadre du tourisme, nous favorisons des dossiers comme territoire d'art et d'histoire, comme UNESCO, comme grands sites qui sont en discussion actuellement. Le fait d'augmenter cette taxe va permettre à l'office de tourisme métropolitain d'abord de financer son fonctionnement et d'augmenter son énergie et sa puissance. C'est tout cela.

Quant à la négociation, les hôteliers ont été tenus informés, les syndicats ont été tenus informés, ainsi que les professionnels. Nous travaillons avec eux pour le définitif puisqu'ici, nous sommes en chemin, tout n'est

pas arrêté à l'heure où je vous parle. Et Airbnb, nous l'avons positionné comme mesure compensatrice sur le positionnement de la taxe de séjour. La proposition que nous faisons est très équilibrée, elle est sage.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Adoptée. Merci beaucoup.

AFFAIRE N° 7 : FINANCES – CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE – EXONÉRATION DES CAISSES DE CRÉDIT MUNICIPAL – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire numéro 7, contribution économique territoriale, exonération des Caisses de crédit municipal, approbation. Max Lévida.

Max LEVITA

Il y a un article du Code général des impôts qui permet aux collectivités locales d'exonérer de cotisations foncières des entreprises les Caisses de crédit municipal. Comme vous le savez, ces caisses sont des établissements publics à caractère social dont la principale activité est le prêt sur gage. Nous en avons une seule, elle est située à Nîmes. Ils nous ont demandé la possibilité d'être exonérés. Vu leur activité, il nous a paru intéressant, logique de vous proposer de les exonérer en totalité.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Madame Brissaud, je vais ajouter un petit détail important pour compléter ma réponse sur le projet et la stratégie. Le tourisme est une orientation très transversale, une politique très transversale. Nous avons l'intention de l'étendre au pôle métropolitain de la Métropole parce que le travail en réseau peut se faire à l'extérieur des limites administratives. Nous le faisons déjà puisque dans le comité de pilotage, nous avons les villes de Pézenas, de Saint-Guilhem-le-Désert, de Sète, de La Grande-Motte qui sont présentes avec nous, même si elles ne sont pas sur le territoire.

Anne BRISSAUD

La taxe augmente quand même, et 50 % d'augmentation sur les trois étoiles, ce n'est pas rien. Je pense que vous exagérez sur les tarifs qui n'ont pas été concertés.

Monsieur le Président

Vous m'interrogez sur la stratégie, je vous réponds sur la stratégie, vous me répondez sur la taxe. C'est un dialogue impossible !

Anne BRISSAUD

Je vous pose cinq questions. Que vous ayez une stratégie derrière, j'espère quand même, mais votre seule solution visiblement est de lever l'impôt et de l'augmenter quand il existe. Je dis juste qu'il y a d'autres solutions, on peut y réfléchir, c'est tout.

Monsieur le Président

Monsieur Cousquer, vous m'avez demandé la parole depuis un moment. Expliquez donc à Madame Brissaud la réalité.

Jean-Luc COUSQUER

La réalité est que nous avons un potentiel extraordinaire, que nous commençons à le développer de façon dynamique, de façon cohérente, volontaire, que nous faisons éclater, comme vous venez de le dire Monsieur le Président, le territoire montpelliérain ou métropolitain en faisant, depuis Sète jusqu'à Nîmes et en remontant par Pézenas et au-delà, une grande destination dont Montpellier est véritablement le cœur, mais que pour ce faire nous avons besoin d'une taxe de séjour.

Cela a été dit tout à l'heure : la taxe de séjour est un impôt local que payent de façon transitoire pour le temps qu'ils y passent et qu'ils y restent, les voyageurs, les congressistes, etc. Le fait d'augmenter cette taxe d'une manière mesurée, puisque nous sommes sur des taux comparables, n'a rien de choquant. C'est même la mobilisation des moyens nécessaires pour atteindre nos objectifs. Et nous avons commencé à le faire. Il est faux de dire que le nombre de congrès diminue. Sur la période janvier-août de cette année, nous sommes en hausse de 27 % pour les contrats en cours.

Monsieur le Président

Et puis, Madame Brissaud, la France a été très largement secouée par une série de phénomènes qu'elle a connus, difficiles : les attentats mais pas que cela, les grèves, tout a été dit. Je remarque que le tourisme ici, dans la région de Montpellier, n'a pas eu de diminution de 20 ou 30 % comme à Paris ou dans le reste du pays ; nous sommes sensiblement identiques aux chiffres de l'an passé. C'est à mettre à l'actif des acteurs du tourisme. Il faut quand même le dire.

Si vous voulez gagner les législatives, écoutez-moi, il faut être positif ! Monsieur Meunier puis Madame Marion.

Cyril MEUNIER

D'abord, je présente mes excuses à Chantal parce que j'aurais préféré que tu parles la première. Je reviens sur ce que vous venez de dire, Président, en disant que nous allons faire la promotion touristique et avoir une grande destination.

En tant que Maire qui transfère avec joie et conviction sa taxe de séjour, je rappelle que cette taxe de séjour est faite pour faire la promotion de nos propres capacités réceptives et de nos équipements, et gérer l'entretien de ces équipements, que ce soit la plage de mon ami Noël ou les équipements d'accueil qui sont les nôtres à Montpellier, Lattes et dans les autres communes avoisinantes.

Toutes les politiques qui visent à faire de nous le centre du monde et à prendre une part active dans la promotion générale des territoires voisins m'importent toujours. Comme on le disait il n'y a pas si longtemps à l'Arena, pour les plus anciens d'entre nous : « *Je rêvais [moi aussi] d'un autre monde* ». Mais je ne voudrais pas, selon les propos d'un autre grand penseur de notre temps que nous avons bien connu dans cette enceinte, « *payer la chambre et être cocu* ».

Je transfère volontiers la taxe de séjour de la commune de Lattes qui est très importante puisque j'ai un parc important. En plus, nous la prenions sur les campings – il faut y réfléchir, Noël a raison, il n'y a pas de raison de ne pas la prendre sur les campings. Elle y est, sur les campings ? Noël demandait si on la mettait sur les campings. Ce sont des sommes importantes, je voudrais qu'elles soient consacrées au développement touristique et à la prise en charge des charges que les communes portent pour accueillir dans la Métropole. Nous verrons après si nos amis de Nîmes, de Sète, de Dunkerque et autres veulent participer à notre promotion, mais dans un premier temps pensons un peu à nous.

Monsieur le Président

Je vous suis, Monsieur Meunier, mais il ne faut pas avoir un raisonnement conservateur comme cela. Le tourisme, c'est une vision globale. Quand des tour-opérateurs arrivent à Nîmes et qu'ils vont à Sète en passant par Montpellier, vous êtes bien content et ce n'est pas vous qui les avez fait venir. On ne peut pas raisonner avec le tourisme comme vous raisonnez sur une autre dynamique politique de la ville. Ce n'est pas possible.

Tout ce qui peut concourir au développement économique et touristique de la Métropole est bon à prendre. Et si nous devons le faire en travaillant avec des réseaux plus élargis, ne nous privons pas de cela. Effectivement, la taxe doit retomber sur les acteurs de la Métropole. Mais dans le message et dans le territoire que nous devons innover, stimuler, ne nous mettons pas de frontières géographiques voire culturelles. Nous avons besoin de tout le monde. Il faut faire de la coopération.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, pour répondre Madame Brissaud, le tourisme n'a pas de frontières. On ne peut pas dire à un touriste : « *Tu t'arrêtes aux frontières de la Métropole.* », ce n'est pas possible. Nous avons étendu l'office de tourisme métropolitain, comme vous l'avez bien précisé, Monsieur le Président, aux Maires de Sète, Nîmes, Saint-Guilhem, Pézenas et Le Grau-du-Roi. Etaient présents les professionnels du tourisme hôtelier qui étaient pour cette taxe parce qu'ils savent que certaines personnes ne déclarent pas, et ils veulent absolument que tout le monde soit taxé.

Pour sécuriser également Madame Brissaud, vous pensez bien que nous n'allons pas prélever cette taxe sans avoir déjà pensé à comment nous allons l'utiliser. Au niveau de l'international, et je rejoins et je remercie l'intervention du Maire de Castries qui était présent avec moi en Chine, nous avons rencontré des tour-opérateurs chinois très intéressés pour venir dans la Métropole. Aujourd'hui encore, j'ai reçu une délégation internationale intéressée au niveau du tourisme. L'international s'intéresse à notre Métropole.

Cette taxe de séjour, nous allons l'employer à quoi ? Si vous voyagez un peu, n'avez-vous pas honte, quand vous êtes à l'aéroport, de voir comment est le stand de la Métropole à côté de celui de la région ? J'aimerais bien que nous le remettions à jour. Max n'est peut-être pas content, Monsieur Fina non plus, mais cet argent, nous savons comment nous allons l'employer. Il faut à tout prix que le tourisme de la Métropole soit mis en valeur et ne vous inquiétez pas, nous savons déjà comment nous allons l'utiliser. En accord évidemment avec tous les Maires des communes, pensez également qu'il faut flécher par exemple la route du vin. Tout est à réfléchir et cela coûte très cher. Quand nous aurons la compétence voirie et que nous allons devoir flécher tout cela, cela va coûter cher, et il va falloir le faire. Un touriste qui vient veut suivre la route du vin, la route des verriers, la route des églises romanes, pourquoi pas ?

Monsieur le Président

C'est formidable. Tu m'as branché là-dessus, je vais être obligé de faire une tirade.

Chantal MARION

Ne vous faites pas de souci, nous allons nous employer à l'utiliser en accord avec les Maires des communes.

Monsieur le Président

Les églises romanes, de Maguelone à Saint-Guilhem, Maurice Chauvet, Paul Valéry... Ce sont les églises romanes qui aujourd'hui ne sont pas mises en valeur et qui sont uniques au monde. Cela fait partie d'un territoire d'art et d'histoire. A ce propos, j'ai annoncé aux Maires l'autre fois que nous créerions un poste spécifique avec une architecte du patrimoine pour pouvoir conduire la mission à bien au ministère. Il faut bien la payer ! Je mets aux voix. Nous avons voté déjà ? Affaire 8.

**AFFAIRE N° 8 : FINANCES – GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANÉE
MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE MONTPELLIER, JACOU ET PÉROLS – MISE EN PLACE D'UNE
SOLUTION DE GESTION DE DETTE – APPROBATION**

Monsieur le Président

Affaire 8.

Max LEVITA

Simplement deux mots, mes chers collègues. Nous avons constitué un groupement de commandes entre la Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols, pour la mise en place d'une solution de gestion de dette. Les autres communes n'ont pas eu le temps de répondre. Pour l'année 2016, je ne vous demande pas de participation mais si vous voulez participer en 2017, vous êtes les bienvenus.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 9 : FINANCES – REVERSEMENT DE TAXE D'AMÉNAGEMENT AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 9, reversement de la taxe d'aménagement aux communes au titre de l'exercice 2016.

Max LEVITA

Mes chers collègues, c'est la décision que nous avons prise sur le partage de cette taxe d'aménagement entre la part qui revient aux communes et la part qui revient à la Métropole. Là je suis désolé, en ce moment cette taxe d'aménagement rentre assez mal dans vos communes. C'est au fur et à mesure que les communes nous donnent leur taxe d'aménagement que je vous propose la répartition entre la Métropole et la commune. Là vous avez Clapiers, c'est en cours de validation, le chiffre n'était pas parvenu quand nous avons écrit la commande, ainsi que Villeneuve-lès-Maguelone, mais je reviendrai devant vous quand j'aurai le chiffre.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

AFFAIRE N° 10 : FINANCES – RÉGIES – DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 10, régie, demande de remise gracieuse, approbation.

Max LEVITA

Nous avons eu un vol dans la régie de recettes de la piscine olympique d'Antigone. C'est vraisemblablement un vol de 200 euros. Je vous propose la remise gracieuse de ces 200 euros pour que ce soit la Métropole qui le prenne en charge et non le régisseur.

Monsieur le Président

Je mets aux voix la proposition de Max Lévit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR SAUVEGARDE DE MONTPELLIER – AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR (PSMV)

Monsieur le Président

Nous passons à l'urbanisme, affaire 11, secteur sauvegardé sur Montpellier, avis sur le projet de plan de sauvegarde et de mise en valeur. Qui veut des explications auprès de la Vice-Présidente Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 12 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET DU PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ AUX ABORDS DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-LA-PITIÉ – COMMUNE DE BEAULIEU – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 12 : modification du PLU et du périmètre délimité aux abords de la chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié, commune de Beaulieu. Qui demande des explications à Stéphanie Jannin ? Il y a beaucoup d'affaires qui représentent les PLU des communes. Je passe rapidement, si vous voulez une explication vous m'arrêtez.

Je mets aux voix l'affaire 12. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 13 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 13, modification simplifiée du PLU de la commune de Prades-le-Lez. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 14 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 2 DU PLAN LOCAL DE L'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE CLAPIERS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 14, modification simplifiée du PLU de la commune de Clapiers. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

AFFAIRE N° 15 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISSIONS DE CONTRIBUTION A L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL ET DES PLU COMMUNAUX A L'ÉCHELLE DES SECTEURS DU SCoT N° 4049UH15 – PASSATION D'AVENANTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 15, mission de contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal et des PLU communaux à l'échelle des secteurs du SCoT, passation d'avenants. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

AFFAIRE N° 16 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – URBANISME – COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE-VEDAS – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL IMPASSE DES HORTENSIAS – CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LE SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 16, commune de Saint Jean de Védas, convention de projet urbain partenarial, impasse des Hortensias. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 17 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE JUVIGNAC – SECTEUR NAUSSARGUES – ACQUISITION DES PARCELLES APPARTENANT A L'INDIVISION JUNILLON – PROTOCOLE D'ACCORD – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

17, Juvignac, secteur de Naussargues, acquisition des parcelles appartenant à l'indivision Junillon. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 18 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE-VEDAS – AMÉNAGEMENT DU SITE DES JASSES POUR LA CRÉATION D'UN PÔLE MÉDICAL SUR LE SITE DE

JASSES – DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET AVIS SUR LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 18, Saint Jean de Védas, aménagement du site des Jasses pour la création d'un pôle médical sur le site de Jasses. Qui veut des explications auprès de Madame Marion ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 19 : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE – COMMUNE DE COURNONTERRAL – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ SUR LE SITE CANNABE – OBJECTIFS ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION – MODALITÉS DE MISE A DISPOSITION DU PROJET SOUMIS A ETUDE D'IMPACT – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 19, commune de Cournonterral, zone d'aménagement concerté sur le site Cannabé, objectifs et modalités de la concertation. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 20 : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL – MISSION CHENGDU, QINGDAO, SHANGHAI (CHINE) – DU 24 OCTOBRE AU 11 NOVEMBRE 2016 – PARTICIPATION AU CONGRÈS EUPIC ET A LA FOIRE DE L'OUEST – PARTICIPATION AU PROWINE, ACCORD DISTRICT DU YANGPU (SHANGHAI) – AUTORISATION DE LA MISSION ET DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 20, développement international, mission Chengdu, Qingdao, Shanghai, du 24 octobre au 11 novembre. Qui demande des explications à Chantal Marion ? Contre ? Abstentions ? Un contre. Adopté.

AFFAIRE N° 21 : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE – INTERNATIONAL – JUMELAGE AVEC HEIDELBERG (ALLEMAGNE) – ACCORD DE COOPÉRATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

21, jumelage avec Heidelberg, accord de coopération, autorisation de signature. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Une contre. Adoptée.

AFFAIRE N° 22 : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE – RELATIONS INTERNATIONALES – DÉPLACEMENT A DAEGU, CORÉE DU SUD, DU 17 AU 22 OCTOBRE 2016 – PARTICIPATION AU FORUM MONDIAL DES VILLES DE L'EAU – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 22, relations internationales, déplacement à Daegu, Corée-du-Sud, du 17 au 22 octobre 2016 pour la participation au Forum mondial des villes et de l'eau. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Une contre. Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 23 : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ASSOCIATION FRENCHSOUTH.DIGITAL – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 23, association Frenchsouth.digital, attribution de subvention, 35 000 euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ASSOCIATION PUSH START – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24, association Push Start, pour 5 000 euros. Qui veut des explications auprès du rapporteur Chantal Marion ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT 2016 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25, convention de partenariat et de financement entre la Métropole et l'association Groupe Sup de co Montpellier, c'est la subvention annuelle que nous reconduisons chaque année. Contre ? Un contre. Chantal Marion et Max Lévi ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – AMENAGEMENT ET RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX – CONVENTION ENTRE LA METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX (EPARECA) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

26 : aménagement et reconstruction des espaces commerciaux et artisanaux, convention entre la Métropole, la Ville de Montpellier et l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA), autorisation de signature. Il s'agit là des commerces dans le dossier ANRU, et de la revitalisation. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – EXTENSION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE KAWNEER A VENDARGUES – AVENANT A LA CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27 : extension des activités de la société Kawneer à Vendargues. Contre ? Un contre. Voulez-vous la parole ? Vous avez la parole, Madame Jamet, sur l'affaire 27.

France JAMET

Brièvement et non pas que je m'acharne sur notre collègue qui est absent aujourd'hui, mais je reviens encore très lourdement – parce que vous y revenez chaque fois très lourdement – sur la société Kawneer à Vendargues qui, je le rappelle, a un chiffre d'affaires de 74 millions, qui dépend d'une multinationale américaine, Alcoa, qui a fait 22 milliards de chiffre d'affaires l'année dernière, et qui nous demande chaque fois une subvention.

Vous devriez faire attention : je vous rappelle que nous avons eu ArcelorMittal, nous avons eu ici Intel à qui nous achetons des ordi, qui nous a demandé 50 000 euros encore l'année dernière de subventions, alors qu'ils ont versé 74 millions de dividendes à leurs actionnaires. Cela commence à bien faire, je pense que c'est un chantage. Je ne trouve pas décent qu'une société en pleine forme comme celle-là se permette chaque fois de faire ce racket, sous prétexte que sinon elle irait s'installer ailleurs. Je suis contre le

financement de multinationales, même si le Maire Monsieur Dudieuzère considère que cela se fait au nom de l'emploi.

Monsieur le Président

Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, merci de me donner la parole. J'interviendrai en tant que Président du PRAE Via Domitia sur lequel il y a la société Kawneer. La société Kawneer n'a pas que le Maire de Vendargues comme défenseur. Elle a aussi l'ensemble du syndicat Via Domitia qui regroupe les Maires de Castries, Saint-Brès pour la Métropole, et des élus de la Région.

Je voulais vous dire que justement, cette deuxième tranche de la ZAC est quasiment vendue à 95 ou 96 %, je crois qu'il reste un seul terrain. Nous avons une réunion du syndicat la semaine dernière. Il va falloir donc envisager certainement la troisième tranche parce qu'il y a des demandes, et si vous passez à l'entrée de Castries, vous prenez le LIEN, vous verrez des tas de poteaux parce que la société Kawneer a commencé à construire.

La société Kawneer a pris 7 hectares. Là-dessus il y a 51 emplois directs pour le moment, mais leur centre de recherche et développement international qui est actuellement aux Etats-Unis, ils vont le rapatrier à Via Domitia et je crois que c'est un magnifique exemple de ce que les collectivités peuvent faire pour défendre l'emploi – Madame Brissaud parlait d'emploi – sur notre territoire. Je vous invite à venir visiter ce PRAE Via Domitia. La partie Castries est finie, cette partie-là est en train de se terminer, et comme je vous le dis c'est commercialisé à 95 %. C'est vraiment une très belle réussite dont peuvent être fières la Région et la Métropole.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Bien entendu, je soutiens à fond la subvention. C'est dérisoire par rapport à ce qu'elle va apporter. Il y a la société, mais il y a tous les sous-traitants qu'elle fait travailler aussi.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 27. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – COFINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AxLR – ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Monsieur le Président

Affaire 28 : cofinancement des projets de maturation de la SATT AxLR, attribution de subventions. Chantal Marion.

Chantal MARION

Juste pour revenir sur tout à l'heure, ce n'était pas une subvention que nous votions, c'était un avenant pour prolonger, parce qu'il y a un retard, mais nous ne renouvelons pas le financement. Je tiens à le préciser. Lisez bien ce que nous votons.

Pour l'affaire 28, le comité d'investissement de la SATT a eu lieu le 17 mai 2016. Trois projets de maturation ont été retenus. Déjà, le projet de maturation que vous avez vu tout à l'heure, il vous l'a présenté, INTO, le mot ne me plaît pas trop mais il va le changer, c'est la start-up d'Arthur Dupuy. Il ne l'a pas dit mais ce projet est porté par une équipe de chercheurs à l'Université de Montpellier, et également le CNRS.

L'autre projet de maturation qui a été proposé est Tatitag, c'est un biocapteur sur support rigide ou flexible, pour la détection d'agents pathogènes bactériens. La Métropole va donner un financement de 25 000 euros. En ce qui concerne Monsieur Arthur Dupuy, la Métropole propose 9 000 euros.

Le troisième projet de maturation est YouRythm, une technologie très innovante pour la mesure et l'entraînement des capacités rythmiques auprès des populations saines ou en déficit de facultés cognitives (maladie d'Alzheimer), ou de motricité dans les cas de maladie de Parkinson. Elle est d'ailleurs rattachée au laboratoire Euromov, qui est à l'université de Montpellier, un laboratoire reconnu internationalement et qui fait partie de notre projet de capitale santé.

La Métropole à ce niveau va participer pour 35 000 euros. Nous ne sommes pas les seuls à financer : il y a le FEDER, la SATT, la Région et Montpellier Méditerranée Métropole. Voilà les trois projets. Je vous propose d'aider et d'abonder dans ce sens, car vous le savez : l'innovation des start-ups dans le domaine de la santé est prioritaire pour la Métropole.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Et nous mettons en place la commission de Montpellier capitale santé en présence du Préfet et de l'ARS le vendredi 14 ici à la Métropole, et de tous les partenaires. Commission qui sera chargée de produire auprès du Gouvernement le dossier qui nous permettra de concourir sur le fonds de 150 millions d'euros qui a été fléché par le Gouvernement sur les projets liés au nouveau contrat Etat Métropole.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE DIX LOGEMENTS SOCIAUX – ALLÉE DES ACACIAS A VENDARGUES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 29, logement. Je passe et si Noël veut dire des trucs particuliers, il m'arrête. Construction de dix logements sociaux allée des Acacias à Vendargues. Madame Demon, Monsieur Pellet et Monsieur Ségura ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Monsieur Rouilleault ?

Henri ROUILLEAULT

Juste une question. Il s'agit de subventionner un bailleur social pour permettre l'équilibre d'une opération de construction de logements sociaux. À Castelnau, nous venons d'avoir des opérations comme cela que nous avons subventionnées au dernier Conseil municipal. Je voudrais savoir – et la réponse peut être apportée soit en séance soit par une petite fiche que nous aurions – dans quel cas c'est à la commune de subventionner et dans quel cas c'est à la Métropole de subventionner. Si nous pouvons avoir l'information tout de suite ou plus tard, très bien.

Monsieur le Président

Monsieur Ségura va vous répondre.

Noël SEGURA

Monsieur Rouilleault, simplement en début d'année nous avons voté participations et subventions aux bailleurs privés. Les zones très tendues, zones 1, 2 et 3, n'ont jamais été modifiées. J'en ai fait part à Madame la Ministre du Logement vendredi puisque je représentais le Président à ses côtés, elle a tenu compte de ces observations. Je pense que ce zonage va être revu assez rapidement puisque tous les bailleurs, tous les représentants des logements, y compris ceux de l'immobilier, sont montés au créneau, si je puis dire, sur ce zonage. Cela permet d'équilibrer les opérations, surtout en zone tendue.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix l'affaire 29. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D’UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS DE ONZE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RÉSIDENCE LES IRIS BLEUS – RUE PAUL-RIMBAUD A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L’OPH HERAULT HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30, construction d’un foyer de jeunes travailleurs de onze logements locatifs sociaux rue Paul-Rimbaud à Montpellier. Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE QUATORZE LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE EAST PARK – 2058 RUE GASTON-BACHELARD A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 31, construction de quatorze logements sociaux résidence East Park rue Gaston-Bachelard à Montpellier. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT – RÉHABILITATION D’UN BATIMENT DE 85 LITS – EHPAD JEAN-PERIDIER – RUE JACQUES-BOUNIN A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A L’ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL MAISON DE RETRAITE DE LA CROIX D’ARGENT – JEAN PERIDIER – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32, réhabilitation d’un bâtiment de 85 lits EHPAD Jean Périquier, rue Jacques-Bounin à Montpellier. C’est une garantie d’emprunt pour un EHPAD qui appartient au Département de l’Hérault. Madame Miralles et Monsieur Cotte ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE HUIT LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE DOMAINE VERMENTINO, 439 RUE CROIX-DE-LAS-CAZES A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM DOMICL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 33, construction de huit logements sociaux, Domaine Vermentino, 439 rue Croix-de-Las-Cazes à Montpellier. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 71 LOGEMENTS SOCIAUX – ZAC SAINT-VINCENT LOT N° 2 A PÉROLS – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM ERILIA – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34, construction de 71 logements sociaux ZAC Saint-Vincent, garantie d’emprunt. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE CALAHORRA, ZAC SAINT-ESTÈVE LOT M1 A PIGNAN – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM ERILIA – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 35, construction de 56 logements sociaux résidence Calahorra, ZAC Saint-Estève à Pignan. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE HUIT LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE LA CAPELETTE, RUE DU COURS-COMPLÉMENTAIRE A CASTRIES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

36, construction de huit logements sociaux résidence La Capelette à Castries. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D’AMÉLIORATION DE L’HABITAT DE RENOUVELLEMENT DE MONTPELLIER 2012-2017 – QUARTIERS SAINT-GUILHEM, LAISSAC, SUD-COMÉDIE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

37, opération programmée d’amélioration de l’habitat, renouvellement quartiers Saint-Guilhem, Laissac, Sud-Comédie, attribution de subvention. Contre ? Oui, Madame Brissaud, allez-y.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, je profite de cette affaire concernant le quartier Laissac pour vous poser une question qui inquiète de nombreux riverains et commerçants, une question qui a fait couler un peu d’encre cet été mais dont la réponse n’apparaît pas claire. Quelle est votre décision concernant la reconstruction des halles Laissac ? Le calendrier annoncé avait prévu des travaux pour le premier trimestre 2017 jusqu’à la fin 2018. Avez-vous décidé le report du projet d’un an comme nous l’avons entrevu, ou de l’arrêter complètement, et pouvez-vous nous informer de vos intentions et rassurer ou non les riverains, la population, mais en tous les cas être clair sur ce sujet ?

Monsieur le Président

Madame Brissaud, si vous aviez assisté à la dizaine de réunions de concertation que j’ai eu l’honneur de présider, vous auriez la réponse.

Anne BRISSAUD

Donnez-nous la réponse.

Monsieur le Président

D’ailleurs, comme c’est un sujet montpelliéro-montpelliérain, je vous invite à poser demain soir au Conseil municipal cette question et je vous y répondrai dans le cadre de la séance du Conseil municipal.

Anne BRISSAUD

En introduction, puisque ce n’est pas du tout à l’ordre du jour ?

Monsieur le Président

Quand vous voudrez Madame Brissaud, vous me la posez, je vous réponds, pas de problème.

Anne BRISSAUD

D’accord.

Monsieur le Président

D'ailleurs, j'y étais encore hier après-midi. Vous avez lu *Midi-Libre* aujourd'hui ?

Anne BRISSAUD

Vous savez, Monsieur le Maire...

Monsieur le Président

Vous ne lisez pas la presse ?

Anne BRISSAUD

Bien sûr que je lis la presse mais justement, en lisant la presse, j'ai constaté le report du projet et c'est pour cela que je voudrais des informations sur le sujet.

Monsieur le Président

Le projet n'est pas reporté, il est simplement axé sur le temps de concertation que nous avons donné. Quand on concerte, c'est un peu plus long. Quand on décide comme cela, sans en parler à personne, c'est plus court.

Anne BRISSAUD

Vous faites l'un ou l'autre en fonction de ce qui vous arrange : vous concertez ou vous décidez ?

Monsieur le Président

Madame Brissaud, cela fait trente ans que tout le monde veut démolir Laissac. Moi je l'ai fait, vous pourriez me dire bravo.

Anne BRISSAUD

Alors pourquoi le projet est toujours sur le site internet avec ce qui a été voté en concertation ?

Monsieur le Président

Vous pourriez me dire bravo, surtout si vous êtes candidate aux législatives sur le centre-ville.

Thierry BREYSSE

Vous en parlerez demain, cela suffit maintenant.

Anne BRISSAUD

Holala !

Monsieur le Président

Ils sont vilains, ces garçons !

Anne BRISSAUD

Il a besoin d'autant de défense, ce Président, que vous interveniez comme cela pour le secourir ? C'était une simple question et vous en faites un sujet. Très bien, nous en parlerons demain.

Monsieur le Président

C'est fini. 37, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA CONDUITE DES OPÉRATIONS OPAH-RU ET THIRORI DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE AU PROFIT DE LA VILLE DE MONTPELLIER, DANS LE CADRE DES CONCESSIONS D'AMÉNAGEMENT GRAND CŒUR ET NOUVEAU GRAND CŒUR

Monsieur le Président

38, convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la conduite des opérations OPAH-RU et Thirori de Montpellier Méditerranée Métropole, au profit de la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement Grand cœur et Nouveau grand cœur. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT – OPÉRATION RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2016 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT A MONTPELLIER

Monsieur le Président

Affaire 39, Rénover pour un habitat durable et solidaire. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 – QUARTIERS SAINT-GUILHEM, LAISSAC, SUD-COMÉDIE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS ET DEUX COPROPRIÉTÉS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40, opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier, quartiers Saint-Guilhem, Laissac, Sud-Comédie. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Vous ne me reposez pas la question ?

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 – SECTEURS GAMBETTA, FIGUEROLLES, NORD-ECUSSON – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE HUIT LOGEMENTS ET NEUF COPROPRIÉTÉS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41 : opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier Gambetta, Figuerolles, Nord-Ecusson. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 42 : COHÉSION SOCIALE – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE – QUARTIER MOSSON – DÉMOLITION DE LA TOUR D'ALEMBERT – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A ACM HABITAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

42, projet de renouvellement urbain quartier Mosson, démolition de la tour d'Alembert. Pas de demande d'explication ? Vous avez lu la presse, alors ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Parce que quand même, c'est la dernière tour de la Paillade, des Hauts-de-Massane, c'est-à-dire de la frontière avec Grabels. Mais vous ne croyez pas si bien dire en disant que c'est une frontière. Un jour, je vous raconterai quand le PS m'a demandé d'exclure Monsieur Revol et que j'ai refusé. Du coup, il a démissionné tout seul et moi j'ai été exclu.

AFFAIRE N° 43 : COHÉSION SOCIALE – CONVENTION ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR LA GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE BIONNE A MONTPELLIER – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

43, convention entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage. Il y a cette affaire 43 et l'affaire 44 qui suit, je vais donner la parole à Madame Dardé pour ces deux affaires qui sont très importantes et qui représentent 18 millions d'euros.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, l'affaire 43 concerne la convention entre l'Etat et la Métropole pour la gestion de l'aire de Bionne. Comme vous le savez, la compétence gestion des aires d'accueil des gens du voyage a été transférée à la Métropole et chaque année, pour la gestion des aires nous devons signer une convention avec l'Etat pour permettre le versement des aides concernant le fonctionnement de ces aires d'accueil. Cette convention est destinée à nous permettre de percevoir de l'ordre de 50 904 euros. Je dis « *de l'ordre* » parce que vous savez qu'une partie de cette convention concerne une part fixe, elle est versée par la CAF, et l'autre partie est une part variable, fonction du taux d'occupation de l'aire de Bionne. Nous vous demandons de bien vouloir approuver ce projet de convention.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 44 : COHESION SOCIALE – COHESION SOCIALE – ETUDES ET RÉALISATION D'UN RÉSEAU D'AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ET D'AIRES DE GRANDS PASSAGES – MANDAT CONFIE A LA SA3M – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44.

Catherine DARDE

L'affaire 44 concerne les études et réalisation du réseau d'aires d'accueil et d'aires de grand passage. Vous vous souvenez que nous avons présenté à cette assemblée le schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui comprend bien sûr une partie qui concerne le territoire de la Métropole. Sur le territoire de la Métropole, nous avons programmé un objectif de 260 places d'aire d'accueil et 680 places d'aire de grand passage. Nous avons réalisé aujourd'hui 80 places d'aire d'accueil et 150 places de grand passage qui sont situées à Lattes.

La proposition qui vous est faite, après le diagnostic partagé que nous avons étudié ensemble, est la feuille de route validée par vous-même et par le Préfet en mai dernier. Nous avons maintenant l'obligation de mettre en œuvre ce schéma et nous vous proposons que la Métropole confie à la SA3M le soin de conduire l'ensemble des études et des travaux nécessaires à la réalisation de ce réseau des aires d'accueil des gens du voyage et des aires de grand passage.

Cette mission, nous la prévoyons sur une durée maximale de six ans, 72 mois. C'est le contenu du mandat que nous confions à la SA3M. Puisqu'il faut mettre à disposition des terrains, le foncier sera mis à disposition dans le calendrier de six mois pour la première à trente mois pour la dernière réalisation, et le montant de l'enveloppe prévisionnelle pour financer l'ensemble de ces études et de ces travaux a été évalué par nos soins à 14 959 385 hors taxes, dont une rémunération bien sûr due au mandataire, la SA3M, parce qu'elle met à notre disposition ses compétences et services pour la réalisation de cette étude et de cette mise en œuvre.

Il vous est proposé de bien vouloir autoriser le Conseil à inscrire les crédits nécessaires au budget, chapitre 905, de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci Madame Dardé. Je vais donner la parole à ceux qui souhaitent la prendre. Monsieur Rico.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, mes chers collègues, je salue totalement la décision relative à cette décision, et surtout le montant prévisionnel qui va être engagé pour nous mettre tous en conformité.

Je souhaiterais que dans le cadre de cette étude ne soit pas oublié le recensement des sites habituellement attaqués, et que nous puissions à terme, pour le futur, faire des préconisations à l'ensemble des propriétaires privés ou publics pour pouvoir défendre leur site. Merci.

Catherine DARDE

L'idée est intéressante mais elle n'est pas prévue dans le schéma des gens du voyage. Je voudrais ajouter un élément qui est en cours. Dans le cadre de l'évolution législative, une proposition de loi est présentée actuellement aux assemblées, qui va permettre aux communes conformes au niveau de la réglementation du schéma d'accueil des gens du voyage – bien que le schéma ne soit pas entièrement réalisé – de maintenir ce qui leur était accordé, c'est-à-dire le concours de la force publique par les autorités de l'Etat en cas d'intrusion.

Cela va permettre à ces communes de ne pas attendre la fin de la réalisation du schéma pour pouvoir bénéficier de ce qui était avant le transfert à la Métropole leur capacité de se saisir du Préfet. Dans le cas de Pérols, lorsque l'aire sera réalisée, le Maire pourra demander directement au Préfet le concours de la force publique bien que nous n'ayons pas entièrement réalisé le schéma. C'est le cadre d'une proposition de loi qui est en cours d'examen par le Parlement. Cela répond en partie à vos préoccupations. Vous pourrez bénéficier du concours de la force publique pour chasser ceux qui s'installent sur les aires de la commune de Pérols qui ne sont pas des aires officiellement autorisées.

Monsieur le Président

C'est l'occasion de remercier sur ce dossier Catherine Dardé et tous les Maires de la Métropole, parce que c'est un truc de fou auquel s'attaquent rarement les élus. Là, nous sommes arrivés à un consensus global avec les 31 communes. De très nombreuses réunions ont été organisées, présidées par Catherine Dardé, en présence des Maires, des DGS des communes et des services de la Métropole. Nous sommes arrivés à organiser ce schéma pour répondre aux attentes que préconise la loi.

Il faut le dire quand c'est bien, aussi ! C'est courageux de faire cela. La preuve : même le Parlement est en train de reculer. Autoriser les Maires à faire venir la force publique sur des terrains qui ne sont pas des aires de gens du voyage donne l'opportunité aux communes de ne pas construire les aires des gens du voyage. Bien sûr ! Ils peuvent attendre. Nous pouvons encore avoir du temps pour mettre à exécution le plan d'aménagement. Cela veut dire que le projet que nous menons est un projet courageux et solidaire. Il faut le dire. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Nous allons juste ajouter un petit point. Je pense qu'il faudrait que l'on valorise l'impact important sur notre territoire du Sud de cette gestion des gens du voyage à quelques encablures des Saintes-Maries-de-la-Mer, pour rappeler à l'Etat qu'il ne serait pas inutile que dans la septième Métropole de France il y ait une compagnie de CRS en permanence qui soit installée, ce qui n'est pas le cas. Nous courons après les CRS – les pauvres, ce n'est pas leur faute –, qui sont appelés sur différents théâtres d'opérations, en particulier à l'heure actuelle avec la gestion des migrants sur la frontière italienne où il y a trois compagnies de CRS en permanence. Il faudrait rappeler qu'il nous manque beaucoup de forces de sécurité nationale et qu'en la matière, c'est aux nationaux de faire partir les gens du voyage, et pas aux municipaux, car nous n'en avons pas les moyens.

C'est un argument de plus dans votre débat avec le Gouvernement, Président, qui doit revenir. Nous n'avons pas seulement la gestion de nos 450 000 habitants ; nous avons aussi ce problème grave. Parce qu'il est grave : il nous pourrit la vie et pourrit la vie de nos concitoyens, il freine l'économie, je pense en particulier chez Jean-Pierre au parc des expositions, et à plein d'autres équipements qui aujourd'hui ne peuvent pas

fonctionner correctement en raison des invasions permanentes que nous avons sur les parkings et ailleurs. Merci.

Catherine DARDE

Je souscris tout à fait à ta proposition. Encore faudrait-il que les forces de police qui sont mobilisées sur notre territoire arrivent à faire le travail correctement et à verbaliser et sanctionner les comportements de certains gens du voyage (je ne fais pas d'amalgame) qui sont absolument hors la loi. Malheureusement, aujourd'hui ce n'est pas le cas. Nous espérons que l'Etat sera un peu plus fort pour le faire dans les mois ou dans les années à venir.

Monsieur le Président

Qui souhaite prendre la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 45 : COHESION SOCIALE – ASSOCIATION LE PASSE-MURAILLE – CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE – MÉTIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNICATION SUR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Monsieur le Président

Affaire 45, association le Passe-Muraille, qui veut des explications auprès de Catherine Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 46 : COHESION SOCIALE – ASSOCIATION LE PASSE-MURAILLE – CHANTIER D'INSERTION BERGES – SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46, association le Passe-Muraille, chantier d'insertion berges, subvention, convention. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 47 : RESSOURCES HUMAINES – ADHÉSION A L'AFPOLS – ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE DES ORGANISMES DE LOGEMENT SOCIAL

Monsieur le Président

47 : adhésion à l'AFPOLS, Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 48 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Affaire 48 : modification du tableau des emplois et des effectifs. Monsieur Pierre Bonnal, souhaitez-vous prendre la parole ?

Pierre BONNAL

Répondre aux questions s'il y en a.

Monsieur le Président

Pas de question ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 49 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – ISIGAZ – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49 : ISIGAZ, avenant numéro 1 à la convention de partenariat, autorisation de signature. Madame Michelle Cassar.

Michelle CASSAR

Vous savez, chers collègues, que par délibération du 30 septembre 2015, la Métropole s'était associée au déploiement de l'action d'Isigaz, dans le but de renforcer l'information sur la sécurité des personnes utilisant le gaz, développer la médiation sociale auprès des personnes en difficulté, et contribuer par ce fait à l'amélioration de la qualité des services liés à l'énergie. Une convention de partenariat a été signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, Engie, le CCAS de la Ville de Montpellier, ACM Habitat et FACE Hérault, avec pour objet de déterminer les modalités de coopération en vue de développer les actions Isigaz.

Un nouveau contrat de service public a été signé le 30 novembre 2015 entre l'Etat et GRDF, confiant ainsi à GRDF le déploiement du dispositif Isigaz. Il est donc nécessaire de prévoir un avenant numéro 1 à la convention de partenariat existante ayant pour objet de modifier la convention afin de procéder au transfert des droits et obligations d'Engie au titre de la convention, au profit de GRDF, et ainsi de permettre la continuité du déroulement de l'opération Isigaz confiée à FACE Hérault.

Monsieur le Président

Merci Madame Cassar. Qui demande la parole ? Madame Hart ne prend pas part au vote, j'allais le lui proposer. C'est ce que j'étais en train de dire. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 50 : CULTURE – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE A L'ASSOCIATION CINÉMED – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION TOURISME ET LOISIRS – CONVENTION DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50, culture, affectation d'une subvention complémentaire à l'association Cinémed à hauteur de 31 500 euros. Monsieur Cour, Madame Galabrun, Monsieur Travier, Monsieur Caizergues, Madame Kerangueven, Monsieur Malek et Monsieur Calvat ne prennent pas part au vote. Laetitia Casta, invitée d'honneur, Présidente du jury. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. La Marianne de 2000 !

AFFAIRE N° 51 : CULTURE – MUSÉE FABRE – MARCHÉ N° 3951DC15 DE GARDIENNAGE DU MUSÉE FABRE ET DE L'HÔTEL DE CABRIÈRES SABATIER D'ESPEYRAN – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

51, culture, musée Fabre, marché de gardiennage. Pas de demande d'explication auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 52 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DU LOUVRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52, convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre, 2 000 euros. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 53 : CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES – APPLICATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION – PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER – APPROBATION

Monsieur le Président

53, réseau des médiathèques, application de la convention de partenariat avec la bibliothèque publique d'information. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 54 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT CHORÉGRAPHIQUE INTERNATIONAL – CENTRE CHORÉGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

54 : convention de partenariat avec l'Institut chorégraphique international Centre chorégraphique national de Montpellier, Bernard Travier va nous dire un mot.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues, le Centre chorégraphique national est dirigé par Christian Rizzo. Je dois saluer son arrivée parce que, depuis qu'il est parmi nous, ce centre a pris une autre allure et son implication sur le territoire de la Métropole est de plus en plus importante, à tel point qu'une convention de partenariat a été préparée.

Il y a un autre avantage à cela : le centre a une activité de formation importante qui attire chez nous des jeunes et des résidents. Il a aussi maintenant une dimension internationale qui fait que nous nous sommes relayés avec les centres chorégraphiques du pays qui sont peu nombreux, je tiens à le dire, et qui ont tous une activité tournée vers l'international. Cela nous situe dans ce mouvement.

Nous étions « partenaires » puisque nous ne versions pas de subventions jusqu'à ce jour. Mais je le rappelle : nous logeons le Centre chorégraphique national. Une nouvelle convention a été signée il y a quelques mois puisque l'Agora est occupée d'une part par Montpellier danse et d'autre part par le Centre chorégraphique national. Je vais m'employer à améliorer la signalétique, la visibilité du Centre chorégraphique national qui est tout à fait absent sur les murs et dans les couloirs. Il faut lui rendre la place qui est la sienne. Il y a des gens qui ont un grand appétit. Il faut qu'ils apprennent un peu à partager, pour le bien de tous.

J'ai obtenu aussi que le conservatoire puisse enfin entrer dans l'Agora et que les enfants puissent y travailler. Nous avons réalisé pour cela un plancher spécial qui nous a coûté 60 000 euros. Cette année, nous avons fait un premier effort qui est important, nous avons alloué une subvention de 50 000 euros au Centre chorégraphique national et normalement l'année prochaine nous aurons une subvention de 150 000 euros de façon à ce que ce centre... Il y en a très peu, j'hésite sur le nombre entre sept et treize, je ne sais plus, en France nous tenons à le garder, d'autant que son Directeur a vraiment un projet intéressant pour le centre mais aussi pour la Métropole, ce qui n'est pas toujours le cas.

C'est pour cela que je tiens à le remercier pour tout le travail qu'il fait avec nous et pour nous, que ce soit pour les élèves, pour les personnes en difficulté, et pour l'ensemble du territoire. Mesdames et Messieurs les Maires verront de quelle manière cela va se réaliser sur l'ensemble du territoire de la Métropole. J'ai toujours en tête une seule règle, conformément à ce que vous m'avez demandé, Monsieur le Président, c'est l'équité entre les communes. Qu'il n'y ait pas un secteur favorisé par rapport aux autres. Tout cela est en train de se mettre en place.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Bernard.

Bernard TRAVIER

Je m'excuse, je n'ai rien dit de ce qui est soumis au vote : c'est un partenariat, une nouvelle manifestation sur l'ouverture du CCN entre le musée Fabre et le Centre chorégraphique national. Il y aura le 8 octobre 2016 un parcours dansé qui aboutira au musée Fabre. Il y a bien évidemment des obligations à la charge des deux parties qui sont décrites dans la délibération qui vous est soumise et qui ne justifient pas que je les développe.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 54. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 55 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – APPRENTISSAGE DE LA NATATION – CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55, Jean-Luc Meissonnier pour la natation.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, il s'agit d'un dispositif « J'apprends à nager ». N'y voyez pas une allusion au comportement de certains élus ce soir ou en séance du Conseil municipal où il a fallu jouer de certaines situations. Il est bien destiné, ce dispositif « J'apprends à nager », à permettre aux enfants entrant en classe de sixième d'apprendre à nager. Une priorité sera donnée aux enfants issus des quartiers ciblés dans le cadre de la politique de la ville. Une subvention va être donnée de 1 000 euros à chaque club allant dans ce dispositif. Il s'agit de Montpellier Paillade natation, de Montpellier natation synchronisée, Montpellier sauvetage, Montpellier triathlon, l'ASPTT et Aqualove sauvetage.

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires auprès de Monsieur Jean-Luc Meissonnier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 56 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS D'ATTRIBUTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56, clubs et associations sportives, affectation de subventions.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, pour la quatrième année, il s'agit de faire passer le brevet national de sauvetage aquatique dédié aux demandeurs d'emploi. La saison sportive 2016-2017 : 2 000 euros pour le club Palmes de Montpellier, 2 000 euros pour le club Montpellier sauvetage, 2 000 euros pour Montpellier Paillade natation et 1 500 euros pour le club Aqualove.

En point numéro 2, nous avons en même temps une désaffectation de subvention de 5 000 euros, c'était le Trophée taurin initialement prévu à destination du club taurin Lou Razet ; en fait c'est le comité des fêtes de Pérols qui va organiser la course du Trophée taurin de la Métropole.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 57 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES – RÉHABILITATION DU CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE – LANCEMENT DE L'OPÉRATION – ETUDES RELATIVES A L'ACCUEIL DU HAUT NIVEAU – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 57, voilà un sujet intéressant !

Jean-Luc MEISSONNIER

Tout à fait, Monsieur le Président de la Métropole. Sujet qui est venu sur la commission sport, et nous avons très bien expliqué le contexte. Le contexte est très simple. La piscine Neptune date de décembre 1969. Il y a plus de 45 ans que cette piscine officie dans le quartier de la Mosson. La fréquentation initialement prévue de 50 000 pratiquants par an est passée à 150 000 actuellement. Nous avons un équipement qui n'est plus adapté aux exigences actuelles de confort des publics. La configuration de l'équipement peut conduire les équipes à faire face à des incivilités, nous en avons eu cet été comme l'année dernière. Il manque de lignes d'eau pour accueillir les clubs et associations sportives, bien sûr haut niveau et apprentissage de la natation.

Le projet proposé : réhabiliter le centre nautique Neptune et le positionner comme un pôle d'entraînement de la natation de haut niveau tout en optimisant l'accueil du grand public et des scolaires. Je rappelle que les scolaires du quartier de la Mosson de la Paillade vont s'entraîner un peu plus loin dans d'autres piscines, ce qui est un scandale.

Monsieur le Président

Y compris à Amphitrite, à Saint Jean de Védas.

Jean-Luc MEISSONNIER

Tout à fait. Les grandes programmatiques : la création de nouveaux bâtiments sportifs et techniques, et le réaménagement des bâtiments existants, en même temps l'agrandissement et l'aménagement des espaces extérieurs, les aménagements de voiries et de parkings, l'amélioration du traitement de l'eau et de l'air, la mise aux normes de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Le coût estimé : 12 500 000 euros avec les acquisitions foncières. En plus, il y a les études en cours de faisabilité technique et financière de la création d'un bassin extérieur olympique de 50 mètres, supplémentaire, pour un montant de 5 800 000 euros supplémentaires.

Aujourd'hui ce sont des intentions. Au prochain passage en Conseil, il y aura une validation du programme. Voilà ce que j'avais à dire sur ce sujet-là.

Monsieur le Président

Cela veut dire que nous finançons, au cours de cette délibération, les études.

Jean-Luc MEISSONNIER

Tout à fait.

Monsieur le Président

Les premières études pour reconfigurer totalement le centre nautique Neptune qui a cinquante ans. L'esprit, comme l'a dit Jean-Luc Meissonnier, est de conserver ce qui marche, de valoriser ce qui marche moins et de créer d'autres lieux d'apprentissage de la natation.

Le centre Neptune se trouve dans le périmètre ANRU. Lorsque nous l'avons dessiné, avec le crayon, je suis passé derrière le stade de la Mosson, j'ai contourné les berges de la Mosson et j'ai englobé Neptune. L'ANRU a été d'accord. Cela nous permet d'espérer élargir sur les fonds de l'Etat pour remettre en état totalement le centre Neptune.

Ce centre Neptune a plusieurs avantages. D'abord, il s'adresse aux gens du quartier, 150 000 personnes qui le fréquentent par an. Mais pour qu'il réponde à la demande, il faut qu'il réponde d'abord à la demande des scolaires. Il manque un bassin d'initiation à la natation, et il manque aussi un bassin ludique pour les

familles. Cela, nous pouvons le faire sur le Sud du complexe Neptune, là où deux terrains appartiennent à la Ville de Montpellier, que je pourrais transférer à la Métropole.

Sur ces terrains-là, il y a un très gros arbre séculaire au centre de la parcelle. Les gens ont l'habitude de fréquenter ce lieu. Ils peuvent très bien le fréquenter et surveiller les enfants à l'intérieur du centre. C'est l'interface avec le quartier. C'est comme cela que nous le voyons.

Pour ce qui est du bassin de natation et d'entraînement professionnel, il y a un bassin de 50 mètres à ciel ouvert qui est rarissime : c'est le seul dans le secteur. Philippe Lucas a vu le complexe et nous l'avons vu avec lui. Philippe Lucas n'entraîne jamais les nageurs *indoor*. Il les entraîne toujours à l'extérieur. Et comme il arrive plus ou moins en fin de contrat à Narbonne, il est très intéressé pour entraîner à la Paillade, ce qui permet d'afficher sur le quartier de la Mosson à la fois un centre de natation de très haut niveau, mais également une remise en état du centre Neptune à l'attention de tous les habitants du quartier.

Voilà l'objet de cette première délibération. Nous faisons ce que nous avons dit. Qui veut la parole ? Madame Bouallaga et Monsieur Larue.

Sabria BOUALLAGA

Nous avons assisté, Eric Petit et moi-même, à la commission sport. Force est de constater que cette piscine âgée de 47 ans a nécessité une réflexion pour imaginer son avenir et son devenir. Nous avons également constaté, à la réception des affaires, que l'affaire abordée en commission a été modifiée ; nous sommes donc ravis de voir que nos réflexions, nos questionnements sont pris en compte et que finalement, certaines commissions ne servent pas à rien.

Un montant pareil, un peu plus de 18 millions d'euros, donne le vertige. En effet Monsieur le Président, c'est une piscine utilisée par les enfants de la Paillade mais pas que. C'est une piscine excessivement utilisée l'été parce qu'elle offre des bassins extérieurs avec des toboggans et de multiples activités. Elle offre aussi la possibilité à certains professionnels ou certains sportifs de haut niveau de s'y entraîner, mais nous pouvons tout de même nous demander si un tel projet ambitieux est utile aux habitants. Surtout quand on voit que l'ANRU va devoir contribuer à ce projet. Comme vous l'indiquez à juste titre Monsieur le Président, c'est un projet cohérent car il concerne le cadre de vie des habitants, mais quand même.

Néanmoins, il est regrettable que ces habitants soient ponctionnés sur un projet ANRU, d'autant plus dans le contexte socio-économique dans lequel se trouvent ces quartiers populaires. Je comprends tout à fait l'idée ambitieuse que vous avez envie d'apporter à la Paillade, je ne suis pas contre cette idée. Sauf que ce centre est destiné à devenir, comme vous l'avez indiqué tout à l'heure, un pôle d'excellence avec la venue d'un entraîneur superconnu, superexigeant, dont les coûts sont aujourd'hui inconnus.

Il serait quand même intéressant, Monsieur le Président, de chiffrer le fonctionnement annuel de tout ce qui va en découler et comme l'a à juste titre indiqué votre Adjoint aux sports, le service public est la plupart du temps, voire toujours, déficitaire.

En début de prérapport, Monsieur le Président, il est indiqué que ce centre nautique est intimement lié à la vie du quartier et je le concède, moi-même je fréquente cette piscine que j'apprécie particulièrement pour le bassin extérieur l'hiver, mais nous pouvons nous poser la question, Monsieur le Président, sur le stade de la Mosson. Je m'explique : nous savons qu'il va être voué à la disparition dans ce quartier et qu'il va être déplacé. Par conséquent, il serait peut-être utile et judicieux de réfléchir à un projet qui engloberait cette piscine ambitieuse que vous envisagez pour les habitants de la Métropole, et d'inclure peut-être un complexe sportif qui viendrait s'inscrire dans quelque chose qui aurait à notre sens plus de « cohésion socio-économique ». Nous pourrions par exemple l'appeler la maison sportive des jeunes, associée à votre piscine aussi ambitieuse.

Bien sûr, elle est coûteuse. C'est un pôle d'excellence qui serait réservé à une élite ; dans ce contexte nous pourrions imaginer que cela pourrait l'ouvrir à davantage d'habitants. Nous regrettons l'absence de débat, Monsieur le Président, dans cette affaire, qui est très importante pour les habitants de Montpellier mais pas

que. Moi, je trouve votre projet tout à fait ambitieux mais il est un peu flou et doit, je le répète, s'inscrire dans un projet global. Les quartiers populaires – en plus, vous l'avez dit, l'ANRU va être utilisée – souffrent d'absence de lien.

Vous avez la possibilité, grâce à ce projet, de créer un véritable complexe. Vous avez tout à fait la place. Il y a je ne sais pas combien de mètres, je ne suis pas un architecte urbaniste, mais vous avez tout à fait la place de créer une piscine ambitieuse sans trop tomber dans l'excès, un projet de complexe sportif dans lequel vous mettriez de la cohésion sociale entre les associations, vous créeriez du lien, vous pourriez créer aussi de l'embauche pour ces jeunes de quartiers populaires et pas que. Je pense que là, nous serions vraiment dans quelque chose de beaucoup plus ambitieux que ce projet.

Pour l'absence de débat, le Groupe libres et humanistes s'abstiendra sur cette affaire. Merci pour votre écoute.

Monsieur le Président

Madame Bouallaga, je vais vous répondre. Vous avez dit des choses très justes. Vous avez dit qu'il faut avoir un projet ambitieux. 18 millions d'euros, c'est ambitieux.

Que voulez-vous ? Des sous-nageurs pour la Paillade ?

Il faut le top pour la Paillade. Demandez aux habitants ce qu'ils en pensent ! Vous verrez qu'ils sont d'accord avec moi. Je ne vais pas encore faire référence à certains chiffres, mais je vous assure qu'ils sont d'accord avec moi.

Quant à votre vision globalisée sur les bords de la Mosson, si le trait de l'ANRU passe au bord de la Mosson, c'est parce qu'évidemment nous avons consigné tout cela. Mais attention : nous sommes en zone rouge. Nous n'avons pas le droit de construire une seule cabane. Nous n'avons plus le droit.

Nous devons nous débrouiller avec du terrain nu, de la végétation, des terrains de sport, oui, mais nous ne pouvons pas construire, sinon il n'y aurait pas de raison de détruire le stade. Ce n'est pas un dossier que nous allons traiter maintenant mais je lance l'idée, car les assurances ne veulent plus nous rembourser. On a construit un stade en zone rouge, zone interdite. Chaque fois qu'il y a une inondation, cela coûte des millions d'euros que les assurances ne veulent plus rembourser.

Oui, il faut un projet ambitieux pour la Paillade et je crois que le projet de restauration de Neptune est ambitieux. Il faut le lier avec tout le reste de la parcelle, je suis d'accord avec vous, mais dans le cadre des lois qui nous permettent de construire ou de ne pas construire. Nous n'avons pas le droit de construire. Nous ne pouvons faire que des terrains de sport et de l'environnement, et des plantations.

Monsieur Larue.

Alex LARUE

Monsieur le Président, deux commentaires. Un premier commentaire suite au rapport de Monsieur le Vice-Président qui faisait référence tout à l'heure aux incivilités de cet été. Pourrions-nous avoir un peu plus de précisions ?

Monsieur le Président

Bien sûr, je me suis rendu sur les lieux immédiatement pendant que certains étaient en vacances.

Alex LARUE

Je finis ma question.

Monsieur le Président

J'y suis allé. Je vais vous expliquer cela par les détails, par le menu.

Alex LARUE

Si je peux juste poser ma question ?

Monsieur le Président

J'y suis allé à l'improviste, Monsieur Larue, pour justement ne pas être influencé par les services de la Métropole qui pourraient me raconter ceci, cela, le reste. J'y suis allé à 9 heures du matin, non accompagné de Monsieur Meissonnier, non accompagné de Monsieur Abert, uniquement avec le chauffeur de la Ville, pour voir exactement ce qui se passait. Je suis tombé sur les animateurs qui s'occupent justement de la sécurité. Etes-vous déjà allé au centre Neptune ?

Alex LARUE

Oui, j'y suis déjà allé. Mais pas à 9 heures du matin sans la presse.

Monsieur le Président

Donc vous allez comprendre ce que je dis au niveau de la structure des locaux.

Alex LARUE

En revanche, je vais souvent aussi à la piscine Antigone, et les bornes...

Monsieur le Président

Antigone, c'est facile.

Alex LARUE

J'habite à côté. Monsieur Saurel, juste un petit point là-dessus : est-il vrai que les horaires ont été modifiés pour ouvrir de 8 heures à midi ou à 13 heures, plutôt que de 9 heures jusqu'à 17 heures ?

Monsieur le Président

Les horaires ont été modifiés en raison des incivilités qui ont été présentes. Mais le problème n'est pas là. Le problème est comment régler les incivilités.

Alex LARUE

Je suis d'accord, j'irai dans votre sens, ce n'est pas le sujet, mais je trouve qu'il est dommage de changer les horaires juste pour profiter du moment où les bandes qui mettent un peu le bazar dorment.

Monsieur le Président

Il y a eu des violences, il faut être responsables.

Alex LARUE

Vous avez raison. Mais une fois que vous avez changé les horaires, vous savez ce qui s'est passé : ces bandes sont allées à la piscine d'Antigone. Je trouve cela dommage d'avoir pénalisé les habitants du quartier, parce qu'une piscine extérieure est quand même beaucoup plus pratique l'après-midi que le matin, l'été. C'était ma première question.

Monsieur le Président

Je vous réponds sur les incivilités, vous ne me laissez pas répondre sur les incivilités. Vous me posez une question sur les incivilités et sur le centre Neptune.

Alex LARUE

La réponse est de changer les horaires, je trouve cela un peu court.

Monsieur le Président

L'entrée du centre Neptune a cinquante ans, elle se fait dans un petit sas de 2 mètres carrés, avec un couloir qui n'est absolument pas propice à gérer les incivilités. Cette piscine qui a été faite pour une fréquentation de 50 000 personnes par an et qui aujourd'hui en reçoit 150 000 n'est plus capable physiquement de les recevoir.

Alex LARUE

Je n'ai jamais dit le contraire, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Donc il faut refaire la piscine. Il faut refaire le sas d'entrée, refaire les vestiaires, refaire les bureaux du Directeur de la piscine, que j'ai visités, refaire les garages.

Alex LARUE

Je ne vous ai pas dit le contraire.

Monsieur le Président

J'y suis allé, j'ai tout vu !

Alex LARUE

Vous pouvez le dérouler pendant des heures, je ne vous ai pas dit le contraire, ce n'est pas ma question.

Monsieur le Président

Et le jacuzzi aussi ne marche pas. Vous avez parlé du toboggan, je n'ai pas voulu vous reprendre tout à l'heure. Il ne marche pas non plus. On m'aurait dit : « *Il en veut à Madame Bouallaga, il la contredit tout le temps.* » Vous savez que les toboggans en forme d'escargot, il faut qu'ils soient mouillés à l'intérieur pour que l'on glisse mieux, et là il est tout sec.

Alex LARUE

Monsieur le Président, puis-je continuer ?

Monsieur le Président

Avec plaisir, Monsieur.

Alex LARUE

Deuxième sujet – je suis content d'être resté – : sur le projet de stade que vous avez annoncé avec tambours et trompettes cet été, dont vous aviez fixé le lieu (Odysseum), le calendrier, je crois, était 2021 ou 2022.

Monsieur le Président

Le calendrier est qu'au mois d'octobre, je présenterai l'implantation du stade.

Alex LARUE

Ce n'est pas quelque chose de très lointain, comme vous venez de le dire il y a cinq minutes.

Monsieur le Président

C'est après les élections municipales de 2020. Il y aura un référendum grandeur nature.

Alex LARUE

Il reste à fixer le nom, mais je pense que vous avez déjà une idée. Là-dessus et plus sérieusement, il y a un vrai sujet parce que nous sommes dans une phase d'incertitude financière dans notre Métropole. Monsieur Lévi ne dira pas le contraire. Je ne sais pas où nous en sommes des échanges sur le transfert de compétences. Vous conviendrez que c'est un sujet très important. Et c'est lié finalement aux conséquences financières des projets d'infrastructures. Tout à l'heure j'ai entendu un Maire qui disait qu'en ce moment nous avons beaucoup de projets d'infrastructures, de projets structurants qui ne sont peut-être pas forcément la priorité. Je pense qu'un stade c'est entre 120 et 150 millions d'euros. Avec cela nous pourrions parler de la COM, la RN113, la ligne 5, je pense qu'il y a des priorités aujourd'hui.

Soit vous me dites ce soir que ce projet que vous avez annoncé peut-être un peu hâtivement va être rediscuté mais finalement il n'y a rien de fait, soit vous me dites que finalement vous allez le faire, et si vous allez le faire comme je l'ai écrit, je vous demande qu'il y ait un vrai débat. Ce projet n'était pas du tout prévu dans votre programme municipal.

Monsieur le Président

Vous n'avez pas voté pour moi !

Alex LARUE

Cela, vous ne le savez pas.

Monsieur le Président

Vous êtes fort ! Vous me reprochez que ce que nous proposons là n'était pas inscrit dans mon programme.

Alex LARUE

Monsieur le Président, vous savez très bien que ce projet structurant va avoir un impact considérable sur les finances de la Métropole. Nous nous battons au quotidien – tout à l'heure j'ai bien entendu le débat sur la taxe de séjour – pour faire entrer un maximum d'argent dans cette Métropole. Encore une fois il y a des priorités. Je vous demande si oui ou non ce projet est sérieux et prévu à court terme – et quand je dis « *court terme* », c'est dans les cinq ans qui viennent –, et si c'est le cas, soit nous avons un vrai débat en Métropole, soit il faut interroger la population.

J'ai bien entendu le conseil de Maud Bodkin de faire un peu plus d'études de droit public, je te promets, j'en ferai un peu plus. La loi nous permet maintenant de faire des référendums locaux. Je vous demande d'organiser un vrai référendum pour qu'il y ait un vrai débat là-dessus, pour ne pas que votre projet annoncé à la va-vite vienne plomber les finances de la Métropole et sa capacité d'investissement sur des projets structurants et urgents. On nous dit que le COM, cela fait trente ans que nous l'attendons, je pense que maintenant il faut fixer un ordre de priorité.

Monsieur le Président

Monsieur Larue, vous savez combien Lyon a mis de temps pour faire le stade ? Dix ans.

Alex LARUE

C'est vous qui avez annoncé le calendrier, ce n'est pas moi.

Monsieur le Président

Je n'ai pas le droit de parler ? Je n'ai pas le droit de dire qu'il faut construire le stade de la Mosson qui est aujourd'hui obsolète et inondable ? Oui, j'ai le droit de le dire, c'est la vérité.

Alex LARUE

Vous n'avez pas le droit de fixer d'ores et déjà un lieu et un calendrier sans que cela ait été débattu.

Monsieur le Président

Nous avons plusieurs lieux.

Alex LARUE

Je suis un peu vos déclarations. Au départ c'était Saporta, finalement c'est Odysseum, cela a changé, vous l'avez fixé sur Odysseum, et vous avez aussi fixé un calendrier, vous l'avez encore dit tout à l'heure.

Monsieur le Président

Tout sera concerté, comme les halles Laissac.

Vous êtes en contradiction ! Ne vous inquiétez pas. Nous l'avons fait, les halles Laissac. Nous les avons détruites. Ne vous inquiétez pas !

Nous reviendrons vers vous pour vous donner toutes les étapes.

Alex LARUE

Je vous demande surtout le calendrier et l'implantation.

Monsieur le Président

D'abord nous allons parler de l'implantation possible.

Alex LARUE

Vous revenez en arrière sur le calendrier annoncé.

Monsieur le Président

Nous parlerons du calendrier après.

Alex LARUE

C'est parce que vous en avez parlé dès le début vous-même que je me suis permis ces questions.

Monsieur le Président

Je vous avais dit 2002 ou 2003, cela fait cinq ou six ans. Cela fait beaucoup moins que Lyon. Mais il faut que nous puissions le construire parce que 120 millions d'euros, il faut aussi qu'il y ait une coopération public-privé.

Alex LARUE

Du coup, vous verrez avec Maud qui vous aiguillera, puisqu'elle sait mieux que moi, mais évitez les PPP puisqu'à la fin nous serons tous perdants.

Monsieur le Président

Je ne vous ai pas dit « *partenariat* », je vous ai dit « *coopération* ». J'ai fait l'erreur une fois et un journaliste m'a pris de volée. Il a bien fait parce qu'il avait raison. Mais je ne parle pas des partenariats public-privé. Je parle d'une coopération public-privé. Par exemple, le *naming* sur Altrad Stadium, c'est une coopération. Ce n'est pas un partenariat au sens de la loi.

Alex LARUE

Nous serons attentifs sur ce projet.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 57. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions. Adoptée.

Monsieur le Président

Jean-Luc ?

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais faire une intervention par rapport à la sortie du magazine *L'Express*. Je voudrais ici témoigner à l'ensemble des élus métropolitains et au Président ma fidélité par rapport à mon engagement quant à la politique sportive de la Métropole, notamment par rapport à ce qui est écrit sur ma proximité avec le Sieur Mohed Altrad.

Autant on pourrait me reprocher d'avoir une proximité très affichée avec le groupe Nicollin et la famille Nicollin pour qui j'ai beaucoup de respect. Autant mes positionnements, notamment lors des derniers matches, sur l'Altrad Stadium m'ont conduit à reprendre de volée le journaliste qui mettait en cause la Ville de Montpellier et la Métropole quant aux responsabilités du non-fonctionnement de l'appareil audio et notamment sur tout ce qui était conférences, tout ce qui devait être investi par la Métropole et par la Ville de Montpellier.

Je voudrais dire ici que si certains s'amuse à faire des interventions qui ont pour but de défendre les intérêts de la Métropole au niveau de l'Altrad Stadium contre les velléités que peuvent avoir les uns et les autres sur les rapprochements notamment de la Métropole et du groupe Altrad, je ne veux pas être l'instrumentalisation de ces problèmes-là.

Je suis, comme je l'ai dit aux journalistes, comme je l'ai dit à Mohed Altrad, pour mettre de l'huile dans les rouages, pour que tout se passe bien, mais je le répète : autant je peux avoir des affinités, et je les affiche clairement, avec la famille Nicollin, autant pour moi le Président Altrad que je respecte doit rester dans ses 18 et ne pas venir déborder sur les 18 de la Métropole. Je vous remercie. Ses 22. Excusez-moi, je suis un peu troublé. L'article de *L'Express* est bien parce que l'on me hisse à un niveau qui me laisse dubitatif, quoi qu'il en soit je voulais dire au Président Philippe Saurel qu'il ne saurait être question d'un manque de confiance entre lui et moi ni entre moi et lui. Sur *L'Express* on parle d'« électron libre » : quand j'ai des choses à dire je les dis, et si un jour j'avais des discordances avec le Président Saurel vous en seriez tous ici témoins. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Jean-Luc. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Juste parce que nous sommes adossés au sport et que nous avons honoré l'un de nos champions, je voudrais juste vous dire que dans la Métropole nous avons un médaillé d'or qui a gagné au ping-pong, c'est un Lattois, à Rio. C'est un premier point.

Le deuxième point : Rio n'est pas loin, Rio se rapproche. Le praticable sur lequel vous avez vu tous les champions olympiques de gymnastique pratiquer un sport extraordinaire va arriver à Maurin, à Lattes, à la salle de l'AGLM qui est l'un des clubs les plus titrés de la région et de France en matière de gymnastique amateur. Cela est dû à la mobilisation de l'Etat, de la Jeunesse et des Sports, de la Métropole, de la commune de Lattes, et évidemment de l'AGLM qui nous l'a proposé.

Nous aurons le praticable et nous aurons la chance d'avoir sur ce praticable les entraînements des équipes internationales qui viendront se préparer pour le Championnat du monde bientôt. Notre engagement sur le sport rapporte des médailles, merci à nos champions, mais aussi nous apporte un rayonnement qui dépasse largement les limites des territoires que nous avons cités tout à l'heure. Merci.

Monsieur le Président

Qui souhaite intervenir ?

Cyril MEUNIER

Stéphane Molliens, j'avais oublié de nommer notre champion.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je remets aux voix l'affaire 57 parce que je n'ai pas bien vu le vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions.

AFFAIRE N° 58 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE – FOURNITURE D'EAU AU TERRITOIRE DU GRAND PIC SAINT LOUP – CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DE VENTE EN GROS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 58, voilà la belle affaire, c'est un moment historique et je vous demande de le vivre comme tel. C'est l'entente sur l'eau avec la Communauté d'Agglomération du Grand Pic Saint-Loup. C'est comme Laissac. Depuis trente ans, il y en a qui parlent, et nous le faisons. Allez-y, Monsieur Revol.

René REVOL

Je suis particulièrement heureux de vous présenter cette délibération puisque c'était une pomme de discorde entre la Communauté de Communes du pic Saint-Loup et l'Agglomération de Montpellier. La convention qui nous liait pour leur fournir de l'eau potable, en gros, a été cassée par le Conseil d'Etat et depuis, nous n'arrivons pas à nous entendre.

Nous avons ouvert le dialogue dans le cadre de la politique qui est la nôtre depuis 2014 avec les collectivités voisines, et nous avons pu aboutir à fixer le prix de cette eau. Je vous rappelle que la fourniture en eau de l'agglomération de Montpellier se fait essentiellement en prenant la source du Lez qui est sur le territoire de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, et que donc nous avons une responsabilité particulière par rapport à ce territoire. Nous leur revendons une fois traitée cette eau dont ils ont besoin pour compléter leurs besoins par ailleurs sur ce territoire.

Je tiens à saluer le travail qui a été mené par les services à ce sujet, à saluer aussi la coopération très active du Président Alain Barbe, de son Vice-Président à l'eau Monsieur Jean-Claude Armand, puisque depuis 2014 nous avons travaillé sur ce dossier.

Comme vous le voyez dans la délibération, nous vendons cette eau, au mètre cube 0,148 euro, ce qui permet d'intégrer le coût de production de cette eau en gros, bien sûr, mais aussi les investissements et l'amortissement des investissements qui sont prévus pour sécuriser l'ensemble de cette zone, dossier sur lequel nous revenons régulièrement en Conseil d'agglomération.

Ils vont verser le solde de l'argent qui correspondait aux versements qu'ils devaient faire, cela a déjà commencé d'ailleurs à 2 millions d'euros, et ainsi nous pouvons nouer une collaboration active. Nous ne manquerons pas d'aller sur ce territoire pour signer cette convention avec Monsieur le Président, de la même manière que dans le précédent Conseil nous avons débloqué la situation concernant l'assainissement des communes de ce territoire qui sont rattachées au réseau de MAERA, Assas et Teyran. Là aussi les choses ont avancé, nous sommes arrivés à les faire. Comme nous le disions, dans les relations avec ces collectivités, la guerre est finie, le temps de la coopération doit maintenant présider.

Monsieur le Président

Merci beaucoup René. Nous signerons le 28 à 11 heures à la Maison de la Communauté d'Agglomération du Grand Pic Saint-Loup à Saint-Mathieu-de-Trévières.

Qui veut prendre la parole ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 59 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE – GOUVERNANCE – ADHÉSION DE LA COMMUNE DE VIAS AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS LANGUEDOC – AVIS DE LA MÉTROPOLE

Monsieur le Président

Affaire 59, eau potable, gouvernance, adhésion de la commune de Vias au Syndicat intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc, avis de la Métropole.

René REVOL

Il s'agit d'approuver l'intégration de la commune de Vias dans le Syndicat du Bas Languedoc, syndicat qui a déjà délibéré dans ce sens car nous sommes sur un réseau extrêmement important puisque nous participons à travers les communes de l'Ouest montpelliérain à ce syndicat. Je tiens ici à saluer le travail mené par son Président avec lequel je travaille de concert, qui est Conseiller métropolitain ici, Monsieur Alauzet qui préside le Syndicat du Bas Languedoc. C'est avec lui que nous avons organisé cette intégration de la commune de Vias et la coordination sur tout ce territoire de l'Ouest.

Monsieur le Président

Merci René. Monsieur Alauzet, Jean-Marc ?

Jean-Marc ALAUZET

Merci Monsieur le Président. Merci René pour tes encouragements et pour la reconnaissance du travail que nous faisons en collaboration. Je voudrais dire que les communes qui se trouvent à l'Ouest d'Agde, grosso modo, sont sur une nappe que l'on appelle la nappe astienne. C'est une nappe très fragile ; il y a des

pompages un peu exagérés, surtout l'été, et nous avons des remontées de biseau salé. Il est nécessaire de trouver d'autres sources d'alimentation d'eau potable pour ce secteur.

Dans un souci de solidarité, nous avons accepté d'alimenter en surplus et en complément la ville de Vias. Cela représente à peu près 1 000 mètres cubes par jour, sur 140 000 mètres cubes de production pour le syndicat. C'est très peu sur le plan marginal. En coût, c'est 0,02 euro le mètre cube d'eau, pour l'impact sur le prix de l'eau.

Je voudrais dire aussi que cette extension du réseau du Syndicat du Bas Languedoc est très positive. Elle va permettre à terme – c'est un rêve que nous avons avec René Revol – de relier le bassin versant du Lez, de l'Hérault et de l'Orb. Nous sommes à 4 kilomètres de Garosud donc nous pouvons très facilement relier le réseau de Montpellier avec le réseau du Bas Languedoc, et là nous nous rapprochons de Portiragnes, donc nous sommes très près du réseau de l'Orb. A terme, nous pensons que les trois structures pourront se rejoindre et donc se sécuriser. Avec les problèmes posés par le réchauffement climatique, je pense que c'est une bonne chose. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Alauzet. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 60 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE – PROJET DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT – SITE PILOTE PROGICIEL NAEGA – CONVENTION D'APPLICATION AVEC CONSCILO CREALEAD – DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60, eau potable et aménagement du territoire, projet de recherche et développement, site pilote progiciel Naega, convention d'application avec Conscilo Créalead. Qui demande des explications auprès de René Revol ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 61 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONTRATS DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE – DOCUMENT D'EXÉCUTION DE LA PROCÉDURE DE FIN DE CONTRATS – SOCIÉTÉ VEOLIA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 61, contrats de délégation du service public de l'eau potable, documents d'exécution de procédure de fin de contrats, société Veolia.

René REVOL

Je voudrais ici saluer le travail des services liés à nos contacts avec le précédent délégataire. Nous avons des obligations contractuelles qu'il fallait respecter, mais le montant n'était pas fixé. Je signale que nous avons commencé la discussion avec 2 millions d'euros et que nous l'achevons à 113 000 euros. La négociation a été très bien menée et ainsi nous pouvons clore ce contrat dans des conditions tout à fait honorables.

Monsieur le Président

Bravo René. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 62 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNÉE 2015 – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 62, rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'eau brute pour l'année 2015. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 63 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2015 – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 63, rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de la qualité de l'assainissement. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 64 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – SCHEMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DU BASSIN VERSANT DE LA LIRONDE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 64, schéma directeur hydraulique du bassin versant de la Lironde, qui demande des explications auprès de la Vice-Présidente ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 65 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – SCHEMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DE L'AIGUES VIVES A BAILLARGUES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 65, schéma directeur hydraulique de l'Aigues Vives à Baillargues. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 66 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS – MANDAT POUR L'OPÉRATION DE RÉNOVATION, EXTENSION, EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DEMETER – AVENANT N° 1 ET COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITÉ AU TITRE DE 2015 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 66, traitement des déchets ménagers et assimilés, mandat pour l'extension DEMETER. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 67 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS – MANDAT POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITÉ AU TITRE DE 2015 – APPROBATION

Monsieur le Président

67, traitement des déchets ménagers, mandat pour la réalisation de l'unité de méthanisation Amétyst. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 68 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS – MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST AU TITRE DE 2015 – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITÉ – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 68, traitement des déchets ménagers, mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation Amétyst. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 69 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N° 9 A LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

69, transports et mobilité, avenant à la convention de délégation de service public des transports urbains. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 70 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – EXPLOITATION DU PARKING DE L'HÔTEL DE VILLE – AVENANT N° 4 DE PROLONGATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70, exploitation du parking de l'hôtel de ville. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 71 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SOLLICITATION DE L'AIDE FINANCIÈRE DE L'ADEME CONCERNANT LA MISSION D'ÉTUDE ET D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA DÉFINITION DU SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITÉS ACTIVES

Monsieur le Président

Affaire 71, sollicitation de l'aide financière de l'ADEME. Nous demandons des subventions à l'ADEME. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 72 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ 20 MINUTES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 72, diffusion de journaux gratuits, c'est pour mettre à disposition de *20 minutes* la plate-forme des trams. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 73 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – AVENANT N° 1 AU MARCHÉ 8.421 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

73 : tramway, bouclage de la ligne 4, avenant numéro 1 au marché. Contre ? Ce sont des marchés de travaux. Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

J'ai soulevé la question en commission mais je la réitère ici puisque l'ex-Vice-Présidente Isabelle Gianiel ne pourra s'en faire le relais. Ne pouvons-nous pas trouver d'autres solutions plus écologiques et moins coûteuses que le gazon pour habiller les rails du tramway ? Non seulement il est prouvé depuis longtemps que le gazon n'a rien d'écologique puisque son arrosage régulier est essentiel à sa survie, mais aussi que son entretien coûte cher, et qu'en cas de pluie il ne permet pas d'absorber les eaux de ruissellement. C'est même le contraire qui se produit puisqu'il accélère l'engorgement des réseaux.

Nous avons voté en début de mandat pour l'étude de solutions naturelles alternatives sur la ligne 5. Ne pouvons-nous pas tenter cette expérience sur la dernière boucle de la ligne 4 au minimum ? Je dis bien « *au minimum* » parce que je considère qu'il y a d'autres solutions.

Par ailleurs, depuis des mois vous nous faites voter des avenants pour le bouclage de la ligne 4. Il a été annoncé 32 millions d'euros en début d'opération puis 44 millions le jour de l'inauguration, et entre-temps nous avons entendu 40 millions. Nous arrivons en fin de bouclage, pourrions-nous avoir un chiffrage précis sur le coût global du bouclage de la ligne 4 avec la part de la Ville, la part de la Métropole, le prix rapporté au kilomètre, et une estimation de la fréquentation attendue s'il vous plaît ? Merci.

Monsieur le Président

Le coût de la ligne, ce sont 44 millions moins 4 millions de la Région, égale 40.

Anne BRISSAUD

C'est toujours plus que ce annoncé en début de travaux.

Monsieur le Président

44 moins 4 égale 40. C'est pour cela que les 11 millions d'euros qui sont sur le CPER et qui viennent de la Région, qui sont fléchés tramway, il ne faut pas que l'on me les ressorte sur tous les triages. Avec 11 millions on ne fait pas 300 millions.

Anne BRISSAUD

40 millions d'euros pour un bouclage de ligne...

Monsieur le Président

Je finis. Il y en a 5 de l'Etat : 44 moins 4 moins 5 pour l'Etat, donc 35. Ensuite, sur les 11 millions, je rappelle qu'il y a 4 millions pour la ligne 4. C'est pour cela que Madame Delga a pris la parole le jour de l'inauguration.

Anne BRISSAUD

Elle coûte cher, sa parole.

Monsieur le Président

C'est normal ! Ils ont financé.

Anne BRISSAUD

C'est pour cela que je dis que 8 millions non plus, ce n'est pas rien. Vos chevaliers servants viennent à votre rescousse : je lui réponds, c'est tout.

Quand on n'est pas d'accord, on se fait insulter ici, c'est quand même incroyable ! Je pose une question.

Monsieur le Président

Madame Brissaud, écoutez-moi. N'écoutez pas...

Anne BRISSAUD

Vous avez raison, il vaut mieux.

Monsieur le Président

11 millions d'euros de la Région, CPER, vous pouvez le noter.

Anne BRISSAUD

Je note.

Monsieur le Président

4 millions sur la ligne 4. C'est pour cela que Madame Delga a pris la parole. 11 moins 4 égale 7. Sur les 7, il y a 4,5 à peu près qui sont pour l'extension de la ligne 1 jusqu'à la Mogère. Ce qui reste, c'est pour les études de la ligne 5, c'est-à-dire *peanuts*. Le projet est à 400 millions d'euros. 11 millions, c'est bien, cela me fait plaisir.

Anne BRISSAUD

Et sur la première partie de la question ?

Monsieur le Président

Mais il ne faut pas qu'on les transforme en 500 millions d'euros. Cela ne fait que 11 millions d'euros.

Anne BRISSAUD

« *Que* » 11 millions d'euros ?

Monsieur le Président

Sur un projet de 500 millions sur la ligne 5, sans compter l'extension de la ligne 1.

Anne BRISSAUD

Au kilomètre, vous avez fait le calcul j'imagine, et rapporté à l'utilisateur ?

Monsieur le Président

Je vais vous répondre sur la fréquentation. J'ai endossé mon costume de Président de la commission transports. Je vais vous rendre compte de la fréquentation. La fréquentation de la ligne 4, contrairement à ce que disent certains imbéciles...

Anne BRISSAUD

Les imbéciles c'est qui, exactement ? J'assiste à toutes les commissions transports.

Monsieur le Président

Tous partis confondus. Nous avons prévu 25 000 voyageurs et nous sommes à 30 000. Nous sommes à 5 000 voyageurs supplémentaires par rapport aux prévisions, depuis la mise en ouverture de la ligne 4. Vous avez les chiffres.

Anne BRISSAUD

Et pour le gazon ?

Monsieur le Président

Madame Brissaud, il n'y a pas de gazon.

Anne BRISSAUD

L'arrosage, l'entretien, il sert à quoi exactement ?

Monsieur le Président

Là, vous avez mis le doigt entre deux pierres, entre deux petits brins de gazon. Où est le gazon sur la ligne 4 ?

Anne BRISSAUD

Pour le coup il y a du béton partout à Montpellier, nous sommes d'accord.

Mais là où il y a du gazon, il y a d'autres solutions. C'est bien ! Ils sont réactifs aujourd'hui ! On arrive en fin de mandat, ils sont toujours aussi réactifs, c'est mignon.

Monsieur le Président

Un jour à la SNCF, je vais louer une draine. Vous monterez sur la draine, et nous ferons mètre par mètre le trajet de la ligne 4 ; vous verrez qu'il n'y a pas un seul brin de gazon.

Anne BRISSAUD

Nous sommes en train de voter un avenant qui concerne les espaces verts soi-disant autour du tram, l'entretien.

Monsieur le Président

Ce sont les platanes, Madame Brissaud, ce n'est pas le gazon, il n'y a pas de gazon sur la ligne 4.

Anne BRISSAUD

Vous ne voulez pas élever le débat : pourquoi ne pas prévoir d'autres solutions sous tous les rails ?

Monsieur le Président

Quand on commence à voir du gazon partout, aïe !

Anne BRISSAUD

Il y en a, du gazon, entre les rails. Enfin. Pas de solution alternative prévue ?

Monsieur le Président

Vous avez eu largement toutes les réponses. Je mets aux voix l'affaire 73. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 74 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – AVENANT N° 1 AU MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N° 8.422 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

74, avenant au marché, c'est pour les réseaux. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 75 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – AVENANT N° 1 AU MARCHÉ 8.631 DES ÉQUIPEMENTS HAUTE TENSION, BASSE TENSION, TRACTION ET DE LIGNES AÉRIENNES DE CONTACT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 75, c'est pour les lignes électriques, les lignes aériennes, les caténaires. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 76 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – AVENANT N° 1 AU MARCHÉ N° 8.641 DE SIGNALISATION FERROVIAIRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 76, c'est pour la signalisation. Contre ?

Vous avez vu le panneau avec marqué « *attention gazon* » ? Vous ne l'avez pas vu, le panneau ! Donc il n'y a pas de gazon.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 77 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – PROGRAMMATION DE TRAVAUX 2016 – DÉLIBÉRATION-CADRE DE DEMANDE DE SUBVENTIONS

Monsieur le Président

77, programmation de travaux 2016 concernant la voirie, l'espace public, délégation de Rabii Youssous qui est excusé. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 78 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE ET DE SIGNATURE DU MARCHÉ N° 4635EP16, MISSION DE CONSEIL POUR LA COORDINATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MÉTROPOLITAINE D'ESPACE PUBLIC

Monsieur le Président

Affaire 78, qui demande des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 79 : HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC-ROUSSILLON, MIDI-PYRÉNÉES – ASSOCIATION OPÉRA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER – RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

Monsieur le Président

Affaire 79, Chambre Régionale des Comptes, association Opéra et Orchestre national de Montpellier. Je donne la parole au premier violon Bernard Travier.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues, j'hésite entre le statut de premier violon, puisque je suis clarinettiste, et celui de chevalier servant que j'ai découvert aujourd'hui, mais que j'assume avec joie puisqu'un ami de mon fils qui est plein d'humour m'a écrit l'autre jour : « *vous ami, vous confrère, vous écuyer* ». Nous étions dans la note.

Madame Brissaud a un comportement médiéval qui se constate parce qu'elle doit consulter des dossiers stratifiés depuis bien longtemps. Elle est complètement hors sujet chaque fois. Mon ami Max a jugé ses questions sottes, je les juge importunes car, par leur répétition et leur durée, nous perdons un temps fou et nous aurions peut-être pu finir.

Cela étant, je voudrais répondre sur un point à Madame Brissaud. Elle est allée se confier à la presse à qui elle a dit que leur statut d'élus d'opposition, je crois – parce que je ne sais pas trop où ils sont –, les gênaient dans les conditions où ils ne peuvent pas s'exprimer, ne rien proposer, etc. Je rejoins Brigitte Roussel qui connaît très bien ces dossiers. Je veux simplement dire à Madame Brissaud que je ne la vois jamais à la commission culture.

Arrêtez d'accuser les Présidents de commissions – taisez-vous ! –, de ne pas respecter la démocratie. Je prends à témoin tous les Maires ici présents, dont les Adjoints qui sont toujours là, alors qu'ils travaillent et qu'ils habitent loin, que la démocratie est respectée et qu'ils sont informés de tous les projets.

Vous vous en êtes prise à l'éclairage public, on vous a demandé : « *Quelle rue est dans l'ombre ?* », vous n'avez jamais pu répondre. Monsieur Youssous vous a dit : « *Dans quelle rue n'y a-t-il pas d'électricité ?* » Zéro, rien, vous ne savez pas. Aujourd'hui nous sommes là pour l'orchestre, un sujet sérieux qui demande du travail, de la préparation et de la réflexion, surtout quand on envisage une carrière aux législatives. Il faut se mettre au boulot et aux dossiers.

Anne BRISSAUD

Ne dites pas n'importe quoi.

Bernard TRAVIER

Cela étant, lorsque nous sommes arrivés aux affaires en avril 2014... Le sujet est important, Madame Brissaud, c'est très important. Taisez-vous.

Monsieur le Président

C'est très important, le rapport régional de la Chambre des comptes.

Bernard TRAVIER

Cela suffit, taisez-vous, vous ne connaissez rien. Vous n'êtes jamais venue aux commissions. Madame Bouallaga est venue, il n'y a pas de problème.

Anne BRISSAUD

Vous dites n'importe quoi !

Bernard TRAVIER

Vous dites n'importe quoi. Taisez-vous, vous me fatiguez. Monsieur le Président, j'attends parce que je voudrais vraiment parler d'un sujet important qui est l'Orchestre.

Lorsque nous sommes arrivés en 2014, à l'Orchestre de Montpellier nous avons trouvé...

Pardon ? Ils sont tous présents. Ce n'est pas possible, elle est venue une fois, elle ne dit bonjour à personne, mal élevée.

Monsieur le Président

Madame Bouallaga, vous y allez ?

Bernard TRAVIER

Dites bonjour quand vous arrivez ! Il y avait Monsieur Petit.

Monsieur le Président

Vous y allez, vous, Madame Bouallaga !

Sabria BOUALLAGA

Oui, j'y vais.

Monsieur le Président

Vous êtes dans la majorité, c'est normal.

Bernard TRAVIER

Vous êtes bien reçue.

Monsieur le Président

Monsieur Travier, poursuivez s'il vous plaît.

Bernard TRAVIER

Madame Bouallaga est témoin que lorsqu'elle vient, elle est bien accueillie. Il n'y a pas de problème. Elle peut s'exprimer autant qu'elle veut.

Monsieur le Président

Allez-y, ce que vous devez dire là est fondamental.

Bernard TRAVIER

Je disais : lorsque nous sommes arrivés en avril 2014, à l'Orchestre nous avons trouvé une situation catastrophique sur le plan social, sur le plan artistique. Pourquoi ? Sur le plan social, il y avait des grèves à répétition qui avaient duré une éternité. Tous ceux qui ont fréquenté l'opéra et l'orchestre le savent, je dis la vérité.

Sur le plan artistique, les musiciens étaient découragés et sur le plan social, je viens d'y faire allusion. Sur le plan financier, ce que nous avons trouvé n'était pas non plus encourageant et rassurant.

Entre-temps, nous avons pris un certain nombre de mesures dont je parlerai et qui commencent à prendre de l'effet puisqu'il y a eu, Monsieur le Président, c'est vous qui me l'avez demandé, une volonté de rationaliser la gestion de l'orchestre et de rassurer les partenaires.

Monsieur le Président

Et de sauver l'Orchestre de Montpellier.

Bernard TRAVIER

Et de le sauver parce que le problème était le suivant. Il y avait environ 235 emplois ou 242. Il était impossible de maintenir ce format. Il a fallu donc avoir une discussion avec les salariés qui l'ont compris, et un travail a été fait ensemble. Mais je voudrais quand même donner aux élus qui sont là quelques indications et quelques chiffres qui expliquent pourquoi nous nous trouvons dans cette situation. L'Orchestre a payé plus d'1,7 million d'euros d'indemnités à plusieurs Directeurs.

Très synthétiquement, les départs à la retraite et les licenciements représentent un coût total chargé de 1 698 867 euros. En 2010, départ de Monsieur Koering : 665 275, après avoir perçu un salaire de 22 000 euros par mois à une époque. C'est dans le rapport de la Chambre Régionale des Comptes.

Ensuite, 2012, résiliation anticipée du contrat du Directeur musical, 80 000 euros.

2013 : licenciement de Monsieur Scarpitta, 285 884 euros, dans des conditions juridiques totalement irrégulières. Cela m'amuse lorsque je lis une lettre de la Région annexée au rapport qui dit qu'ils se sont retirés pour nous aider et améliorer la situation, en nous retirant 5 millions d'euros, ce qui rendait totalement impossible la création d'un EPCC. C'est un inversement complet du raisonnement.

Monsieur le Président

Je t'interromps. J'étais Adjoint à la culture. J'ai fait une conférence de presse reliée à *Midi-Libre*, au DOB, pour expliquer que ce recul sur les 5 millions d'euros de la Région était inacceptable, allait tuer l'orchestre. Et j'ai refusé l'EPCC parce que faire un EPCC dans un état de trésorerie déséquilibré est illégal.

Bernard TRAVIER

C'est totalement impossible, le Préfet l'a redit récemment. Le retrait de la Région s'est effectué en 2013. La subvention de 9,25 millions d'euros est passée à 4 millions d'euros. En 2014 elle était de 4,13 millions et en 2015 de 4 millions.

Or, je sais qu'un orchestre national travaille sur toute la région ; il y a 33 concerts au minimum par an diffusés dans la région. Il remplit son cahier des charges.

Je reprends : Monsieur Scarpitta, 285 884 euros.

En 2014, licenciement du Secrétaire général : 113 280 euros. Il y a des jours où je me dis qu'il faut se mettre au solfège parce que vraiment, cela vaut la peine. Si j'avais su, j'aurais persévéré.

Monsieur le Président

Nous allons tous nous mettre à la clarinette.

Bernard TRAVIER

« *Le précédent rapport de la Chambre avait mis en exergue le niveau inhabituel de la rémunération de Monsieur Koering ; en 2009 son salaire s'établissait à 22 925 euros.* » Rapport de la Chambre des Comptes. Et les magistrats relèvent très précisément qu'en plus de l'indemnité qu'a touchée ensuite Monsieur Scarpitta, en plus de l'indemnité de licenciement prévue pour son contrat, d'un montant brut de 107 917 euros, l'Orchestre a versé à Monsieur Scarpitta une indemnité transactionnelle d'un montant brut de 114 273 euros, soit un total de 222 190 euros. Cela n'a jamais été validé par le Conseil d'administration de l'Orchestre, ce qui est totalement illégal, et le rapport précise qu'un protocole d'accord transactionnel a été signé le 17 juillet 2013 entre l'intéressé et le Président de l'Orchestre, Monsieur Bernard Serrou, qui était à mon avis élu à la Région à ce moment-là, sauf erreur de ma part.

Monsieur le Président

Il n'était pas élu.

Bernard TRAVIER

Il n'était pas élu ? En tout cas, voilà dans quelles conditions le protocole transactionnel a été signé.

Monsieur le Président

Il était désigné comme personnalité qualifiée.

Bernard TRAVIER

Actuellement, mais il était à ce moment-là Président de l'Orchestre. C'est le rapport de la Chambre.

Monsieur le Président

Mais il n'était pas élu.

Bernard TRAVIER

D'accord. Voilà le point sur la situation que nous avons trouvée.

Maintenant, question plus intéressante : qu'avons-nous fait ? D'abord, tout le monde s'est réuni autour de la table. Je le dis de manière intelligente, sans esprit de rivalité ni de conflit quelconque. Le Député et membre du Conseil Régional Monsieur Assaf a dit : « *Nous sommes tous là dans le même esprit et je confirme le soutien infaillible de la Région à l'Orchestre.* », mot pour mot, c'est dans les procès-verbaux du Conseil d'administration, d'ailleurs il a toujours eu un propos constructif.

Nous sommes toujours à 4 millions de subventions mais au moins il est certain qu'il n'y a pas de volonté de mettre fin à l'Orchestre, en tout cas du côté de la Région. Le Département est absent depuis longtemps, j'ai vu les raisons qu'ils invoquent pour justifier leur retrait. Ils disent : « *Dans la mesure où il y avait un déficit, nous avons exigé que l'on passe en EPCC, etc.* » Tout cela ne tient pas la route, tout le monde le sait. Un EPCC ne peut pas démarrer avec un déficit.

Donc, au lieu de dire aux gens : « *Nous ne pouvons pas passer en EPCC, aidez-les à résorber comme nous le faisons et ensuite cela facilitera.* », Monsieur le Préfet, lorsqu'il est arrivé, a souhaité lors de cette même réunion créer un comité de tutelle. Ce comité réunit les gens de l'Orchestre, l'Etat et la DRAC bien entendu, la Métropole et la Ville. Il se réunit régulièrement à la préfecture et il essaie de trouver des solutions. Nous avons quand même dit aux gens qu'ils prennent bien en compte le fait que la Métropole, à hauteur de 13 millions d'euros, portait cet Orchestre. Que l'on ne nous accable pas systématiquement et que le dialogue reste constructif et modéré.

Monsieur le Président

Cela veut dire que le plus gros financeur de l'Orchestre est la Métropole qui assure un budget de 13 millions d'euros à l'Orchestre.

Bernard TRAVIER

Nous assurons 13 millions sur 23 millions. C'est un Orchestre national mais qui a un rôle aussi régional. Orchestre Opéra national : nous avons un label. Au titre de ce label, l'Etat nous verse bien entendu une subvention qui doit être de 3 millions ou 3,3 millions.

L'Etat dit : « *Je veux bien la maintenir mais il faut bien la maintenir dans les clous budgétairement et juridiquement.* » Nous avons préparé le passage en EPCC avec l'Etat. Nous avons réglé tout ce qui touchait aux délégations parce que c'était un joyeux désordre. Nous avons obtenu qu'il y ait une véritable procédure d'appel d'offres pour les marchés car il n'y en avait pas. J'ai donc demandé à mon collègue Guylain Clamour de la faculté de droit, grand spécialiste des marchés, de nous aider, ce qu'il a fait avec une grande générosité et beaucoup de sympathie.

Ensuite nous sommes passés au relais social, et je dois mettre au crédit de l'administration puisque Christian Fina est constamment avec moi, Marc Daniel et Jean-Louis Sautreau, au crédit de l'Etat, de la DIRECCTE, et au crédit du Président de l'Orchestre bien entendu, de nous avoir aidés dans cette démarche. À l'heure actuelle, 32 départs volontaires ont été obtenus et négociés. Cela se passe plutôt bien.

Maintenant, nous sommes sur un autre dossier qui est celui de la renégociation des accords d'entreprise, ce qui est le plus difficile. L'administration est là bien entendu, mais il y a aussi le cabinet Capstan qui est avec nous et qui nous aide dans ce travail technique et compliqué. Ceux qui ont lu le rapport de la Chambre des Comptes ont pu constater qu'il y avait des avantages sociaux accordés aux musiciens qui dépassaient l'entendement. Je crois qu'ils l'ont compris. Nous sommes en train de discuter d'une manière sereine. J'ai bon espoir que nous parvenions à trouver une solution, parce qu'il y va de la pérennité de l'Orchestre. Ce n'est pas un puits sans fond. Je crois que tout le monde l'a compris.

Je les vois régulièrement, beaucoup me connaissent. Le Président y est allé, je pense que nous avons rétabli la confiance entre eux et nous. Ces gens ont été révoltés par des comportements, par des salaires, par des indemnités qui dépassaient tout ce que nous pouvions imaginer. Voilà, globalement et à grands traits, ce qui se fait.

Plus précisément, nous avons réduit le train de vie de l'Orchestre déjà de 100 000 euros. Le budget de fonctionnement, 10 %, a été réduit de 100 000 euros. Et en sous-poste, il y avait « *fêtes, cérémonies, frais de déplacement, train de vie* », tout cela a été raclé.

Ensuite, pour les charges salariales, les accords d'entreprise, je l'ai dit, ont été dénoncés. C'est un peu long parce qu'il y a des délais à respecter. La renégociation est en cours et si nous aboutissons à un accord, nous économiserons 400 000 euros de plus en 2017-2018.

Les salaires bruts des salariés n'ont pas été revus, ils sont encadrés par les conventions collectives et le Code du travail. En revanche, le salaire du Directeur général a baissé de 20 % en 2014. Le salaire du Directeur est de 11 000 euros, ce qui se situe d'une manière normale dans la grille de salaire des Directeurs d'Orchestre du niveau qui est le sien parce que c'est un très grand chef d'orchestre. Il est très modéré parce qu'il pourrait demander beaucoup plus.

Enfin, secrétaire général était un poste créé : je me demande à quoi servait un secrétaire général quand vous aviez un Directeur et une administratrice d'Orchestre. Il y en a un de trop. Il avait été créé par Monsieur Scarpitta, avec l'argent des autres, bien évidemment. Il émargeait à 9 000 euros. Nous avons négocié son départ en 2014 et il n'a pas été remplacé. Nous en sommes là.

Encore une fois, je tiens à rappeler que la DIRECCTE nous a accompagnés dans toutes les étapes de négociations avec les salariés, grâce aussi aux relations du Président de l'Orchestre, que ce soit au ministère, dans tous les services de l'Etat et à la préfecture, Didier Deschamps. Je tiens à le rappeler : le plan de redressement 2016-2018 a été approuvé par le Conseil d'administration, et le Conseil est présent. Il y a pour le passage à l'EPCC vraiment des besoins importants. C'est la reconduction des subventions et l'achèvement du plan de départs qui est passé sur trois ans de 32 à 35 salariés. Voilà où nous en sommes.

Mon souhait est qu'il n'y ait plus de déficit, et Marc Daniel et moi avons plaidé longuement il y a quelques mois pour que la programmation n'induisse pas de nouveaux déficits. C'est un débat et une discussion extrêmement difficiles car le principe ici est de respecter la liberté absolue des Directeurs artistiques. Mais nous leur demandons de comprendre. S'ils ne veulent pas comprendre ce dont nous avons besoin, nous aurons encore de gros soucis et le passage en EPCC serait retardé. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Bernard. Je rappelle que ce rapport de la Chambre Régionale des Comptes portait sur la période 2010-2014. Et je remercie *Midi-Libre* et Christophe Gayraud ici présent de l'avoir spécifié dans le titre de l'article paru il y a quelques jours. Parce que si on ne met pas les dates, on ne sait pas qui est

responsable. Merci d'avoir précisé dans le chapeau la période qui avait été celle de l'étude de la Chambre Régionale des Comptes.

Les Orchestres sont également les fruits d'une histoire. Lorsque les chiffres sont couchés brutalement, cela donne des frissons dans le dos, mais il y a des histoires qui se racontent, qui s'écrivent peu à peu, et qui font que les décisions sont prises ou pas prises. L'Orchestre de Montpellier, lorsque nous l'avons pris en main, était dans une situation difficile, très difficile. Je vous rappelle ce qu'écrivaient les journalistes à l'époque : « *Faut-il le fusionner avec celui de Toulouse ? Faut-il fusionner les opéras ? Faut-il supprimer les opéras ?* »

Plusieurs questions dans ce sens-là. Aujourd'hui nous pouvons dire qu'avec l'effort de tous, l'Opéra Orchestre national de Montpellier a une gestion assainie et lorsque l'on sait d'où cela part, on peut être assez fiers du résultat – même si nous ne sommes pas responsables des héritages que nous avons. Mais aujourd'hui, la situation est saine et on ne le dit pas assez. Il y a de quoi s'en réjouir parce qu'il y a eu du travail effectué et un certain courage politique aussi à dire les choses, avec les syndicats, avec les musiciens, avec les personnels de l'Orchestre et avec les services de l'Etat qui nous ont accompagnés. Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, ce dossier est important. On évoque là une structure déterminante sur le plan de la diffusion de la culture musicale et opéra. Elle engendre un budget et des sommes importantes, et comme vous l'avez dit il y a une histoire.

Je voulais tout d'abord remercier pour son honnêteté Monsieur Travier pour le rapport qu'il vient de faire, la synthèse qu'il a dégagée en prolongement du rapport de la Chambre des Comptes qui est très détaillé, très fourni, et je voulais vous remercier également pour la lettre de réponse au rapport de la Chambre des Comptes que vous avez formulée. Il y a différentes informations et différents courriers qui ont été également commis.

J'ai été très surpris de voir que certaines institutions justifiaient ce qui a été un gros coup de poignard à l'encontre de l'Orchestre quand certains ont supprimé des subventions ou leur part de subventions. Je vous précise quand même que l'Agglomération qui précédait la Métropole s'est vue confrontée du jour au lendemain à une suppression de 5 millions d'euros venant de la Région – entre 600 et 500, c'était 600 au départ puis c'est passé à 500 –, puis à 58 000 du Département de l'Hérault, et puis une somme volatile qui ne reviendra malheureusement jamais de 300 000 euros qui correspondait à une dotation d'une association dont le Président était Monsieur Scarpitta, qui a été citée.

Cela fait 5,8 millions sur un budget à peu près de 22 millions. C'est plus du quart des ressources de l'Orchestre qui était jeté aux orties. L'Agglomération qui a précédé la Métropole a réagi immédiatement, prenant en charge une partie substantielle de cette diminution de crédit qui n'était pas du tout justifiée par la volonté de ne pas passer à l'EPCC, contrairement à ce qui a été écrit, mais parce que tout simplement, de même que la Région, l'Agglo s'était manifestée dans un premier temps pour un passage au statut d'EPCC, à condition bien entendu que les conditions de fonctionnement, les conditions financières soient réunies. Elles ne l'étaient pas du tout au vu de l'exemple que je viens de prendre.

C'est dire que le premier sauvetage, la première bouée a été en quelque sorte lancée par la structure institutionnelle qui a précédé la Métropole, c'est-à-dire l'Agglomération, dans la période notamment à partir de 2013 et 2014. Je me félicite de l'action de redressement qui est en cours, de cette volonté très déterminée de ne pas tomber sous les diktats de tel ou tel responsable présidant telle ou telle institution ou organisant telle ou telle institution. Je crois qu'il est important de revenir sur des eaux beaucoup plus calmes.

Je tiens à saluer également l'action qu'a menée la nouvelle Directrice Madame Chevalier. Madame Chevalier est dans une approche de ces questions qui est responsable, qui n'est pas dans l'exagération et qui ne fait pas de folie, tel que nous avons pu le constater à travers les coûts qu'a pu mettre en évidence ce rapport.

Je précise également qu'à l'avenir, l'Orchestre s'il est dans une voie de sauvetage – et c'est souhaitable, je m'en félicite – va devoir faire également très attention. Il faut maintenir, pour qu'il en soit ainsi, le niveau de subventions normales où il est actuellement, mais il faut dégager des marges. C'est ce à quoi s'emploie la nouvelle direction autour du Conseil d'administration de l'association du peut-être futur EPCC. Mais il faut redégager des marges artistiques parce que l'Orchestre, c'est l'Orchestre et c'est l'Opéra. Si l'on veut pouvoir jouer du lyrique, il faut donner les marges de pouvoir mettre en place l'Opéra, le préparer, le faire fonctionner.

J'espère que nous sommes sur la bonne voie, je suis conscient que des efforts ont été faits et je me félicite également de ce que j'ai eu l'occasion personnellement d'enclencher pour éviter que l'Orchestre soit assassiné.

Maintenant, il y a une deuxième inquiétude qui est la mienne, mais je ne veux pas jeter de fausse alerte. Désormais, la Région est une institution qui couvre un territoire beaucoup plus important. Il y a deux Métropoles, il y a aussi deux Orchestres. Je crois savoir que la contribution de l'ancienne Région Midi-Pyrénées à l'Orchestre de Toulouse, du Capitole, n'a rien à voir avec celle de Montpellier, pour des raisons tout à fait diverses et multiples. Mais il ne s'agirait pas non plus de ramener la moyenne à un niveau qui baisse celle de Montpellier pour l'avenir. Je tiens à le dire en présence des nouveaux responsables de la Métropole, avec lesquels je suis en phase totale par rapport à ce dossier, mais je le dis également à l'attention d'autres responsables, d'autres partenaires qui pourraient d'une certaine manière contribuer à fragiliser l'Orchestre. L'Orchestre, c'est magnifique.

Il faut éviter également d'imaginer que dire : « *On va jouer en région.* », cela voudrait dire que l'on peut jouer partout en région de la même manière qu'on le fait au Corum ou à l'opéra. Chaque fois que l'on joue à l'extérieur, hormis les salles de Nîmes et de Perpignan – il n'y a pas cinquante salles en région qui peuvent accueillir l'orchestre et l'opéra dans sa configuration globale –, cela nous coûte à peu près, si je ne me trompe pas, 167 000 euros de prestations en négatif. On ne peut pas non plus multiplier n'importe quoi.

Voilà ce que je voulais dire sur ce rapport. Monsieur Travier, merci pour votre synthèse très objective.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur Moure. J'étais présent dans le Conseil d'administration à côté de vous lorsque cela s'est passé. Nous n'allons pas refaire l'histoire, mais le désengagement des 5 millions d'euros de la Région, ce n'était pas seulement une affaire d'orchestre. C'était un règlement de comptes de Monsieur Bourquin avec Monsieur Moure. C'était un règlement de comptes personnel. Cela m'a beaucoup étonné. Je ne comprenais pas qu'un règlement de comptes coûte 5 millions d'euros et que l'on prenne en otage l'Agglomération, parce que c'est ce qui s'est passé.

Tu as été obligé d'injecter 3,5 millions d'euros pour compenser les 5 millions que donnait la Région. J'ai appris par la suite qu'il y avait d'autres choses plus politiques derrière le comportement. On ne refait pas l'histoire. De même que le Département quand il s'est désengagé, exactement. C'étaient des affaires essentiellement politiques qui n'avaient rien à voir avec la musique ni avec l'Orchestre.

Aujourd'hui, nous naviguons comme tu l'as dit sur des eaux plus calmes, c'est tant mieux pour l'Orchestre de Montpellier, mais Jean-Pierre a raison : il faut avoir les yeux ouverts à la fois sur la pérennisation des subventions nationales, régionales – nous savons ce que nous donnons, nous sommes responsables –, mais il faut avoir l'œil là-dessus et il faut avoir l'œil aussi sur l'ensemble des programmations. Non pas que nous voulions nous immiscer dans la gouvernance artistique de l'Orchestre, mais nous sommes tenus quelque part d'assurer un nombre d'entrées important qui finance une partie de l'Orchestre. Et si le programme intéresse, il y a beaucoup d'entrées ; s'il n'intéresse pas, il n'y a pas beaucoup d'entrées. C'est l'offre et la demande. Nous sommes intéressés par des programmes validés par le public. La billetterie est un élément essentiel de l'économie de l'Orchestre. Il faut donc que le programme artistique, musical, soit adapté aux souhaits artistiques des publics auxquels nous nous adressons.

Bernard.

Bernard TRAVIER

Je n'ai rien à ajouter à ce qu'a dit Monsieur Moure, qui connaît parfaitement le dossier et qui a donné les éclaircissements techniques et juridiques. L'Orchestre a pris en compte le fait que se déplacer dans la région, ce qui a été rappelé, coûte 167 000 euros. C'est une formation réduite, ce que l'on appelle un orchestre Mozart, 25 ou 30 musiciens qui se déplacent, ils le savent.

Il est important qu'il y ait vraiment une évolution des mentalités. Les musiciens ne sont plus en opposition contre nous. Ils savent qu'ils doivent travailler avec nous et que nous n'avons pas d'autre solution. Sinon, c'est l'orchestre dans son entier qui est en péril. Je souhaiterais que la Région revoie la question parce que ce sont 200 emplois qui restent, même après le départ.

Je regrette à titre personnel de n'avoir jamais pu rencontrer l'élue de la Région. Je lui ai demandé trois ou quatre fois. Elle est extrêmement gentille, charmante avec moi, il n'y a pas de problème. Nous devions déjeuner ensemble, elle a annulé. Depuis les élections régionales, je n'ai pas pu parler avec elle. Je l'ai rencontrée à la Comédie du livre et nous avons discuté cinq minutes. Je sais qu'elle habite loin mais si elle m'entend, je voudrais lui rappeler que je voudrais la rencontrer, et je suis prêt à me déplacer s'il le faut.

Monsieur le Président

C'est une déclaration ! Monsieur Larue.

Alex LARUE

Très rapidement, je n'avais pas prévu d'intervenir sur le sujet mais je tenais à remercier et féliciter Bernard Travier pour la clarté de son exposé et pour son action. Je dois battre ma coulpe en la matière puisque je faisais partie de ceux qui au moment de votre arrivée avaient envisagé la question de la fusion avec l'Opéra de Toulouse. Bernard m'avait expliqué son projet, il m'avait dit : « *Fais-moi confiance.* »

Monsieur le Président

Il vous sera beaucoup pardonné parce que vous avez beaucoup péché.

Alex LARUE

Et vous verrez, ce n'est pas fini. Nous parlons beaucoup du futur, je suis confiant, je pense que nous allons arriver à redresser tous ensemble cet Opéra. Juste un petit retour sur le passé. J'entends qu'il y a eu beaucoup de dérapages, beaucoup de fautes de gestion, sans les qualifier pénalement. Qu'est-il prévu pour le passé ? Je parle peut-être aux juristes : va-t-on dire : « *Cela a été mal géré, il y a eu des abus et nous fermons le livre, nous sommes constructifs.* » ou est-il prévu de regarder plus précisément dans le rétroviseur ? En l'espèce, j'ai l'impression qu'il y a des éléments objectifs. Est-ce un sujet qui a été creusé, ou pas du tout ?

Maud, si tu veux commenter mes connaissances en droit pénal, n'hésite pas.

Bernard TRAVIER

Il est bien évident que tout cela n'a pas échappé au Conseil d'administration, mais il faut être très précis. Qu'est-ce qui peut donner lieu à une incrimination pénale ? Je m'excuse mais je n'ai rien vu. Je ne suis pas pénaliste, je suis processioniste. Il n'a jamais été question de détournement – peut-être d'irrégularités de fonctionnement en ce qui concerne le droit des associations.

Alex LARUE

Il peut y avoir une responsabilité civile aussi, sur des fautes de gestion. C'est une question.

Bernard TRAVIER

Où est le préjudice ? Il faudra réunir au moins deux éléments : une faute et un préjudice, et surtout un lien de causalité.

Alex LARUE

Le préjudice, a priori nous l'avons, sur les finances.

Monsieur le Président

Monsieur Larue, avant de donner la parole à Mademoiselle Bodkin, je vais vous raconter la séance : c'est quand même rigolo. Ce Conseil d'administration auquel fait allusion Jean-Pierre Moure, c'était la première séance du Préfet de Bousquet. Il arrivait, tout frais émoulu de Paris, il s'est assis à la table, tel un joueur de poker. Au bout d'un moment, Christian Bourquin a arraché un morceau de la nappe, il a écrit : « *5 millions d'euros* » et il l'a jeté à Jean-Pierre Moure. Le Préfet qui n'avait jamais vu cela ouvrait des yeux comme cela. Je lui ai dit : « *Bienvenue dans le Sud !* » Cela a été la première du Préfet de Bousquet à Montpellier. Vous voyez l'ambiance ! Evidemment, les assemblées publiques, après, ont entériné les décisions. Mais sur le symbole, c'est outrancier, d'écrire « *5 millions d'euros* » d'argent public de cette façon. C'est pour cela que j'ai fait à l'époque un point de presse.

Mademoiselle Bodkin.

Maud BODKIN

Monsieur Larue, d'abord je ne savais pas que cette petite réflexion d'une toute petite étudiante en droit allait autant perturber un grand avocat comme vous sur Montpellier.

Maud BODKIN

Cela doit être cela. J'ai été interpellée d'abord par le rapport, Bernard tu as dit beaucoup de choses dessus, mais également par une lettre d'un des Présidents de collectivité qui est annexée : le Président du Département. Il a l'audace d'expliquer dans cette lettre qui est annexée qu'il est attaché à la culture, notamment à l'Orchestre, mais il arrive à nous expliquer cela sans ajouter aucun financement, toujours zéro.

D'ailleurs, je crois que c'est toujours par cet attachement qu'il nous a expliqué qu'il refusait de nous transférer la compétence de la culture. La compétence de la culture, nous avons l'exemple ici de ce pour quoi nous devons l'exercer de manière pleine et entière sur l'ensemble du territoire métropolitain et de manière équitable. Bernard, tu as parlé tout à l'heure de l'équité sur le territoire métropolitain, sur l'ensemble de la Métropole.

Je veux bien que l'on fasse des belles lettres pour expliquer que l'on est attaché à la culture. Donner zéro euro à un Opéra et à un Orchestre national, je suis désolée mais c'est une drôle de manière de soutenir la culture.

Bernard TRAVIER

Si je peux me permettre, le Département montre son degré de cynisme puisqu'il ajoute dans cette fameuse lettre – je ne peux pas résister – : « *C'est la raison pour laquelle le Département souhaite rester un partenaire à part entière [nous sommes rassurés !], mais il ne pourra le faire que dans le cadre d'une structure adaptée.* » Si Renaud était resté avec nous (je regrette qu'il soit parti), je lui aurais dit : « *D'accord, mais combien ?* » Il y a un peu d'espoir.

Monsieur le Président

Mademoiselle Bodkin puis Monsieur Rouilleault.

Maud BODKIN

Monsieur Larue, nous ferons des cours de droit public avec le Département si vous le souhaitez.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Je suis nouveau dans ce dossier. J'ai lu avec attention les 64 pages du rapport de la Cour des Comptes, la réponse de l'Orchestre, les réponses des collectivités cofinanceurs, je pense que cela pose énormément de

questions. Il est très clair que dans une assemblée comme celle-là, le temps est beaucoup trop court pour entrer dans le détail de l'ensemble des questions qui se posent.

J'en prends une par exemple, j'en ai plein : un EPPC peut être soit un établissement public administratif, soit un EPIC. En droit pour les personnels, c'est extrêmement différent puisque dans un cas ce sont des personnels de droit public, dans l'autre cas ce sont des personnels de droit privé. Par exemple, toutes les aberrations que nous avons vues sur les indemnités de départ ne se seraient pas passées si c'était de droit public. Cela aurait été tout à fait impossible. Inversement : l'aide de la DIRECCTE au titre du chômage partiel est très liée au statut privé.

J'ai plein de questions sur tout cela. Je ne suis satisfait par aucune des réponses. Celle de l'Orchestre par exemple compare les musiciens aux footballeurs professionnels de très haut niveau. Quand on fait des comparaisons de ce type-là, on aboutit rapidement à laxisme intégral. Les réponses du Département ne sont pas satisfaisantes. La réponse de la Région pose des tas de problèmes, dont celui de Toulouse Montpellier, etc. Il y a plein de problèmes qu'il faudrait regarder. Je trouve que cela mériterait une réunion *ad hoc* autour de Bernard Travier, et je suis à disposition pour donner un coup de main. Il y a plein de questions à regarder en détail.

Bernard TRAVIER

La situation de Toulouse est très différente. Ils ont un Orchestre Opéra, mais beaucoup moins d'équipements que nous. L'Orchestre, Jean-Pierre Moure l'a dit, il a parfaitement raison, est porté principalement par la Ville, pas par la Métropole.

Henri ROUILLEAULT

Absolument. La subvention de la Région qui apparaît dans le rapport est très petite.

Monsieur le Président

Il n'a pas le label national.

Bernard TRAVIER

Je crois que si. Non ?

Henri ROUILLEAULT

Il y a les fonctions support, etc. Il y a plein de sujets, y compris avec les organisations des festivals, etc., qui peuvent être posés.

Bernard TRAVIER

Label ou pas, c'est un orchestre magnifique.

Monsieur le Président

Ce qui a été décrit dans l'affaire, c'est essentiellement la remise à niveau. Il y avait des questions urgentes sur lesquelles il fallait de se prononcer pour conserver l'Orchestre. Le but de l'intervention de Bernard Travier est de nous expliquer que nous sommes sur ce chemin-là. Après, il y aura d'autres problèmes qui viendront peu à peu, mais nous appelons à la pérennisation des aides des collectivités pour l'Orchestre.

Bernard TRAVIER

Et à la responsabilité des Directeurs, parce que Jean-Pierre Moure l'a dit : il faut dégager des marges. Il a fait allusion très directement à la billetterie qui est un vrai souci, et pour le moment, je prêche dans le désert.

Monsieur le Président

Si vous êtes d'accord, je vous propose de donner acte à l'affaire que nous venons de vivre ensemble concernant le rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur l'Opéra Orchestre national de Montpellier.

AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION – NOM ENTREPRISE – MÉTROPOLE – ETAT – APPLICATION DE LA CHARTE ENTREPRISES ET QUARTIERS – CONVENTION-TYPE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire 80. Il s'agit là de la mise en place du CODEV dans le cadre de la politique de la ville, entre la Métropole, l'Etat et l'application de la charte Entreprises et quartiers. 160 entreprises sont signataires. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Je refais voter, Madame Hart ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION – SOUS-CONCESSIONS PLAGE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE – REDEVANCES 2016 ET 2017

Monsieur le Président

Affaire 81, sous-concession plage de Villeneuve-lès-Maguelone, ce sont les redevances 2016 et 2017. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION – MARCHÉ D'ASSURANCE N° 4170AJ15 TOUS RISQUES EXPOSITIONS POUR L'EXPOSITION *BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME* DU 25 JUIN AU 16 OCTOBRE 2016 AU MUSÉE FABRE – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT

Monsieur le Président

Affaire 82, marché d'assurance tous risques expositions. Souhaitez-vous des explications auprès du rapporteur Madame Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION – ACQUISITION ET LIVRAISON DE VÉHICULES POUR LES POLES TERRITORIAUX DE LA DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE – COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 43, acquisition et livraison de véhicules pour les pôles territoriaux de la direction de l'action territoriale. Je mets aux voix. C'est pour remplacer ceux qui avaient proposé des camionnettes sans moteur. Je rigole ! Je mets aux voix. Contre ? Monsieur Bonnal a applaudi des deux mains.

Voyez-vous, dans le transfert du matériel, quand on a transféré la voirie, on a transféré les personnels et la logistique, le matériel. Il y a plusieurs façons de transférer une camionnette. On peut transférer une camionnette qui marche. On peut transférer une camionnette qui marche et qui tombe en panne devant la Métropole avant d'entrer dans le garage. Et puis on peut transférer une camionnette qui repose sur quatre cairons. Il y a une solution intermédiaire, c'est la camionnette vidée de tout moteur. Il y a plusieurs formes de transferts. Pour éviter tout cela, nous avons tout égalisé en achetant un certain nombre de véhicules qui seront les mêmes pour tous les pôles territoriaux.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 84 : HORS COMMISSION – ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES – DÉLÉGATIONS PERMANENTES – MODIFICATIONS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 84, il s'agit des délégations permanentes et des modifications. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE –
MODIFICATION**

Monsieur le Président

Dernière affaire, très importante. Il s'agit de la modification de l'ensemble des commissions du Conseil de Métropole. Je vous propose la création d'une nouvelle commission, la commission 21, qui a pour objet la sécurité et qui aujourd'hui n'existe pas.

Cela veut dire que je proposerai à un Vice-Président de prendre cette délégation. Si le Vice-Président en question prend cette délégation, il faudra que sa délégation, il la donne à un autre Vice-Président. C'est un jeu de tiroirs. Je vais vous le dire maintenant, cela évitera des puces mal à propos. Cette délégation 'participation citoyenne', je la confierai à Monsieur Rico. Madame Lloret, Vice-Présidente chargée de la citoyenneté et du dialogue citoyen, recevra la délégation de Madame Cassar sur les énergies renouvelables, et Madame Cassar recevra la nouvelle délégation sur la sécurité, avec l'accord des trois Vice-Présidents concernés. C'est une petite modification dans les délégations de l'exécutif, avec l'introduction d'une nouvelle délégation.

Si nous créons une commission sécurité, c'est pour préfigurer l'ensemble des discussions qui vont venir peu à peu dans la vie de la Métropole sur les polices intercommunales par exemple, qui font partie des nouveaux projets de loi, police intercommunale dont j'avais parlé au début lorsque le Premier Ministre était Ministre de l'Intérieur. Je ne l'oublie pas.

85, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux abstentions. Adoptée. Voulez-vous que nous revotions ? J'ai le temps. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Quatre abstentions. Adoptée.

Je vous en remercie et je vous souhaite une excellente soirée. Monsieur Rouilleault ?

Henri ROUILLEAULT

Isabelle Gianiel apparaît comme Présidente de la commission transports dans les documents que nous venons de voter.

Monsieur le Président

Les délégations sont des arrêtés. Ils ne sont pas votés en assemblée publique. Quant aux Présidents de commission, ils sont élus en commission. Ce point sera donc inscrit à l'ordre du jour de la prochaine commission Transports.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.